**Sommaire**



Avis aux lecteurs: La version de base des «Cahiers du CESAT» est la version électronique diffusée sur les sites du CESAT*[[1]](#footnote-1)*. Cette version «papier» n’en est qu’un extrait.

* **Éditorial  p. 3**

*Par le Général de corps d’armée P. HOUBRON*

* **Adresse du Commandant du CESAT  p. 5**

*Le Général O. JUMELET*

* **Les Cahiers du CESAT ont un nouveau Directeur de publication p. 7**
* **Un penseur militaire**

**Sun Tzu  p. 9**

# *Par Monsieur M. MOTTE*

* **Articles d’intérêt général**

**Sandals and Robes:Warfare in the 21st Century  p. 21**

# *by MG M. T. FLYNN*

West Point cadets gain real-world cybersecurity experience p. 29

*By William JACKSON*

## Réflexion stratégique et pensée militaire p. 31

# *Par le Général de division (2S) É. de La MAISONNEUVE*

***Lire aussi dans la version électronique des sites du CESAT:***

***Wikileaks*: causes et conséquences, *par le LCL LEGRAND***

* **Libres opinions[[2]](#footnote-2)**

Acculturation et compromission: quels repères pour le chef?p. 43

*Par le Chef de bataillon T. BARBARIN*

**Campagne de France de 1814: victoires tactiques, défaite stratégique P. 47**

*Par le Commandant Alain MESSAGER*

L’armée d´Autriche au sein de l´ EUFOR TCHAD/RCA  p. 61

*Par le Colonel (armée autrichienne) F. PAMMER*

# Il faut réhabiliter Grouchy p. 65

*Par le Chef d’escadron F. FORQUIN*

Où l’on reparle des héros…  p. 69

*Par le Chef d'escadron (TA) F.-R. LÉGRIER*

**Influence des armées, éviter de passer de méfiance à indifférencep. 73**

*Par le Lieutenant-colonel S. ROUQUAYROL*

##### Frappes de drones au Pakistan: campagne bel et bien pilotée… p. 81

#### Par le Chef de bataillon Y. LAMBERT

##### Bienvenue en Absurdistan! la zone démilitarisée en Corée p. 85

*Par le Commandant J. DAVID*

**Guerre en Libye, une appréciation militaire  p. 91**

###### *Par le Colonel M. GOYA*

**Quelle(s) doctrine(s) de cyberdissuasion?  p. 95**

###### Par Monsieur O. HUBAC et le Lieutenant-colonel S. DOSSÉ

**«Gagner les cœurs» : une démarche marketing  p. 103**

*Par le chef de bataillon (TA) O. PINARD LEGRY*

**«Knowledge development», à quelle fin?  P. 109**

*Par le Chef d’escadrons R. SONGEUR*

## 1940-1945 : la Bretagne, champ d’action des forces spéciales p. 115

*Par le Chef d’escadron (R) Erwan COTARD*

***Lire aussi dans la version électronique des sites du CESAT:***

**La réglementation internationale face au problème des débris spatiaux, *par le CBA F.CHAUVIE***

**Un peu d’Europe *par Madame F. THIBAUT***

* **Les grands capitaines**

##### Le Général von Lettow-Vorbeck à la bataille de Tanga p. 129

###### *Par le Lieutenant-colonel R. PORTE*

* **Nouvelles d’Amérique**

**De l’Amérique: conseils de lecture  p.135**

*Par le Colonel J.-C. BREJOT*

* **On a aimé**

### **Afghanistan 2001-2010 – Chronique d’une non-victoire annoncée**

### **de Jean-Charles JAUFFRET p. 139**

### **De Sedan à Sedan Une histoire de l’armée française (tome 1: 1870-1918)**

### **du Général de corps d’armée (2S) André BOURACHOT p. 139**

### **Le monde arabe tel qu’il est**

### **du Chef d’escadrons Arnaud LAFOLIE p. 140**

Dans l’œil du cyclone: à la tête de la FORPRONU Ex-Yougoslavie, juillet 1993-mars 1994

*du Général d’armée Jean COT* p. 141

L’éthique du soldat français

*du Général Benoît ROYAL* p. 141

# Éditorial

*Par le Général de corps d’armée Philippe HOUBRON,*

*Directeur adjoint de la stratégie*

*et Chef du service d’architecture des systèmes de forces,*

*à la Direction générale pour l’armement,*

**V**ous êtes désormais à la veille de votre seconde partie de carrière qui, pour la majorité d’entre vous, se déroulera en administration centrale. Vous appartenez à une génération où tous, ou presque, auront connu une expérience en opérations. Vous êtes donc certainement plus aguerris sur ce plan que vos «grands anciens», pour lesquels le contexte géostratégique était très différent et qui, pour la plupart, excepté ceux appartenant à certaines unités, n’ont pas eu ces opportunités.

Dans les années qui viennent, vous allez, pour beaucoup d’entre vous, servir dans des organismes de plus en plus «interarmisés» ou «civilianisés», dans des directions du ministère qui ne seront pas spécifiquement militaires (à connotation financière, juridique, stratégique, politico-militaire, capacitaire…). Futurs diplômés ou brevetés, vous allez être bien sûr au contact de vos homologues des autres armées, mais également d’experts de haut niveau, de hauts fonctionnaires, d’ingénieurs qui seront souvent vos pairs, parfois vos chefs. Même blanchis sous le harnois de l’expérience opérationnelle, il vous faudra faire preuve d’emblée, puis tout au long de votre carrière, d’intelligence de situation et de sens politique.

Dans un environnement de plus en plus contraint, complexe, resserré, où la nature des acteurs évolue, où le niveau de prise de décisions est de plus en plus élevé, où les informations circulent toujours plus vite, ces deux qualités étroitement liées me semblent indispensables. Rien que de très banal, pour une fonction d’officier d’état-major classique, me diront certains!! Oui, c’est vrai, mais l’environnement général ayant changé, ces qualités revêtent désormais une importance toute particulière. Les évolutions décrites ci-dessus, amplifiées par les réalités économique, sociale, et environnementale, dont il faut tenir compte dans la majeure partie des domaines, donnent aux travaux d’état-major une dimension politique plus ou moins importante, mais bien réelle. Aujourd’hui, plus que dans le passé, de nombreuses décisions prises à haut niveau ont des répercussions qui vont bien au-delà du ministère de la Défense. Ainsi, les commandants de base de défense se voient assigner un rôle d’acteur économique de premier plan; les aspects relatifs à la coopération internationale sont prégnants et sont suivis, la plupart du temps, au plus haut niveau de l’État; le développement durable est devenu une préoccupation permanente; les choix en matière d’équipements peuvent avoir des conséquences socio-économiques profondes.

Comment acquérir ce sens politique et cette intelligence de situation, puis en faire preuve? En premier lieu, profiter bien sûr des périodes d’enseignement supérieur, lire un minimum de publications à caractère stratégique, prendre connaissance des interventions officielles des hautes autorités de l’État en matière de défense et de sécurité, pour bien comprendre l’environnement national et international dans lequel évolue l’outil militaire. Ensuite, en état-major, se placer au bon niveau de la réflexion, identifier le but politique, ne pas hésiter pour cela à se faire préciser «l’effet final recherché», ne pas craindre de demander avis et conseils. Sinon, le risque est grand de produire un travail, certes de qualité sur le plan technique et rédactionnel, mais déconnecté des réelles préoccupations des décideurs et qui, au pire, ne sera pas lu et sera ainsi inutile.

Un ultime conseil: efforcez-vous tout simplement d’être un «honnête officier», résolument ouvert sur le monde extérieur et ses problématiques économique, sociale, et géostratégique. Et pour ceux qui connaîtront encore les opérations comme officier supérieur, rappelez-vous que c’est le domaine où il convient le plus de se poser la question du but politique poursuivi!



# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur de l’armée de Terre



*Le Général Olivier JUMELET*

**E**n quittant l’extraordinaire observatoire des chantiers de l’armée de Terre que m’offrait ma position de général inspecteur à l’IAT, je me suis plongé dans l’un d’entre eux, celui de la transformation de l’enseignement militaire supérieur.

Le collège interarmées de Défense a juste cédé la place à l’école de Guerre et déjà, dans le souci constant de rationalisation, il est décidé d’intégrer les cours spécifiques d’armées à cette nouvelle école interarmées.

Cependant, l’engagement opérationnel demeure la seule finalité. Dans cette perspective les spécificités des engagements aéroterrestres, aéromaritimes ou aérospatiaux sont réelles. La diversité, la dureté, la nature des engagements des forces armées en témoignent chaque jour. Qu’il s’agisse de former, d’orienter et d’appuyer l’armée nationale afghane, d’ouvrir les routes aux forces d’Alassane Ouattara, de préparer le terrain devant les Libyens du Comité National de la Transition, de faire pièce aux pirates et narcotrafiquants, d’organiser en interministériel les secours d’urgence à la population frappée par une catastrophe naturelle, les officiers français doivent être capables de s’insérer à tout moment dans les états-majors multinationaux, interarmées, interministériels. Ils doivent maîtriser la planification et la conduite. Leur connaissance fine des capacités, limites et contraintes des différents vecteurs dont la combinaison permettra d’obtenir l’effet recherché, est indispensable. Aussi, les armées veillent-elles à optimiser le programme et l’évaluation des trois mois d’enseignements spécifiques qui prendront place dès 2013 au début des dix mois de la scolarité de l’école de Guerre.

Nous devons aussi être attentifs à ne pas envoyer un message erroné qui pourrait découler de ces transformations successives. À l’occasion de cette rentrée, un officier stagiaire m’a demandé si l’enseignement supérieur avait un avenir. Cette question est pertinente dans un monde où la productivité est une priorité absolue et dans lequel, détourner de ses fonctions un officier ayant atteint sa pleine maturité pendant un, deux voire trois ans pour certains spécialistes, peut sembler anachronique voire exorbitant. Oui bien sûr cet enseignement est primordial et les réformes en cours sont évidement la preuve de l’intérêt que les armées accordent à cette formation en milieu de carrière.

Le métier militaire est particulier, il serait illusoire d’imaginer qu’une formation académique, si poussée soit-elle, permette de former des chefs militaires. Il serait vain également de croire que l’expérience du terrain peut suffire à un bon encadrement des armées. Ce serait la négation même de la connaissance; «des pensées sans matière sont vides, des intuitions sans concepts sont aveugles» a écrit Kant afin de rappeler que c’est la combinaison de l’expérience - la sensibilité - et du concept - la théorie - qui donne accès à la connaissance. L’enseignement militaire supérieur est indispensable à l’étude des concepts, il est profitable aux officiers ayant déjà une certaine sensibilité de ces domaines, forgée par l’expérience. Chacun en fera son profit à la lumière de son vécu, en profitant de cet espace de réflexion et de partage, en se forgeant ses lignes d’opérations, ce cadre individuel nécessaire à la cohérence et à l’efficacité de l’action.

La réduction du format des armées n’a pas, comme pourraient l’imaginer certains, simplifié l’engagement. Bien au contraire, la diminution des ressources rend pour chacune d’elles, leur gestion, appropriation, emploi, plus sensibles. L’évolution de plus en plus rapide des technologies, mais aussi des menaces, trace le chemin des défis à relever. Cela passe par une parfaite maîtrise des domaines spécifiques d’armées, de l’interarmes pour l’armée de Terre. L’enseignement militaire supérieur contribue à tout cela, sous réserve, comme le disait le Maréchal Juin aux 71ème et 72ème promotions de l’école supérieure de Guerre, que ce ne soit ni le temple de la raison raisonnante, ni celui de la soumission aux chapelles intellectuelles ou idéologiques.



****

**Le Général de corps d’armée (2S) Philippe HOUBRON** a pris le 21 septembre la direction de la publication des Cahiers du CESAT

Saint-cyrien de la promotion Maréchal de Turenne (1973-1975) ayant choisi l’arme du Génie, il a servi successivement aux 15ème RGA, 5ème RMP et a commandé le 6ème REG puis la 6ème Brigade Légère Blindée. Au cours de ses affectations il a participé à FORPRONU 1995, IFOR 1996, KFOR 2005 et il a commandé l’opération Licorne en Côte d’Ivoire (2008-2009). De 2009 à 2011, il a dirigé le service d’architecture des systèmes de forces à la Délégation Générale pour l’Armement.

Ingénieur des Mines (Nancy), le Général est breveté de l’enseignement militaire supérieur (BEMSG voie EMSST) et ancien auditeur du CHEM/IHEDN.

Il est commandeur de la Légion d’honneur et titulaire de la croix de la valeur militaire avec deux citations.

Le comité éditorial lui souhaite la bienvenue et l’assure de son engagement, derrière lui, au profit des Cahiers.

## Un penseur militaire



Sun Tzu

*Par Monsieur Martin MOTTE[[3]](#footnote-3)*

**D**e Sun Tzu nous ne savons rien de certain, pas même s’il a vraiment existé. La tradition chinoise en fait un général du VIème siècle avant J.-C., mais les grandes armées évoquées dans son «***Art de la guerre***» ne sont apparues qu’avec les «Royaumes combattants» du Vème siècle. Il se peut donc que ledit ouvrage soit une compilation de réflexions stratégiques datant d’époques différentes, rattachées après coup à un auteur unique et largement mythique. Réel ou imaginaire au reste, Sun Tzu est un des plus illustres stratégistes de tous les temps, le plus illustre même, si l’on s’en tient au nombre de traductions dont il a fait l’objet. À cette popularité ont contribué la brièveté de l’œuvre – une vingtaine de pages en excluant les gloses – et son apparente facilité: «*Le lecteur le plus paresseux peut en tirer sans peine de quoi briller en société*», note Hervé Coutau-Bégarie[[4]](#footnote-4). Mais «***L’art de la guerre***» mérite mieux qu’un succès de salon. Il doit être lu et médité en profondeur, ne serait-ce que pour combler les vides d’un texte souvent elliptique ou identifier les réalités concrètes qui se cachent derrière les formules poétiques chères à la littérature chinoise. D’autre part, Sun Tzu a souffert de l’exotisme à bon marché dont on l’a affublé: dans le sillage des deux guerres mondiales et de la défaite américaine au Vietnam, on a eu tendance à en faire le symbole de la subtilité orientale par opposition à une brutalité occidentale que personnifierait Clausewitz. Outre qu’une telle opposition ne résiste guère à l’examen, elle a l’inconvénient d’occulter l’universalité de Sun Tzu en l’enfermant dans une Asie de carton-pâte, source des pires illusions stratégiques. Nous suivrons pour notre part la démarche inverse et soulignerons les nombreuses convergences entre Sun Tzu et la pensée occidentale.

# L’essence de la stratégie

Pour Sun Tzu, la planification stratégique doit commencer par l’étude des cinq «*facteurs fondamentaux*»que sont «*l’influence morale*», les conditions météorologiques, le terrain, l’autorité du général et «*la doctrine*»[[5]](#footnote-5). Par «*influence morale*», le général chinois entend «*ce qui fait que le peuple est en harmonie avec ses dirigeants*»: sa réflexion ne se borne donc pas à la conduite des opérations, mais englobe d’emblée l’interface du politique et du militaire. Quant à «*la doctrine*», elle recouvre l’organisation de l’armée et la logistique. Il s’agit dès lors de«*comparer les deux armées d’après ces éléments, en les appréciant avec la plus grande minutie*»*.* L’équation stratégique ainsi définie anticipe clairement notre moderne «méthode de raisonnement tactique». N’y manque qu’un facteur, mais de taille: les effectifs en présence!

Comme il ne peut s’agir d’un oubli, il faut admettre que Sun Tzu suppose connu ce facteur et ne s’intéresse qu’aux multiplicateurs de puissance. De fait, il écrit dans la foulée que «*le général doit créer les situations qui contribueront à la réalisation des plans. Par situation j’entends qu’il doit agir promptement selon ce qui est avantageux et ainsi être maître de l’équilibre*»*.* En d’autres termes, la stratégie peut être définie comme l’art d’utiliser les multiplicateurs de puissance pour créer le rapport de forces le plus favorable ou le moins défavorable possible; par exemple, une armée inférieure en nombre peut rétablir l’équilibre en occupant une position forte ou en se plaçant de telle sorte que l’ennemi ait le soleil dans les yeux. L’insistance de Sun Tzu sur la promptitude tient au fait que les multiplicateurs de puissance n’agissent pas de manière constante: les rapports entre le peuple et ses dirigeants tendent à se dégrader lorsqu’un conflit s’enlise, la météo change, le terrain se modifie au fur et à mesure que les armées se déplacent, etc. Aussi faut-il exploiter sur le champ ce moment propice que les philosophes grecs appelaient le *kaïros* et dont ils faisaient eux aussi la clé de tous les succès.

Mais pour rester maître du rapport de forces, le stratège doit bien connaître les cartes qu’il a en main et percer à jour celles de son adversaire: «*Connaissez l’ennemi et connaissez-vous vous-même; en cent batailles, vous ne courrez jamais aucun danger. Quand vous ne connaissez pas l’ennemi mais que vous vous connaissez vous-même, vos chances de victoire ou de défaite sont égales. Si vous êtes à la fois ignorant de l’ennemi et de vous-même, vous êtes sûr de vous trouver en péril à chaque bataille*»*.* La nécessité de connaître l’ennemi implique entre autres le recours à des espions (auxquels Sun Tzu consacre un chapitre entier). Connaître ses propres forces n’est pas moins important: leur volume, leur armement, leur position sont des paramètres dont le stratège doit pouvoir disposer à tout moment. Il lui faut encore, ce qui est plus subtil, «sentir» jusqu’où il peut solliciter physiquement et moralement ses hommes. Enfin, difficulté suprême, il lui faut se connaître lui-même. L’injonction de Sun Tzu rejoint ici le *Gnôthi seautón* que les Grecs avaient inscrit au fronton du temple de Delphes et dont Socrate fit la pierre de touche de la sagesse: en effet, le stratège doit rester maître de soi en toute circonstance, et il ne le peut que s’il connaît suffisamment ses tendances profondes pour ne pas se laisser dominer par elles. Se sait-il impétueux, il lui faudra redoubler de prudence; pusillanime, s’obliger à l’audace; ou, s’il lui semble dangereux de forcer sa nature, attendre une circonstance où elle pourra déployer toutes ses virtualités.

Nulle surprise, dès lors, à entendre Sun Tzu proclamer que «*tout l’art de la guerre est basé sur la duperie*», et nul tropisme spécifiquement asiatique dans ce tour d’esprit, qui rejoint la prédilection des auteurs gréco-latins pour le stratagème: cela tient à la nature même des choses. Car, si la victoire dépend d’une bonne appréciation du rapport de forces, chaque protagoniste a intérêt à fausser la perception qu’en a l’adversaire en usant de la dissimulation, mode mineur, et de l’intoxication, mode majeur: «*Proche, faites croire que vous êtes loin, et loin, que vous êtes proche*»*.* Ici encore, des agents infiltrés dans le camp d’en face sont extrêmement précieux. Une autre solution consiste à viser l’équilibre psychique de l’adversaire au moyen d’une provocation qui lui fasse carrément perdre de vue l’équation stratégique: «*Irritez le général ennemi et égarez-le*». Les commentateurs de Sun Tzu en fournissent des exemples étonnants, ainsi celui de ce général assiégé qui, à son ennemi lui réclamant du vin – car les anciens Chinois échangeaient des présents avant l’affrontement – lui envoya une jarre pleine d’urine; fou de rage, l’offensé lança ses troupes à l’assaut de remparts encore intacts et subit une sanglante défaite. Le *procédé* nous déconcerte, renvoyant à une culture et à un temps qui nous sont étrangers; mais le *principe*, lui,a abondamment resservi: témoin Bismarck, en 1870, trafiquant la fameuse «dépêche d’Ems» pour humilier Napoléon III et le forcer à déclarer la guerre à la Prusse alors que l’armée française n’avait pas fini ses préparatifs. Plus près de nous, il est probable qu’Al-Qaïda, en frappant le *World Trade Center*, a voulu pousser les États-Unis à une réaction irréfléchie, et de fait l’invasion de l’Irak n’a guère servi leur image internationale…

# Le stratège et son environnement

Vingt-trois siècles avant Clausewitz, Sun Tzu comprend parfaitement que la victoire militaire n’est pas une fin en soi, mais un simple moyen en vue d’un but politique. C’est donc par rapport à ce but et dans son environnement politique global qu’elle doit être évaluée. Tout commande ici d’éviter les guerres prolongées, car elles sont ruineuses pour le vainqueur lui-même; or,«*lorsque vos armes auront perdu leur tranchant, que votre ardeur sera éteinte, que vos forces seront épuisées et que votre trésorerie sera réduite à rien, les souverains voisins profiteront de votre détresse pour agir*». Ces tierces puissances attendant leur heure, les belligérants ont régulièrement tendance à les oublier; mais tout aussi régulièrement, ce sont elles qui raflent la mise. Le phénomène, courant dans la Chine des Royaumes combattants, traverse plus généralement toute l’histoire de l’humanité. Il explique l’actuelle prépondérance américaine, conséquence de l’autodestruction de l’Europe dans les deux guerres mondiales du XXème siècle.Aussi le stratège ne doit-il pas seulement se soucier des opérations en cours, mais aussi de l’après-guerre. Il lui faut juger la situation militaire d’après la paix qu’elle laisse entrevoir: s’il lui apparaît que le jeu ne vaut pas la chandelle, le mieux est de négocier, pour autant que cela soit encore possible.

De même le stratège doit-il prendre en compte l’environnement économique dans lequel il agit, environnement dont il tire ses ressources matérielles, mais que ses choix militaires impactent nécessairement. Plus en effet les théâtres d’opérations se dilatent, plus grandes sont les contraintes logistiques et plus le«*prix de revient des transports sur une longue distance*»pèse sur l’économie (constat vérifié, si besoin était, par les engagements actuels en Irak et en Afghanistan). D’autre part, la guerre, qui détruit de la richesse sans en produire, est puissamment inflationniste: «*Là où se trouve l’armée, les prix sont élevés; lorsque les prix montent, les richesses du peuple s’épuisent*». C’est là une réalité à laquelle le stratège ne peut rester indifférent, car elle risque à terme de créer des tensions entre l’armée et la société, donc de miner le consensus politique dont Sun Tzu fait un des facteurs essentiels de son équation de puissance.

«*En conséquence, le général avisé veille à ce que ses troupes se nourrissent sur l’ennemi, car un boisseau de vivres pris à l’ennemi équivaut à une vingtaine des siens*»*.* Cette énorme disproportion tient à la nature de la logistique: elle consiste à acheminer de l’énergie en première ligne – sous forme de combattants, d’armes, de munitions, de vivres, de fourrage, d’essence, etc... –, mais ledit acheminement entraîne lui-même une dépense d’énergie proportionnelle au volume transporté et à la distance couverte. Dans le cas du boisseau dont parle Sun Tzu, cet inconvénient n’existe pas, ou plutôt il est à la charge de l’ennemi, qui se trouve ainsi doublement pénalisé. Le risque, si le boisseau est pris à la population et non à l’armée ennemie, est bien sûr de susciter une guérilla contre soi. Mais Sun Tzu ne le mentionne pas, sans doute parce qu’il table sur des campagnes éclair tranchant le litige avant que des mouvements populaires aient eu le temps de se structurer.

Reste qu’aucun calcul stratégique ne peut garantir la victoire, mais tout au plus la non-défaite. La raison en est simple: «*Notre invincibilité dépend de nous, la vulnérabilité de l’ennemi, de lui. Il s’ensuit que ceux qui sont versés dans l’art de la guerre peuvent se rendre invincibles mais ne peuvent rendre à coup sûr l’ennemi vulnérable. C’est pourquoi il est possible de savoir comment vaincre, mais sans nécessairement vaincre pour autant*». Cette situation se produit lorsque les deux adversaires sont aussi habiles l’un que l’autre. Au passage, la distinction de Sun Tzu entre ce qui dépend de nous et ce qui n’en dépend pas annonce de manière frappante le stoïcisme. Né en Grèce vers 300 avant J.-C., ce courant philosophique se propose de conduire ses adeptes à l’ataraxie, c’est-à-dire à l’absence de trouble, à la paix intérieure. À cette fin, il les incite à faire preuve d’une indifférence absolue envers ce sur quoi ils n’ont pas prise: par définition, il ne sert à rien de s’en soucier. La tranquillité ainsi obtenue est en revanche un gage de réussite dans tous les domaines qui relèvent de leurs compétences. Il y a là une leçon très précieuse pour le stratège, toujours confronté à un environnement anxiogène. C’est pourquoi l’un des plus grands philosophes stoïciens a été un soldat, l’empereur romain Marc-Aurèle (IIème siècle après J.-C.). Le stoïcisme a également été au cœur de l’enseignement dispensé dans les académies militaires européennes des XVIIème et XVIIIème siècles.

En définitive, le stratège tel que l’entend Sun Tzu est le contraire d’un spécialiste. Ses lumières ne se bornent pas à la conduite des opérations militaires proprement dites, mais s’étendent à la politique, à la diplomatie, à l’économie et à la philosophie, toutes disciplines qui l’aident à comprendre et à dominer son environnement. Sun Tzu, à cet égard, aurait certainement ratifié la célèbre formule du Général de Gaulle: «*La culture générale est la véritable école du commandement*».

# La conduite de la guerre

L’idéal vers lequel doit tendre le stratège est de «*prendre intact tout ce qui est sous le Ciel*», et pour cela de limiter au maximum les combats et les destructions. Il ménage ainsi ses troupes, assurance-vie de son pays face aux tierces puissances, et le territoire conquis, qui serait un poids mort s’il avait été complètement ravagé. Cet idéal dicte l’ordre des priorités: d’abord «*s’attaquer à la stratégie de l’ennemi*», autrement dit perturber son équation stratégique, ainsi qu’il a été dit plus haut. En deuxième lieu, viser ses alliances afin de l’isoler sur la scène diplomatique. L’attaque de son armée n’arrive qu’en troisième position. «*La pire politique consiste à attaquer les villes. N’attaquez les villes que lorsqu’il n’y a pas d’autre solution*». Une telle opération est en effet ruineuse au plan militaire, les villes constituant un formidable multiplicateur de puissance pour le défenseur, comme au plan économique, une ville saccagée perdant une bonne partie de sa valeur.

Cet ordre idéal des priorités est naturellement modifié dans la réalité par toutes sortes de facteurs. Ainsi, le plan ne sera pas le même selon qu’on est en supériorité ou en infériorité numérique: à dix contre un, Sun Tzu préconise d’encercler l’ennemi; à cinq contre un, de l’attaquer; à deux contre un, de le diviser. À un contre un, le combat est possible, mais aléatoire, et Sun Tzu ne manifeste aucune enthousiasme pour cette éventualité. Quant à la rencontre avec un ennemi supérieur, elle doit à tout prix être évitée; il faut alors faire retraite et adopter une posture défensive. Le grand art est de manœuvrer pour obtenir une supériorité locale lors même qu’on est en infériorité globale. C’est en effet le parti le plus faible qui est obligé de manœuvrer, le plus fort pouvant se contenter de cogner: aussi Sun Tzu définit-il la manœuvre comme ce qui permet de «*changer la malchance en avantage*». Elle est un mouvement que nous entreprenons pour faire perdre à l’ennemi un atout important: on peut par exemple l’inciter à quitter une position favorable «*en l’appâtant*»avec une fraction de nos forces cependant que notre gros se porte sur cette position «*par des voies détournées*». Mais «*rien n’est plus difficile que l’art de la manœuvre*», à laquelle «*l’avantage et le danger sont tous les deux inhérents*». En effet, si l’ennemi perce à jour notre manœuvre en cours d’exécution, il retrouvera *ipso facto* sa supériorité et nous infligera des pertes d’autant plus lourdes qu’il nous surprendra en ordre de marche, non en ordre de bataille. Prise de risque maximale en vue d’un gain maximal, la manœuvre ne doit donc être tentée que par chefs très compétents et avec des troupes très entraînées.

La condition préalable de l’action militaire est le renseignement. Les informations dont on dispose en début de campagne donnent rarement une vision extensive du dispositif et du plan adverses. Elles devront donc être complétées par le renseignement opérationnel, celui qu’on va chercher au contact même de l’ennemi: «*Agitez-le et découvrez le schéma général de ses mouvements. Eprouvez-le et rendez-vous compte des points sur lesquels il est en force et de ceux où il est déficient*». Qui prend l’ascendant en termes de renseignement prend du même coup l’initiative et oblige son adversaire à se disperser. En effet, «*si l’ennemi ignore où je compte livrer bataille, il devra se tenir prêt en de multiples points. Et s’il se tient prêt en de multiples points, les opposants que je trouverai en l’un quelconque de ces points seront peu nombreux. S’il se prépare partout, il sera faible partout*»*.* Par conséquent, «*je pourrai utiliser la totalité de mes forces pour attaquer une fraction des siennes. J’aurai donc la supériorité numérique*».

Vient la bataille proprement dite. «*Utilisez la force normale pour engager le combat; utilisez la force extraordinaire pour remporter la victoire*». Ce terme de «force extraordinaire» ne renvoie pas à ce que nous appelons aujourd’hui «forces spéciales», car Ho Yen Hsi, un glosateur de Sun Tzu, note qu’en cours d’opération, «*la force normale est susceptible de devenir l’extraordinaire et vice-versa*». C’est donc par sa fonction et non par sa nature qu’une force est dite normale ou extraordinaire. Selon Li Ch’uang, un autre glosateur,«*la force qui affronte l’ennemi, c’est la force normale; celle qui le prend de flanc, c’est la force extraordinaire*»*.* En d’autres termes, est normale la force qui fixe les troupes et l’attention de l’adversaire; est extraordinaire celle qui exploite cette fixation en portant ailleurs un coup auquel l’ennemi ne s’attend pas. Notons quand même que Li Ch’uang, s’il a bien identifié le *principe* auquel renvoie ce verset de Sun Tzu – la surprise –, le réduit indûment à un *procédé* particulier, l’attaque de flanc. Or, d’autres procédés sont concevables, ainsi celui qu’employait souvent Napoléon:

1. Fixation de l’ennemi par une action de front,
2. Mouvement de flanc que l’ennemi prend pour la manœuvre principale et qu’il contre en engageant sa réserve sur l’aile menacée, d’où nouvelle fixation,
3. Coup de boutoir de la réserve française sur le front; l’ennemi ne peut parer cette surprise, puisque sa réserve est déjà engagée.

On est là dans un registre évoqué par Ho Yen Hsi: «*Je fais en sorte que l’ennemi prenne ma force normale pour l’extraordinaire et ma force extraordinaire pour la normale*», soit un niveau de ruse supplémentaire par rapport à Li Ch’uang. En tout cas, le grand avantage de la surprise est d’amener la dislocation psychologique de l’ennemi, solution moins coûteuse que son extermination physique. «*Ne poussez pas à bout un ennemi aux abois*», écrit à cet égard Sun Tzu, car qui n’a plus rien à perdre vendra chèrement sa peau.

# Napoléon disciple de Sun Tzu?

La campagne de 1805 constitue un bon exemple de l’intemporalité de Sun Tzu, car chacune de ses phases illustre une maxime du général chinois:

* «*Le fin du fin, lorsqu’on dispose ses troupes, c’est de ne pas présenter une forme susceptible d’être définie clairement. Dans ce cas, vous échappez aux espions les plus perspicaces et les esprits les plus sagaces ne pourront établir de plan contre vous*»*.* En début de partie, la Grande Armée quitte ses camps échelonnés de Brest au Hanovre et se porte vivement vers l’est. Ses sept corps dessinent un front de plusieurs centaines de kilomètres, ce qui empêche les Coalisés de savoir précisément quel est son objectif. Du reste, gazettes et agents doubles à la solde de Napoléon multiplient les fausses nouvelles pour intoxiquer l’adversaire.
* «*Une armée peut être comparée exactement à de l’eau car, de même que le flot qui coule évite les hauteurs et se presse vers les terres basses, de même une armée évite la force et frappe la faiblesse*»*.* Napoléon, qui compare ses sept corps d’armée à «*sept torrents*», sait que les Autrichiens sont postés autour d’Ulm et s’attendent à voir les Français surgir par l’ouest. Il les entretient dans cette croyance par quelques démonstrations de cavalerie, mais se garde bien d’attaquer Ulm, qu’il déborde par le nord.
* «*Créez des changements de situation par des dispersions et des concentrations de forces*»*.* Les corps d’armée français, qui se sont rapprochés les uns des autres au fur et à mesure de leur avance, achèvent leur concentration dans le dos des Autrichiens. Coupés de leurs arrières, ceux-ci doivent se rendre. Napoléon gagne alors Vienne, puis Austerlitz, non loin de l’endroit où d’autres forces autrichiennes ont fait leur jonction avec l’armée russe.
* «*Généralement, celui qui occupe le terrain le premier et attend l’ennemi est en position de force; celui qui arrive sur les lieux plus tard et se précipite au combat est déjà affaibli. Et c’est pourquoi ceux qui sont experts dans l’art militaire font venir l’ennemi sur le champ de bataille et ne s’y laissent pas amener par lui. Celui qui est capable de faire venir l’ennemi de son plein gré y parvient en lui offrant quelque avantage*»*.* Napoléon reconnaît longuement les alentours d’Austerlitz, puis il y attire les Coalisés en envoyant à leur rencontre un faible parti de cavalerie, qu’ils bousculent sans peine et poursuivent.
* «*Lorsque vous êtes capable, feignez l’incapacité; actif, la passivité. Appâtez l’ennemi pour le prendre au piège; simulez le désordre et frappez-le. Faites semblant de vous trouver en état d’infériorité et encouragez-le à l’arrogance; faites une sortie lorsqu’il ne s’y attend pas*»*.* Alors que les Coalisés approchent du plateau de Pratzen, Napoléon le leur abandonne en demandant à ses troupes de feindre le plus grand désarroi. Lui-même affecte de se trouver en situation désespérée lors de son entretien avec un émissaire ennemi. Ce que voyant, les Coalisés se croient déjà victorieux et descendent du Pratzen vers la route de Vienne afin de couper la retraite à la Grande Armée. C’est alors que Napoléon attaque. La suite est connue…

Napoléon a-t-il lu Sun Tzu ? Le fait en lui-même n’a rien d’impossible, puisqu’un jésuite provençal, le Père Amyot, avait traduit «***L’art de la guerre***»en 1772. Mais outre qu’on n’a jamais trouvé mention de cet ouvrage sous la plume de Napoléon, il n’est nullement nécessaire de supposer une influence chinoise pour rendre compte de ses premières campagnes. En effet, la recherche de la victoire au moindre coût humain, le primat de la manœuvre sur la bataille, de la ruse sur l’effusion de sang, etc... étaient des idées tout à fait classiques dans la pensée stratégique occidentale des XVIIème et XVIIIéme siècles et, avant elle, dans la tradition gréco-latine du stratagème, que Napoléon connaissait parfaitement pour avoir étudié dans les moindres détails les campagnes de l’Antiquité.

# Conclusion

Liddell Hart[[6]](#footnote-6), qui a contribué plus que quiconque à faire connaître Sun Tzu en Occident, n’est pas tombé dans le cliché facile consistant à opposer terme à terme la pensée stratégique orientale et la pensée stratégique occidentale. L’une et l’autre, estimait-il, ont longtemps suivi les mêmes idées directrices, à savoir une grande méfiance envers le choc frontal et une nette préférence pour l’approche indirecte. Il y aurait donc là une sagesse stratégique universelle, indépendante des différences de civilisation. Malheureusement, l’Occident s’en est détourné sous l’influence perverse de Clausewitz et s’est ainsi condamné à une ascension aux extrêmes débouchant sur les abominations des deux guerres mondiales. D’où, selon Liddell Hart, l’utilité de Sun Tzu en tant qu’antidote au poison clausewitzien.

On ne saurait trop louer le stratégiste britannique d’avoir remis son vieil homologue chinois au goût du jour. Mais son analyse n’en présente pas moins deux sérieux défauts. D’abord, il est injuste de faire porter au seul Clausewitz la responsabilité d’une évolution qui le dépassait largement. Si les généraux d’Ancien Régime ménageaient le sang des hommes, c’est d’abord parce qu’il était difficile de combler les pertes en un temps où la conscription n’existait pas. Lorsque, au contraire, on put puiser sans limite dans le réservoir démographique, on recourut beaucoup plus volontiers au carnage et la machine guerrière s’emballa inexorablement: Napoléon lui-même, maître de l’approche indirecte dans ses premières campagnes, vira au boucher à partir de 1807. En deuxième lieu, Liddell Hart a trop tendance à confondre les théoriesde Sun Tzu et la réalité guerrière de la Chine ancienne, très éloignée de la subtilité prônée dans «***L’art de la guerre***». Au fond, ce livre ne décrit pas les campagnes de son temps, mais leur oppose une guerre idéale. Or, le propre de l’idéal est de ne pouvoir être réalisé: il indique tout au plus la direction dans laquelle on doit tendre…

Il faut donc manier Sun Tzu avec circonspection. Comme garde-fou contre les dangers du style direct, il conserve son irremplaçable valeur. Cependant, qui le prend au pied de la lettre risque d’aboutir à une vision trop éthérée de la guerre. Lecteurs attentifs de Sun Tzu, mais aussi de Clausewitz, Mao et Giap n’ont jamais commis cette erreur: quelque place que leur stratégie ait faite à l’approche indirecte, ils ont su, lorsque besoin était, recourir à la bataille de haute intensité, toujours inscrite à l’horizon des possibles guerriers.

Ancien élève de l'ENS-Ulm, Monsieur Martin MOTTE est maître de conférences de l'Université de Paris IV-Sorbonne en détachement aux Écoles militaires de Saint Cyr-Coëtquidan. Ses recherches actuelles portent sur les origines de la guerre totale. Il est l’auteur de nombreux articles et ouvrages, parmi lesquels peuvent être cités : «**Les marches de l’Empereur ; Guerre, idéologies, populations 1911-194(...)»** ; «**Entre la vieille Europe et la seule France - Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale**» (avec Georges-Henri SOUTOU); «**De la guerre? - Clausewitz et la pensée stratégique contemporaine**» (Collectif avec Laure Bardiès et Benoît Durieux); «**Une éducation géostratégique - La pensée navale française de la Jeune École à 1914**» (avec Georges-Henri SOUTOU) (Grand Prix de l'Académie de Marine en 2005); «Guerres mondiales et conflits contemporains» N° 214 Avril 2004: Blocus et guerre économique (Collectif). Monsieur MOTTE contribue régulièrement aux cahiers du CESAT.



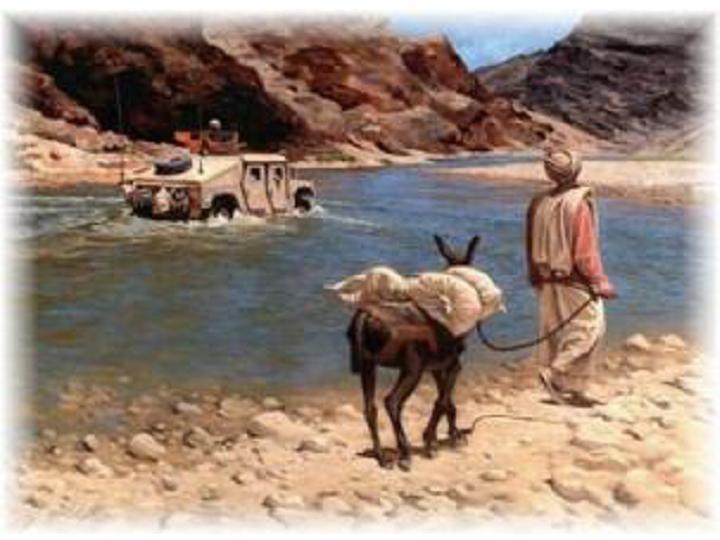
## Articles d’intérêt général



**Sandals and Robes to Business Suits and Gulf Streams: Warfare in the 21st Century[[7]](#footnote-7)**

*By MG Michael T. FLYNN*

***“We are already in the second decade of the 21st Century and find ourselves still struggling to understand what kind of warfare we are in and what kind of warfare we will likely face in the coming years….. How should we shape future force structure, how should our intelligence systems be designed to meet future threats?... In summary, the global outlook and existing networks that are emerging provide hope and opportunity…. we are more likely to face adversaries in sandals and robes who are as comfortable in business suits and flying around in gulf streams”.***

**W**arfare used to be a bi-polar structure, state on state. Our defense establishment was more concerned with templating our enemies in a force-on-force engagement that was grounded in understood ‒ rules of war.‖ The battlefield was linear and structured, with clearly defined battle lines. We could isolate, contain, outflank, and attack our enemies well into the depths of the rear of their formations. Our enemies had tangible and recognizable infrastructures that, when attacked, could shut down their telecommunications networks and transportation systems. We were able to counter their numbers. There were parallel technologies, and in most cases numerical capabilities that we could quantitatively overcome. There were observable indications and warnings that enabled our high-tech intelligence system the advantage to provide the necessary early warning to detect movement of our enemy’s formations. Those were the days.

We are already in the second decade of the 21st Century and find ourselves still struggling to understand what kind of warfare we are in and what kind of warfare we will likely face in the coming years. Although there have been numerous documents written about the environments we are likely to face, seeing and believing in the reality for what it is still causes all sorts of machinations throughout the entire Defense Department. For instance, each of our services is trying to redefine itself as it considers shifting from a bi-polar structure to one requiring incredible agility and adaptability given a highly complex, low contrast cast of adversaries; adversaries who are as comfortable in sandals and robes as they are wearing business suits and flying around the world in gulfstream aircraft. As confident in their ability to defeat our high tech weapons platforms and as cocky to think they can get away with it. This group of future adversaries must be taken seriously.

How should we shape future force structure, how should our intelligence systems be designed to meet future threats, what are the roles and responsibilities of the services, and how does each fit during an era of increasingly growing complexity and where operating within coalition environments is the norm?

While each of these questions should be addressed, this article will narrow their scope and attempt to address what this author believes are the attributes of 21st Century Warfare we are likely to face. For purposes of any debate, this won’t be about which specific capabilities are required or what missions are more appropriate for conventional or unconventional forces. It will address several factors worth considering as we think our way down a very murky path.

The evolution to 21st Century Warfare has not come easily, nor is it well understood. Achieving dominance in a battle space requires a number of activities to be brought together at the right moment and place to achieve some desired effect. These activities range from mud to space, and include the cyber domain that surrounds it. They include activities not related to

kinetic military only solutions; and they encompass Interagency and Non-Governmental solutions with people who have very little understanding of military operations. They require rapid and effective team building by strong leaders simultaneously engaged with enemy forces. We must be capable of nation building, negotiating and fighting all at the same time.

Before exploring the attributes of 21st Century Warfare, it is worth understanding the categories of threats of this vast geographic, physical, and virtual domain. These threats are what we are facing now and are likely to face for the remainder of this century. There are five categories and each requires a brief explanation.

* **Environmental challenges**: These are threats related to access to food, water, and energy sources, many inside of current conflict zones or other ungoverned and under-governed spaces. For example, there exist numerous failed states and other physical locales with growing refugee problems living in chaotic times, many trying to come to grips with the extremist religious aspects of Islam and most lacking the basic necessities of food and water. Additionally, the constant problem of narcotics, especially heroin, cocaine, and the burgeoning hashish trade are all playing into the hands of the nexus between insurgent and criminal networks and state sponsors of terrorism.
* **Irregular threats**: The primary threat is Al Qaeda and its associated movements and the extremist environments in which these movements operate. However, much like a franchise business enterprise, AQ is expanding its operational reach. This organization wishes to make as painful as possible the causes of freedom we seek to establish for other less fortunate people of the world.
* **Conventional threats**: There is the ever-present China and Russia argument. Should we see these nations as competitors contributing to the health and wealth of blossoming global societies, or our enemies? That’s for the politicians to decide, but they do remain conventionally powerful. And there remain other players on the world stage such as Iran and North Korea. These two, while still dangerous, are vastly less conventionally effective today than they were in previous times. While we must understand this latter grouping of actors, we also need to understand and consider those conventional military capabilities in other difficult parts of the world. For instance, the Pakistan-Indian border conflict has seen numerous wars in the past half century. These are large, capable conventional militaries and we can only hope they have no intention of attacking each other. In places like East Africa, there is the threat of the Ethiopian and Eritrean line of demarcation. There are large numbers of military forces poised on either side of that line, and although there is no projected conflict on the near horizon, the dominant position astride a key sea line of communications is something we must continue to monitor. And lastly, there is the presence of the Israeli-Syrian militaries still staring each other down across the Golan Heights. All of these remain formidable, but still none at the level nor sophistication of the U.S. Military. But how long can that last?
* **Catastrophic threats**: This has to do with the ever-present weapons of mass destruction (WMD) ‒ chemical, biological, radiological, and nuclear (CBRN); with at least two (chemical and biological), the most difficult to detect, but easiest for a terror group to get its hands on. These threats also include another 9/11 type event in the Continental United States or Europe. This is not out of the question nor should anyone believe for a second that our enemies aren’t plotting another attack; they are.
* **Vulnerable interests / disruptive threats**: These threats have to do with oil access, critical infrastructure, the vital sea lanes that exist and must be protected, and those key allies we have across the globe who see the world in much the same way we do ‒ as stable and secure, where commerce can flow freely, people are able to thrive on a good living, and raise their families in a decent way. Further addressed and discussed is the relatively new threat of cyber and the vulnerable domain it represents. Bottom line, we are and will remain highly vulnerable, and the ability to shift from a disruptive threat to a catastrophic threat is real. To avoid this, a much more serious debate about what we are trying to achieve as a nation in the world of cyber defense and protection needs to occur; time is not on our side regarding this debate.

With nearly a decade of war already behind us, what is 21st Century warfare starting to look like? Clearly, one of the principal battles we find ourselves within is the fight for knowledge; knowledge of the entire environment vastly more than any one adversary or competitor’s military capability. And to win, we must win the virtual and physical spaces we operate within, but we must also be prepared to win as a member of a coalition. We’ve heard a great deal about network warfare and the speed of decision making required to operate in today’s battle space. People in organizations are vastly more effective when the organization has a high degree of trust in team, is mature, and are able to rapidly share information up, down, and laterally, across the entire network (coalition or otherwise). Additionally, if people feel empowered and responsible, we see their levels of effectiveness exponentially increasing over time as their experience increases.

Operating within this complex, highly charged, and increasingly uncertain environment where global financial resources are dwindling, access to food, water, and energy are being challenged, and growing populations of young people with little to do other than join insurgent movements, criminal cartels, or simply shooting an American for the price of a loaf of bread to feed their families, we need to better understand what we’re facing. From past military experiences in conventional and unconventional assignments, countless combat deployments, numerous campaign planning sessions, and extended travels in a part of the world that currently remains unrecognizable to most, we must consider the following attributes of 21st Century Warfare.

* **Intelligence and information (I2) are the fire and maneuver of the** 21st **Century**. The components of I2 are precision, perception and understanding, whereas those of fire and maneuver are speed, distance and lethality. Clearly fire and maneuver remain necessary tools of any military’s tradecraft (even insurgents), but they are no longer the decisive tools of warfare – more precise intelligence collection and smarter use of the open source information environment are critical. Greater focus based on more precise questions driven by modern commanders is more important than numerically outmatching an opponent with weapons. Perceptions about us, the people we serve to protect, and the adversaries we need to defeat are critical to our success, and finally, fighting for the knowledge leading to a deeper understanding of the environment we operate within are now the vital components that we struggle with today, though all together are necessary to win the peace.
* **Better intelligence and information enable our industrial age weapons to maximize their potential and provide modern commanders a fuller awareness of their battlespace**. The U.S. military designed and built weapons systems over the past fifty years that remain in our inventory. What we are discovering in our current wars is that many have proved less relevant, therefore a much more agile and rapid acquisition, technology development, procurement, and fielding system were required to outsmart the enemy. A completely new framework within DoD requiring extraordinary leadership from our most senior leaders to include the Office of the Secretary of Defense and the Chairman of the Joint Chiefs was vital. Succeeding in war demands this type of adaptation and leadership. We owe it to the men and women serving our nation during a time of war. ‒ I don’t want to join a military because they have nice planes, ships and tanks; I want to join because they are seen as a winning team.‖ We need to understand, that in order to enable our weapons systems, when our commanders and those they lead hit the battlespace, they will be in a fight for knowledge above all else, vastly more than a fight for physical turf.
* **The causes of war will be more complicated**. What is more likely to lead us into a global conflict is an economic crisis in Europe than a land grab in Central Africa. What if another terrorist attack in America? All bets are off as to what our reactions are likely to be. Thousands of cyber attacks occur every day, yet we have decided to fight this one ‒ dot‖ at a time. Why not protect the entire spectrum of ‒ dots‖ (i.e., .org, .com, .gov, .edu, .etc…)? I can see Congress now holding another post cyber attack, 9-11 type commission, wondering why our current CYBERCOM was only responsible for a small component of the cyber spectrum versus the whole enchilada. Causes of war have always been complicated, but in this century, we’ve added a completely different domain, yet, we still function with a fire and maneuver mentality.
* **Goals will be more limited**. Consider our most recent quest into North Africa. If we get more involved for humanitarian purposes, where is it likely to end? We have to clearly outline our goals, but as warfare becomes more untenable in the age of social media, as the unacceptable killing of civilians on any battlefield could lose the coalition of the willing, we have to clearly limit the goals of our wars. Otherwise, we’ll find ourselves truly in an era of persistent conflict.
* **Contents of warfare will be richer**. Our current reality in places like Libya, Yemen, Egypt, Syria, Somalia, Iraq, and Afghanistan are placing enormous stress on our entire system, yet we deal with each as single events. Not one of these is a prime mover for our nation, but taken together, they represent a tectonic shift in an emerging way of war for which we have yet to organize ourselves. Talk about being adaptive; we don’t have a choice. Where will the next major conflict occur? Are we overly focused staring at the gerbil on the wheel while massive global trends are shifting underfoot? Global trends are testing our very fiber. These include but are not limited to the growing energy imbalance, unclear climate issues, vast food and water shortages, shifting demographics that are changing the face of entire regions, transnational crime and criminal networks that appear legitimate but are anything but. We have to do a much better job of understanding the environments we are likely to operate within before we dive in head first. Our current reality is very reactive, yet understanding the contents of potential operational environments is something we certainly have the capability to do. At the end of the day, we should be capable of understanding the well being of an environment better than those who live in it. Why not?
* **Duration of war will be shorter**. This primarily refers to the duration of kinetic operations. Therefore, we have to think through, in a much deeper way, post kinetic phase outcomes. Looking back at previous wars, we should not be surprised at our kinetic capability to destroy airfields, air defenses, conventional ground forces, or other military and civilian infrastructure. That is what we designed our military to be able to do. However, in this coming century, the cost of rebuilding what has been physically destroyed, is prohibitive. And, the longer term political, emotional and psychological effects of kinetic phase operations may end up causing us to lose in the end anyway. The growing trend of anti-American sentiment in large swaths of the Islamic world is testament to this notion. If we aren’t able to reverse this sentiment, longer wars most certainly will not solve the problems we’ll likely experience.
* **Physical damages will decrease; however, psychological damages are likely to increase**. As stated above, we have to precisely understand what our objectives are. We must be very specific. We must see the end game before we start the clock. We must understand the perceptions of those with whom we are about to enter into the fray, and we must have an understanding of the type of threats we are likely to face (initially and over the long haul). Otherwise, the damages we do cause may be insurmountable to changing attitudes. Winning the hearts and minds before the first shot is ever fired may be the right path to take in this coming century.
* **Intangible factors will play a much greater role**. Developing relationships (now and in the future) will be critical. How do we develop these relationships? Are they based on honesty and trust or are they based on business or political interests? We have to know. The intangible factors of a strong or weak relationship cannot be understated. These have always been a critical enabler for solving crises, but in the future, they may be the seminal reason. Individual and organizational relationships matter more now than they ever have and will be critically important to overcoming incomplete or poor methods of communications. Additionally, understanding and sharing our American values and being honest and candid about those globally shared and accepted human values must be constantly addressed. From a military perspective, it is no wonder that military forces trained by the American Military tend to operate at a much higher acceptable standard. This is because the American Soldier brings not only a demonstration of enormous physical courage, but provides an example of trust, teamwork, compassion, and moral courage that we must reinforce in our men and women that we recruit into the ranks in the future.
* **Integration of operations will be higher**. The most effective organizations on today’s battlefields are those that have integrated capabilities. Teams and networks of people leveraging their parent organizations have demonstrated a high degree of success. The advent of fusion cells, threat finance centers, interagency task forces have all proven their value. There is little question that when you put people from multiple agencies and coalition partner nations with the right skills together, they will be more effective. We are doing this more and more in the Continental United States with the stand up of various Joint Task Forces in many of our cities. These are proving of great value for their supported leadership. Can we do this on a larger scale? Can we integrate whole intelligence agencies; can we create more of these integrated centers without diluting their value and creating additional layers of duplication? We have to go back to the threats we are likely to face and consider organizing more functionally against known or suspected target sets as much as we organize geographically. To deter conflict and prevent surprise we must force integration in some cases as part of our peacetime mission. In our large bureaucracies, it will be easy to fall back into our protected silos and only after conflict occurs and people are ordered to act, do they task organize into cells, workgroups or task forces. Bottom line, we are going to have to ‒ incentivize‖ in order to cause people and organizations to integrate. We also have to create national structures that are able to ‒ operationalize‖ decisions to rapidly understand the environment and to act against emerging threats in a timely manner (and in a much more politically sensitive climate). If we don’t seek or cause a higher degree of integration, we risk losing fleeting tactical opportunities where the potential for enormous strategic advantage is lost.
* **Warfare will require more decentralized decision-making but an increasing need to centralize situational awareness**. This may be the hardest issue with which we are likely to deal. At the end of the day, accepting increasing levels of risk may be a leader’s greatest responsibility. We must consider pushing authorities and responsibilities down to much lower levels of command. We are going to operate in an increasingly dispersed battle space. Leaders at every level must know their higher headquarters backs them on the decisions they are likely to make. As we consider this critical attribute, we need to understand that authority does not always equal permission. ‒ If I have the authority to act, but my higher headquarters wants me to inform them before I do, this slows down action, in some cases, to a dead stop.‖ If we want to be agile, we will need to speed up our decision-making process. And, we will want to act rapidly during an era of increasing numbers of fleeting targets, and thus leadership, at the appropriate levels, must know they can act. To achieve speed in decision-making we must centralize situational awareness. How do we achieve this? We have to become more comfortable operating in a networked, virtual world. One that inspires inclusivity among various cultures and agencies and one that enables greater transparency of the information sharing environment. We must. We are in the 21st Century; the information age. We need to start acting like it.

Where does this take us? In summary, the global outlook and existing networks that are emerging provide hope and opportunity. With influencers such as Brazil, Russia, India, and China, we must seek new ways for conducting trade, developing new energy supplies and markets, increasing wealth, and bringing together nations who today remain internally focused.

That is why we must apply intelligence and information in this century much as we applied fire and maneuver in the past, and in fundamentally different ways. We are operating in an era where turning the many complex challenges we face into opportunities is the true mark of success. We may be running out of time to recognize this, still however, time remains on our side – but only if we are willing to act.

The attributes discussed above are not all-encompassing and must be further thought out. However, each must also be understood, debated and smartly applied in our intelligence and information collection efforts, analytic judgments, counterintelligence, and overall planning efforts, as well as in the way we operate in any future battlespace. The physical and virtual domains of war have fundamentally changed and we need to do the same. Instead of fighting future wars against large armor formations and vast armadas of aircraft or ships at sea, we are more likely to face adversaries in sandals and robes who are as comfortable in business suits and flying around in gulf streams. Not seriously considering these attributes is to do so at our own peril.

Major General Michael T. FLYNN, USA, is an active duty intelligence officer with various command and staff positions in multiple tours to Iraq, Afghanistan, Grenada, and Haiti. Previously, Flynn served as the director of intelligence at Division, Corps, Joint Special Operations Command, Central Command and the Joint Staff. Flynn also holds three graduate degrees: a Master's of Business Administration in Telecommunications from Golden Gate University, San Francisco, a Masters in the Military Arts and Sciences from Fort Leavenworth, Kansas, and a Masters in National Security and Strategic Studies from the United States Naval War College. Previously published reports include the co-authored CNAS report Fixing Intel: A Blueprint for Making Intelligence Relevant in Afghanistan.



West Point cadets gain real-world cybersecurity experience

Students test monitoring tools in the changing environment of the field

# *By William JACKSON*

**C**adets at the U.S. Military Academy at West Point are researching ways to automate the detection of and response to insider threats in the dynamic environment of frontline networks.

As part of a yearlong senior project, cadets have deployed network monitoring tools in a simulated forward operating environment and are surveying Army combat veterans to identify characteristics of normal and malicious behavior by insiders within these networks. The goal is to give students some real-world experience while adding to the understanding of systems being operated under difficult circumstances.

“They don’t purport to have the whole answer,” said Lt. Col. Mark Moss, and assistant professor in the academy’s Department of Electrical Engineering and Computer Science. But the project eventually could help automate frontline security.

“Our foremost goal is to educate the students,” Moss said. “But we have had quite a few concepts from senior projects adopted in the field”.

As the Defense Department implements the concept of net-centric warfare, IT networks and information systems are being pushed to the front lines, where combat troops depend on them for real-time information and communications. Military networks have security policies and controls in place, but conditions at forward operating bases are constantly changing, training and policy enforcement often are not uniform and timeliness can trump security.

“We know that at a forward base, things happen quickly and there is a lot of pressure to get things done quickly”, Moss said. This is different from a textbook environment or a managed network, and this puts a premium on the ability to detect insider threats as they occur.

Cadets have deployed the SureView endpoint security tool from Raytheon on a simulated network to monitor activity generated by a second team of cadets attempting to circumvent defenses. SureView is an appliance-based tool that uses a software agent on the client to monitor end-user activity with a policy engine to define acceptable behavior. It can send alerts to administrators and block activities that violate policy, and it also can save several hours of activity logs on the desktop to that user activities prior to and immediately after an alert is captured.

“Simulating a forward operating base is an interesting experiment”, said Steve Hawkins, Raytheon’s vice president of information security solutions.

The tool is automated so it can work in a rapidly changing environment. But it depends on policies to tell it what to respond to rather than using intelligence to spot suspicious behavior. The cadets are working with algorithms that the tool can use to identify suspect behavior rather than flood administrators with event logs when policy enforcement is inadequate.

“They are looking not only to detect the malicious insider, but also casual mistakes”, Moss said.

The current class has focused in this project on gathering information and exploring possibilities rather than producing production-ready tools and is still in the early stages. Results could be used by Raytheon to complement its own product research, and although the current academic year is nearing its end the project could be taken up by subsequent classes and continued, Moss said.

In the meantime, the current crop of senior cadets has obtained some experience working on networks that do not fall into the classroom environment.

*William JACKSON is a senior writer for Government Computer News (GCN) and the author of the* [*CyberEye*](http://gcn.com/articles/list/cybereye.aspx) *column.*



## illustrations C25\Maisonneuve article.jpgRéflexion stratégique

## et pensée militaire

# *Par le Général de division (2S) Éric de La MAISONNEUVE*

***Cet article résulte de l’assemblage de deux chroniques du mensuel ACTUEL édité par la Société de Stratégie (***[***www.societe-de-strategie.asso.fr***](http://www.societe-de-strategie.asso.fr)***) au cours du premier trimestre 2011. Il constate que la pensée militaire et la réflexion stratégique sont toutes deux dans la plus grande confusion, situant la rupture entre les deux à la fin des années 1970. Il montre ensuite que la question de la réflexion stratégique se pose dans des termes nouveaux, conférant ainsi à la pensée militaire un champ qui lui est propre. Pour l’auteur, la réflexion stratégique devrait se réorienter dans des domaines pour elle encore peu fréquentés que sont les chantiers de la «sécurité», du «développement» et de la «communication».***

**L**ors d’un colloque récent présidé par Jean-Pierre Chevènement, l’ancien ministre de la Défense a évoqué la question du déclin de la pensée stratégique. Quelques semaines plus tard, la disparition du Général Pierre Gallois, qui fut un des phares de la doctrine de dissuasion nucléaire, semblait accréditer cette idée qu’avec sa mort la flamme de la pensée militaire française continuait de s’éteindre. À l’analyse, ce pessimisme ambiant paraît aussi excessif que peu pertinent car les critères d’appréciation qui déterminent aujourd’hui le champ de la stratégie sont largement décalés par rapport à ceux qui prévalaient il y a une cinquantaine d’années, à l’époque glorieuse de la «stratégie du faible au fort». La question ne se pose plus dans les termes convenus au siècle précédent. Il importe donc de la reformuler, en distinguant autant que possible la «réflexion stratégique» de la «pensée militaire».

### **Rupture stratégique**

Le Général Gallois, comme tous les penseurs de sa génération – celle du second conflit mondial – a été obsédé par la «Guerre», celle qu’il avait faite et gagnée après l’avoir perdue, et qui correspondait à ses yeux à une logique de destruction dont l’Europe tout entière avait payé le prix. La dissuasion nucléaire a été la réponse adaptée au «plus jamais ça» de cette génération, mais seulement à cela et pas aux autres formes de conflit – les guerres dites révolutionnaires par exemple – dont les caractères autres que militaires sont tels qu’ils échappent en tout ou partie à l’inhibition de la dissuasion. En outre, la dissuasion, très efficace à empêcher la guerre militaire, a provoqué son contournement et le développement d’autres formes de conflits, secondes jusqu’alors, notamment dans le domaine de l’économie et dans celui de l’information. Ce qui apparaissait déjà chez Clausewitz devint flagrant après 1945: la pensée militaire, pour profonde et efficace qu’elle fût, ne couvrait plus qu’une partie de l’échiquier de la conflictualité, la partie la plus statique, alors que la dynamique guerrière lui échappait.

La suite de l’histoire – par la rapide mutation des sociétés vers la modernité – n’a cessé d’élargir le champ de la stratégie – aux finances, aux médias, au management…- cantonnant la pensée militaire à son domaine technique et opérationnel, celui de l’équipement et de l’emploi des forces. Ce qui n’est pas rien, tant pour le premier dont les choix doivent s’inscrire dans un long terme dont on ignore à peu près tout, que pour le second, les forces armées étant engagées dans un cadre géopolitique et social de plus en plus complexe et diversifié.

La rupture se situe à la fin des années 1970, au plus fort de la guerre froide et de l’affirmation du système libéral, lorsqu’on se rend compte que la pensée militaire, tout en demeurant un domaine dépendant de la réflexion stratégique, n’en est plus ni le centre ni l’essentiel. Aucun des penseurs militaires de la génération de la seconde guerre mondiale n’a anticipé ni intégré ce phénomène: les plus lucides l’ont toutefois pressenti, notamment le Général Poirier avec «***La Crise des fondements****»*. Peu d’hommes politiques, conseillés par les premiers, l’ont pris en compte dans la conduite des affaires, sauf peut-être deux ministres de la Défense: Charles Hernu, qui créa la FAR (Force d’Action Rapide), tirant argument des entraves de la dissuasion; Pierre Joxe, subodorant dès 1992 la primauté du renseignement et la nécessaire amplification des ressources techniques et humaines qu’il fallait lui consacrer, mais qui n’eut ni les moyens ni le temps de donner suite à cette intuition. Pendant la guerre froide, par convention, on a fait comme si la dissuasion n’avait pas radicalement changé la donne et que la réflexion stratégique s’identifiait toujours à la pensée militaire. À preuve, les exercices au niveau des corps d’armée et le plus souvent à nos frontières, où l’on jouait la bataille d’arrêt qui avait échoué en 1940, mais cette fois avec des armes nucléaires! Après 1989 et la fin des hostilités est-ouest, cette fiction a disparu et l’on s’est retrouvé dans un désagréable état de nudité, le système militaire en général se trouvant déconnecté des réalités stratégiques nouvelles. Il éprouve des difficultés, depuis lors, à retrouver des fondements et une cohérence.

Que cela plaise ou non, la réalité est difficilement contournable: la stratégie, de fait, est bel et bien sortie du champ militaro-centré dans lequel on voudrait encore la contraindre. Ces dernières années, plus fortement depuis le début du XXIème siècle, la globalisation a encore élargi son emprise à la fois au monde et à tous les domaines de l’action collective, notamment à l’économie qui est devenue la pierre angulaire de la vie des sociétés. Ne pas comprendre cette situation, au pire s’y refuser, c’est d’avance piéger tout débat stratégique et interdire à la réflexion de s’étendre à ses nouveaux espaces de légitimité; c’est se mettre dans la situation que nous déplorons aujourd’hui, celle où pensée militaire et réflexion stratégique sont toutes deux dans la plus grande confusion, encore largement associées dans les esprits alors que leurs objets sont désormais distincts dans la réalité.

Si on parvient à se convaincre de cette problématique, la question de la réflexion stratégique se pose dans des termes nouveaux, conférant ainsi à la pensée militaire un champ qui lui est propre et dont certains aspects essentiels seront évoqués dans la deuxième partie de cet article.

### **Stratégie et «projet»**

S’agissant de la réflexion stratégique, le problème principal qui explique son déclin se trouve dans l’abandon du politique. En désertant le champ de ses responsabilités ‒ celui d’initier et de mettre en œuvre le projet de société ‒, le politique a déshabillé la stratégie de son objet. En effet, qu’est-ce que la stratégie sinon la conception et la conduite d’un projet ‒ la cohérence d’un objectif de long terme avec la conduite du présent ‒ que ce soit au niveau national, à ceux de la société, de l’entreprise ou de l’individu? Du jour ‒ déjà lointain ‒ où le système politique a abandonné toute prétention à envisager le long terme et à l’inscrire dans un projet, d’une part il se livrait aux forces du présent, nécessairement techniques et conduites par des soucis d’efficacité immédiate, d’autre part il se condamnait lui-même à gérer les affaires. Dans cette situation nouvelle, plus d’ambition nationale, plus de projet de société: les thèmes de l’indépendance ou celui de la construction européenne, même s’ils figurent toujours en bonne place dans les discours officiels, sont délaissés. En revanche, les finances et les médias ont profité des progrès techniques considérables et de cette opportunité qui leur était concédée pour s’engouffrer dans la brèche et prendre littéralement le pouvoir. Dans le même temps, ils se sont arrogés une emprise ferme sur la stratégie et détourné son champ à leur profit exclusif. Ils n’en ont retenu que l’aspect le plus visible, celui de la conduite du présent, notamment avec les techniques de gestion (finances et médias), d’organisation (management) et de proposition (marketing). La stratégie, faute d’objet, faute de projet, ravalée au rang des techniques, a perdu sa dimension de recherche et de réflexion. C’est donc à une double défaite de la réflexion stratégique que l’on assiste aujourd’hui: celle de son divorce avec la pensée militaire, induit par la dissuasion et prolongé par l’extension du champ conflictuel, celle de son appropriation par les techniques du court terme.

La très grave crise monétaire, financière, économique dont nous ne parvenons pas à sortir est la conséquence et la manifestation de cette déstructuration complète du système politico-stratégique, celui qui a pour fonction de gouverner les sociétés. Quelles que soient les mesures techniques engagées par les banques centrales et par les gouvernements, le système ne bénéficie plus de la confiance des citoyens, privés de visibilité. Les désordres climatiques contribuent à la dégradation de cette ambiance délétère. Si la crise est comparable à un brouillard, on ne peut en sortir qu’en prenant de l’altitude; et c’est bien cette démarche que peut entreprendre un retour à une conception raisonnable et classique de la stratégie.

### **Renouveau stratégique**

Cette démarche doit être double; d’une part revisiter l’analyse stratégique (ou appréciation de situation pour utiliser le langage militaire), d’autre part rassembler des éléments pour aider le politique à réinventer un projet. L’analyse stratégique souffre de maux multiples qui la rendent contestable et souvent inutilisable: la grille employée pour décrypter les situations est antérieure à l’émergence de nouvelles puissances, elle sous-estime les organisations périphériques et tout ce qui est non-gouvernemental, elle privilégie des facteurs en déshérence ‒ et parfois des préjugés ‒ au détriment de critères plus récents et objectifs; elle est trop journalistique, comptable, soucieuse des contingences et soumise aux événements. La prodigieuse accélération de l’actualité rend vaine, dans ces conditions, toute tentative d’analyse qui ne se fonderait pas sur des invariants ou, au moins, des points d’ancrage ou de stabilité. Mais sans elle, et sans un logiciel de révision périodique qui facilite sa mise à jour, tout regard sur le monde, sur les pays et les sociétés qui le composent et y évoluent, est erroné. C’est donc par là qu’il faut commencer: par le redéploiement des appareils de renseignement, par la réorientation de centres de recherche stratégique transversaux (et non plus spécialisés dans la sécurité), en redéfinissant leurs missions dans le but d’avoir une appréciation de situation fiable et complète. On en est loin; il serait cruel de donner des exemples; ils sont trop nombreux et répartis dans tous les domaines, géopolitique, économique, démographique…

À condition que cet effort soit entrepris, qui permettrait au moins d’avoir une vision plus exhaustive et moins quantitative et de se faire ainsi une plus juste appréciation des risques réels qui pèsent sur les équilibres mondiaux et régionaux et, par contrecoup, sur nos intérêts ou ceux de nos partenaires et alliés dans les domaines aussi divers que la sécurité, l’économie ou la culture, alors nous pourrions nous engager de façon utile dans la démarche stratégique proprement dite. Celle-ci consiste à apporter au politique des éléments ‒ arguments, hypothèses, possibilités ‒ qui lui permettraient de reconstituer «le projet» ou la vision d’avenir qui fait tant défaut aujourd’hui. C’est le cœur même de la réflexion stratégique, tout le reste est verbiage et temps perdu. Elle peut s’exercer dans trois domaines où les convergences entre politique et stratégie sont manifestes: le développement, la communication, la sécurité.

Le meilleur point d’application devrait se trouver dans la ***stratégie de développement*** (durable par nature); or, la littérature sur le sujet, essentiellement économique, ne parle que de «stratégie de croissance». La croissance étant un moyen, certes décisif, mais rien qu’un moyen, elle ne peut être qu’une composante stratégique; la seule stratégie qui vaille, dans ce domaine, étant la stratégie de développement. Je pense que, lorsqu’on aura compris que la croissance doit être au service du développement et qu’il convient de fixer à celui-ci des objectifs quantitatifs et qualitatifs à long terme, il sera sans doute plus facile de mettre en œuvre les leviers de la croissance. On invoque la croissance comme si son «retour» ne pouvait être que miraculeux, alors qu’ayant épuisé dans nos pays les effets des facteurs initiaux de production, la croissance ne peut provenir que du volontarisme politique, des réformes structurelles et de sources techniques et humaines nouvelles.

Il en va de même en matière de communication. On pourrait sans doute utiliser le formidable essor des technologies de l’information pour fonder une ***stratégie de communication*** et contribuer ainsi à renouveler le consensus social au lieu de se satisfaire de l’usage trivial de ces moyens relationnels révolutionnaires. Faute de stratégie de communication, on se contente de déplorer en permanence un déficit ou des erreurs de …communication.

Évidemment, le troisième domaine concerne la sécurité au sens le plus large. Malgré des tentatives louables, notamment dans le secteur de la défense, pour élargir le champ stratégique, l’investissement dans la ***stratégie de sécurité*** est notoirement insuffisant, faute d’objet et de cadre adapté. C’est pourtant, dans une société comme avec les partenaires extérieurs, la condition de la confiance. Et c’est bien dans ce domaine que le lien peut (doit) être rétabli avec la pensée militaire.

Emprise des techniques et obsession de la rentabilité et du court terme, abandon du politique et oubli des permanences et des invariants, perte de vision du long terme, tels sont les tropismes de l’époque. Rien n’interdit d’y remédier, non en multipliant les officines ou en hiérarchisant les organismes, mais, bien au contraire, en faisant appel aux «idées», en favorisant les laboratoires et tous les lieux où souffle un esprit de rénovation.

Nous sommes victimes du syndrome des «clés sous le réverbère»: tout ce que nous avons perdu ou oublié, nous le cherchons aux endroits depuis longtemps éclairés, alors que c’est ailleurs, là où il n’y a pas encore de lumière, qu’il faut fouiller.

L’échec de la guerre étatique, la montée des techniques et le jeu des circonstances ont entraîné la «stratégie» sur des voies tout aussi conflictuelles que dans le passé mais moins ouvertement violentes et plus rarement militaires. Comme nous l’avons indiqué ci-dessus, la réflexion stratégique devrait se réorienter dans des domaines pour elle encore peu fréquentés que sont les chantiers de la «sécurité», du «développement» et de la «communication».

Cette redistribution des tâches ne signifie pas pour autant que le champ de la «pensée militaire» ait disparu ou doive être abandonné. Mais, pour rester dans la comparaison agricole, ce champ est en friche ou peu exploité, délaissé depuis plusieurs décennies pour les raisons qui ont été évoquées dans la première partie de cet article. C’est à sa remise en culture intensive que nous devons travailler, non seulement pour permettre à la «pensée militaire» de retrouver toute sa place au cœur de la réflexion stratégique mais parce qu’il y va de la sécurité et donc de l’avenir de la nation; il va sans dire que cette culture nouvelle doit être adaptée aux réalités et aux besoins de notre époque.

### **La violence des sociétés**

Le premier champ, laissé en jachère et négligé depuis des décennies, est justement celui de la «violence». Non pas l’expression de la violence, maintes fois décortiquée et en général bien cernée sous toutes ses formes, classiques ou irrégulières. Mais l’origine de la violence, ses racines au cœur des sociétés et les facteurs qui la font naître, la déclenchent et la nourrissent. La lutte contre ce qui s’apparente au terrorisme et, de façon plus générale et moins «politique», à toutes les manifestations de la criminalité, est très incertaine et vouée à l’échec si on n’en démonte pas les mécanismes. Ceux-ci sont complexes et durables car ils sont enkystés dans les sociétés, soit pour des motifs culturels et religieux, soit pour des raisons socio-économiques, souvent pour les deux à la fois.

Si le militaire a pour fonction essentielle d’assurer la *défense* au sens strict du territoire national, on voit bien depuis trente ans, à travers de nouvelles missions internationales, une évolution décisive de ses engagements au profit du maintien ou du rétablissement de l’ordre, donc d’une fonction de *sécurité* auprès de populations dont il faut assurer la protection. Mission paradoxale qui consiste à protéger des populations, souvent exotiques et toujours méconnues, contre une part d’elles-mêmes.

À cet égard, et sans qu’il faille interpréter cette idée à des fins partisanes ou politiques, le rôle pour une fois et pour l’instant modérateur et sécuritaire que jouent les armées des pays intéressés dans les révolutions et manifestations populaires de certains pays arabes devrait être observé avec beaucoup d’intérêt.

Cette évolution, si elle n’interdit pas l’étude traditionnelle de la géographie ni l’analyse géopolitique, oblige en tout cas à celles de la sociologie. Gaston Bouthoul, au siècle dernier, en fit son domaine de recherche et publia un «***Traité de Polémologie****»* (réédité en 1991 chez Payot) qui n’eut pas de suite; il n’a pas non plus de successeur.

Nous savons depuis la nuit des temps que les hommes – et les sociétés qu’ils forment – sont mus, dans l’ordre, par leurs pulsions, leurs intérêts et leurs idées. Les idées, pour se faire valoir, utilisent et mettent en œuvre les deux premiers facteurs. Les intérêts, pour être bien défendus, ont besoin d’organisation; c’est pourquoi ils sont l’apanage des États. Restent aux individus et aux sociétés inorganisées ou chaotiques l’exploitation de leurs pulsions, de leurs désirs et de leur violence. Au stade où nous en sommes et avant que reviennent en force les luttes idéologiques et les guerres inter-étatiques dont le XXème siècle nous a provisoirement vaccinés, la part spectaculaire de la conflictualité contemporaine emprunte ses aliments à la violence brute et primaire.

Tous les théâtres d’opérations sur lesquels les forces françaises ont eu à s’engager depuis la fin de la guerre froide relèvent de cette logique; même si les causes sont évidemment «politiques», elles ressortissent toujours à un effondrement des structures étatiques, à une fracture des sociétés considérées et à un désastre économique, qu’il s’agisse du long conflit balkanique, de la crise durable de nombreux pays africains, de l’éternel imbroglio moyen-oriental et, enfin, de la «guerre» en Afghanistan.

Certes, il est vital de trouver des réponses techniques aux problèmes que posent sur le terrain nos actuels adversaires – *talibans*, brigands sahéliens et autres criminels – mais il est tout aussi important d’entreprendre l’étude des sociétés – y compris la nôtre – pour y déceler les causes originelles de leurs dysfonctionnements et comprendre l’engrenage dans lequel s’installe la violence et ses extrémités. Le militaire ne peut se satisfaire d’explorer le «*désert des Tartares*» à la poursuite hypothétique d’un ennemi imaginaire. Alors que son propre domaine d’activité et de réflexion reste en friche.

#### **Un déficit d’organisation**

Le deuxième champ, dont il semble qu’on commence à nouveau à se préoccuper – mais en mode mineur et seulement au plan national ‒, est celui de l’organisation. Spécialité et point fort des armées depuis leurs origines – qu’on se rappelle Charles VII créateur de l’armée permanente ou Lazare Carnot organisateur de la victoire ‒, l’organisation a été délaissée depuis près d’un demi-siècle.

On va certes de réforme en restructuration, de redéploiement en re-fondation, mais cette manie du changement ne trompe personne: on le fait soit pour réduire le format sous contrainte budgétaire, soit pour répondre à un changement de statut – la professionnalisation par exemple –, mais jamais pour des raisons de fond, celles qui justifient et légitiment la réalité militaire.

En principe, la dissuasion nucléaire aurait dû conduire à une véritable «révolution» des armées; or, on s’est convaincu de la nécessité du maintien en l’état du système militaire par un argument fallacieux de la «défense de l’avant», qu’on faisait semblant d’accréditer sans même en avoir mesuré ni la pertinence stratégique ni la charge qu’elle représentait en moyens techniques.

Autre occasion jusqu’à présent manquée, la «défense européenne», arlésienne toujours chantée et jamais entrevue, que personne n’a sérieusement entrepris de mettre sur le chantier. Les armées des différents pays membres de l’Union européenne comportent toujours autant d’écoles de formation et d’organismes spécifiques que d’États; on y compte trois chars de bataille différents – au cas où ce type de matériel aurait encore une utilité opérationnelle! ‒, toutes sortes d’avions de combat, des armements et des équipements individuels et collectifs disparates, bref une sorte de tour de Babel militaire du plus bel effet. Quant à l’efficacité opérationnelle de ce patchwork, on sait, à quelques unités françaises et anglaises près, ce qu’elle vaut! Ne parlons pas de «l’utilité politique» qu’aurait pu avoir, par effet d’entraînement, cette entreprise de pensée commune de l’organisation de la défense européenne sur la conception même et le destin de l’Europe. Il est vrai qu’il faut un certain courage – ou une bonne dose d’inconscience – pour aller se fourvoyer dans ce genre d’études, tant les dés sont pipés, notamment dans les approches qu’ont de cette question les trois pays majeurs que sont l’Allemagne, la Grande-Bretagne et la France.

Mais si la pensée doit se satisfaire de recenser l’existant ou de commenter les protocoles (d’accord ou de désaccord) sans jamais oser sortir des limites du convenu, alors il va sans dire que la pensée militaire n’a aucune utilité. Pour cet exercice de compromis et de mise en forme, la production décennale d’un «livre blanc» est amplement suffisante. En réalité, ce champ d’exploration est crucial pour les décennies à venir. La nature des conflits futurs et le sort de notre continent en dépendent pour une large part; un regard dans le rétroviseur de l’histoire nous montre que toutes les guerres, sans aucune exception, ont été déterminées par un type d’organisation, depuis la phalange macédonienne jusqu’à la dissuasion nucléaire, en passant par l’artillerie des frères Bureau et les *panzers* de Guderian. Quelle organisation militaire prévaudra dans les guerres du XXIème siècle? C’est une question à laquelle il serait pertinent de commencer à réfléchir.

### **Les techniques innovantes**

Et cela correspond au troisième champ, qui est celui strictement militaire de «l’emploi» des forces, des techniques qui le font évoluer et parfois le modifient en profondeur. Certes, les études techniques font florès, et sur tous les sujets. Mais outre le fait qu’elles soient prodigieusement inintéressantes, sauf pour les spécialistes qui s’en délectent, elles n’apportent rien à la réflexion. Le seul ouvrage vraiment innovant en la matière est celui que publièrent deux colonels chinois – Qiao Liang et Wang Xiangsui – «***La Guerre hors limites****»*, (Payot Rivages, 2003), dont le mérite est justement de s’approprier les nouvelles techniques pour tenter de mesurer leur influence sur la stratégie.

La grande innovation des dernières décennies, aussi importante que le furent à leur époque l’arme à feu, l’avion de combat et la bombe atomique, et qui est en passe de révolutionner la «guerre» prise dans son sens le plus large, non seulement militaire mais globale, est l’arme électronique. Elle bouleverse l’ancien cadre espace-temps, dans lequel on avait nos habitudes, en un «cyberespace» où aucune règle d’action n’a encore été fixée ni proposée, et qui s’apparente à la jungle. Les *hackers* de *Wikileaks* et de bien d’autres officines plus ou moins étatiques s’en donnent à cœur joie pour faire leur butin dans des systèmes peu ou mal sécurisés; nul doute qu’ils parviennent aussi à pénétrer dans les systèmes les mieux protégés, mais personne ne s’en vante. On aimerait que des esprits fertiles et compétents s’intéressent à cette menace – parmi d’autres – avant qu’on s’aperçoive un beau matin que tous nos systèmes sont obsolètes et contournés faute d’avoir intégré cette nouvelle dimension technique. Il ne s’agit pas de s’intéresser à toutes les percées ou niches technologiques, mais aux utilisations qui peuvent en être faites dans un système de sécurité. Si on en reste au fameux triptyque char – avion – porte-avions du temps jadis, il est probable – sans que la guerre le soit nécessairement – que nous serons dépassés par les nouveaux modes de conflictualité.

Les trois thèmes évoqués ci-dessus se rejoignent et s’articulent dans la même logique. On voit bien que l’époque échappe au classicisme par les extrêmes: soit une violence brute, primaire, celle des peuples en effervescence, celle des hommes libérés de contraintes et de règles, soit un arsenal de menaces d’une grande sophistication, puisant dans la technologie une capacité de franchir les barrières: la guerre ou, de façon plus générale, la conflictualité est sortie des frontières dans lesquelles l’État westphalien et le *jus in bello* l’avaient cantonnée. La pensée militaire doit donc – de toute urgence – s’affranchir des limites qui correspondaient à cette situation séculaire. Elle s’y était d’ailleurs confortablement installée, prononçant régulièrement et à longueur d’articles l’apologie de ses vieilles certitudes. Ou alors, quand il lui arrive de n’avoir plus rien à dire, par lassitude ou par discipline, elle se réfugie dans le vertueux cocon des «valeurs» humaines et dans l’éthique du soldat. Tout cela est fort bien et personne ne songe à s’en moquer, mais est-il permis d’ajouter qu’on n’a jamais gagné de guerre avec de beaux sentiments?

*Le Général de division (2S) Eric de La Maisonneuve est le Président- fondateur de la Société de Stratégie qui édite la revue AGIR et le mensuel ACTUEL. Il a publié en 2008, chez Dunod, un "Précis de stratégie" et il est Correspondant de l'Institut de Diplomatie de Pékin.*



## Libres opinions[[8]](#footnote-8)



Entre acculturation[[9]](#footnote-9) et compromission,

**quels repères pour le chef militaire en opération?**

# *Par le Chef de bataillon Tugdual BARBARIN,*

# qui a reçu, pour cet article, le prix Maréchal LECLERC de HAUTECLOQUE récompensant le meilleur des articles publiés sous l'égide du CESAT et soumis au jury de la Fondation Maréchal Leclerc de Hautecloque

*Les forces françaises sont parfois accusées de déférence excessive envers l’Islam au motif que, sous prétexte d’acculturation, les chefs sur le terrain versent dans la compromission. Cet article propose une approche qui pourrait permettre au chef militaire sur le terrain de discerner une attitude à la fois adaptée à son environnement et conforme à sa mission et ses convictions.*

**L**e port du voile est-il seulement le moyen pour une femme d’être plus facilement acceptée par la population locale ou la marque d’une adhésion à des valeurs particulières? Le fait de saluer mon interlocuteur dans sa langue est-il une façon d’installer un climat de relative confiance ou une marque de soumission envers lui?

Ces interrogations soulignent la difficulté que présente parfois le fait de vivre au contact d’une culture étrangère. Cette question est bien connue de tous les expatriés. Elle revêt cependant un caractère particulier pour un militaire en opération: ce dernier peut se trouver très rapidement immergé dans un pays qu’il ne connaît pas, où il n’a pas choisi d’aller et dans lequel il a une mission à accomplir.

Ce propos n’a pas pour ambition de trouver une solution type qui n’existe pas à un problème si complexe. Son objet est plutôt d’aider le chef militaire qui côtoie des militaires ou des civils étrangers sur le terrain à trouver des repères qui lui permettront d’adopter l’attitude la plus juste possible, c'est-à-dire le comportement qui, dans le cadre de la mission qui lui est confiée, lui permettra de respecter à la fois sa sensibilité et celle de ses interlocuteurs.

Trois questions peuvent servir de repère au chef militaire confronté à des situations dans lesquelles il doit réagir sous le regard de personnes étrangères.

**Qui suis-je? L’homme de convictions**

Cette première interrogation permet de se positionner *personnellement* face à une culture différente de la sienne. Être conscient de sa propre identité, de ses convictions, permet notamment à chaque individu de se positionner sur deux plans. Tout d’abord, cela conduit à identifier ce qui rapproche ou éloigne ses propres valeurs des références de ses interlocuteurs. Ensuite, c’est une opportunité de discriminer l’essentiel de l’accessoire, le «non négociable» de ce qui peut être mis de côté sans être trop lourd de sens.

Cette réflexion doit être menée largement en amont d’une période d’exposition à une autre culture. En effet, les éléments de réponses seront alors moins susceptibles d’être influencés par des réactions circonstancielles souvent d’autant plus épidermiques que la différence est grande entre sa propre culture et celle à laquelle on est exposé.

**De qui / de quoi suis-je le représentant? Le citoyen**

Arborant les couleurs d’un pays, le militaire ne s’appartient pas totalement. Il représente *la communauté* à laquelle il appartient et se doit d’avoir en permanence à l’esprit les raisons pour lesquelles il a été envoyé en opération. Ces motifs peuvent différer des valeurs qui sont les siennes. Dans des circonstances extrêmes, cette différence peut donner lieu à des cas de conscience particulièrement difficiles à vivre. Toutefois, dans la majorité des cas, les cadres militaires qui ont choisi de servir leur pays le font parce qu’ils partagent les valeurs de la nation dont ils sont les représentants; les motifs de leur projection en opération extérieure ne leur sont donc pas totalement étrangers.

Cette deuxième étape du raisonnement permet, sur le plan collectif cette fois-ci, de faire la part entre l’essence des valeurs dont l’attitude du militaire est le témoignage et les comportements dont la signification est moins marquante. Elle aide aussi le chef à identifier l’écart qui peut exister entre sa perception personnelle et l’attitude qui lui incombe lorsqu’il incarne des idéaux nationaux.

L’évocation de ces deux premières questions donne l’occasion de rappeler combien il est important de bien connaître la culture de la population que le soldat est amené à fréquenter. Parce que la multinationalité des engagements devient la règle, que la guerre moderne s’effectue au sein des populations, et que ces dernières constituent bien souvent dans les conflits actuels un enjeu majeur, tout soldat participant à une opération extérieure doit être sensibilisé à la culture de ses futurs interlocuteurs. Cette préparation préalable permet de mieux appréhender la façon dont seront perçues les actions de la force et peut éviter des comportements inadaptés qui auraient des effets dévastateurs sur l’accomplissement de la mission.

**Quelle est ma mission? Le militaire**

Alors que les deux premières étapes de notre démarche permettent de dresser un état des lieux de ce qui rapproche ou éloigne les cultures considérées, cette dernière interrogation a pour but de discerner des paramètres plus circonstanciels liés à *l’esprit de la mission*. En effet, sur le même théâtre d’opération, au contact de la même culture locale, étrangère à la mienne, le comportement le plus adapté peut varier en fonction de la nature de la mission à remplir: un chef militaire n’a pas besoin d’être acculturé au même degré selon qu’il doit combattre avec son unité aux côtés d’une troupe autochtone ou qu’il a pour mission de mettre sur pied des unités de partisans locaux ayant pour vocation finale d’agir en autonomie. Il est donc nécessaire d’être pénétré de l’esprit propre à sa mission et de bien mesurer l’importance que revêt l’attitude du militaire vis-à-vis de la culture de son interlocuteur dans l’accomplissement de celle-ci.

Les trois interrogations proposées comme repères peuvent sembler très théoriques et il ne paraît pas évident de trouver des éléments de réponse satisfaisants dans les contraintes de temps et de fatigue qui sont parfois celles du terrain. L’utilisation de ces mêmes critères en «négatif» peut alors s’avérer plus aisée: quelles sont les actions qui vont à l’encontre de ce que je suis? Quels sont les comportements qui contredisent ce que je représente? Quelles sont les attitudes qui remettent en cause l’exécution de ma mission? En raisonnant ainsi, chacun parviendra à déterminer les limites au-delà desquelles l’acculturation se transforme en compromission.

En envisageant les trois angles évoqués ci-dessus, le chef militaire sur le terrain dispose des repères minimums nécessaires pour analyser la situation particulière dans laquelle il se trouve et adopter le comportement qui lui semblera alors le plus juste. Cette réflexion ne fournira que rarement une solution évidente et idéale, mais au moins permettra-t-elle dans bien des cas d’éviter des comportements trop préjudiciables à l’accomplissement de la mission, tant dans la lettre que dans l’esprit.

*Officier de l’armée de Terre formé à Saint-Cyr, le Chef de bataillon BARBARIN a effectué sa première partie de carrière dans les unités parachutistes à Castres et à la Réunion. Il a été projeté en opération deux fois au Kosovo (2002 et 2004-2005) et, plus récemment, en Afghanistan (2010-2011). Il a par ailleurs participé à plusieurs exercices multinationaux avec les armées de différents pays d’Afrique (Madagascar, Swaziland, Djibouti).*



**Campagne de France de 1814:**

**comment une série de victoires tactiques mène**

**à une défaite stratégique**

## *Par le Commandant Alain MESSAGER,*

qui a reçu, pour cet article, le prix de la Fondation Maréchal LECLERC de HAUTECLOQUE, récompensant le deuxième meilleur article paru sous l'égide du CESAT

***La campagne de France de 1814 est l’une des plus brillantes de Napoléon. Pourtant, à l’issue d’un enchaînement de victoires tactiques, il doit s’incliner devant les coalisés.***

***Après un rappel des éléments historiques principaux de la campagne, l’auteur veut démontrer par quels principes fondamentaux de la guerre (poids du nombre, compréhension du niveau opératif par les subordonnés, approches directe et indirecte, affrontement des volontés) les victoires tactiques ne se transforment pas toujours en victoire stratégique.***

**L**ors de l’hiver 1814, Napoléon retrouve la maestria de ses jeunes années de la campagne d’Italie (1796-1797). Renouant avec la mobilité opérative et ses «*manœuvres entre les lignes intérieures»[[10]](#footnote-10)* (ou «*défense en position centrale*»[[11]](#footnote-11)), son génie militaire déstabilise à nouveau les coalisés (Angleterre, Russie, Prusse, Autriche et la plupart des États allemands). Néanmoins, le glorieux enchaînement de victoires ne suffira pas à les désarçonner.

En effet, au-delà de l’écrasement sous le nombre, c’est dans la «*bataille des volontés*», chère à Clausewitz, que l’Empereur n’a pas su l’emporter: les coalisés ont su garder intacte leur détermination d’en finir avec les campagnes napoléoniennes, tandis qu’*a contrario* la résolution de la Nation française s’est émoussée de par la déliquescence de la trinité clausewitzienne[[12]](#footnote-12).

L’année 1814 s’ouvre sur de sombres perspectives pour la France: les coalisés sont aux frontières et la crise intérieure couve. Pourtant, en retrouvant le schéma opératif qui avait abouti aux victoires d’Arcole et de Rivoli[[13]](#footnote-13), frappant alternativement ses ennemis non regroupés, l’Empereur mène une campagne militaire brillante. Toutefois, celle-ci mène à son abdication et ouvre dans ce registre des enseignements qui gardent toute leur pertinence de nos jours.

### **Situation générale**

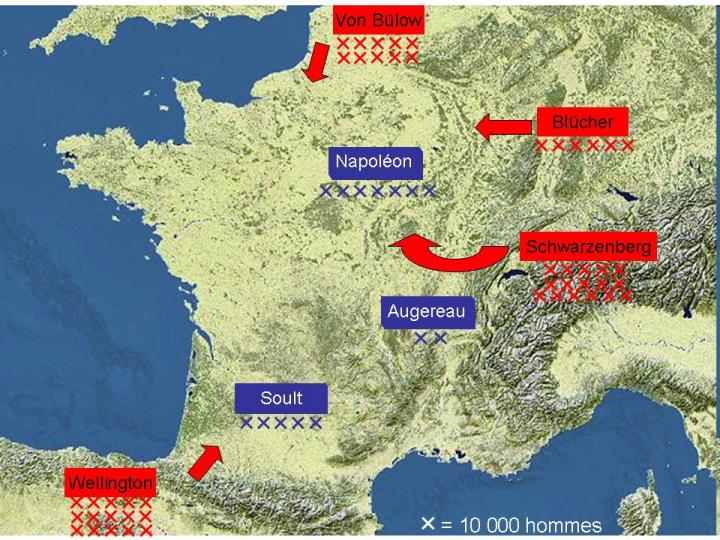
* ***Une situation militaire au bord de la rupture***

Après la désastreuse campagne de Russie (1812), Napoléon a vu l’ensemble de l’Europe continentale se retourner contre lui pendant la campagne d’Allemagne. Malgré quelques belles victoires tactiques, notamment à Dresde[[14]](#footnote-14), il doit se replier sur la France après la bataille de Leipzig[[15]](#footnote-15). Contraint de laisser plusieurs dizaines de milliers d’hommes à la garde des forteresses d’Allemagne, l’Empereur ne repasse le Rhin qu’avec environ 70.000 hommes démoralisés et épuisés. Saignée par plus de vingt ans de guerre, la France ne dispose presque plus de jeunes gens en âge de se battre et doit donc appeler, par anticipation, les classes de 1814 et 1815. Formés précipitamment et mal équipés, ces «Marie-Louise»[[16]](#footnote-16) se montreront parfois inexpérimentés et «naïfs» sur les champs de batailles. Néanmoins, encadrés par des vétérans de la Grande Armée, ils sauront compenser leurs lacunes par un indéniable courage.

Face à ces jeunes troupes, les coalisés disposent d’une supériorité numérique écrasante:

* au Nord, von Bülow et Bernadotte débouchent des Pays-Bas avec 100.000 hommes (armée du Nord);
* Blücher, avec 60.000 hommes, se présente devant les Vosges (armée de Silésie).
* violant la neutralité de la Suisse, l’armée de Bohème de Schwarzenberg, forte de 160.000 hommes, se dirige vers la vallée de la Seine en ignorant l’armée française d’Augereau[[17]](#footnote-17), chargée de défendre Lyon;
* achevant la guerre d’Espagne, Wellington et 150.000 Anglo-Espagnols franchissent les Pyrénées pendant que Soult regroupe les débris de l’armée française d’Espagne à Toulouse (45.000 hommes).

Parallèlement, 90.000 Autrichiens pénètrent en Italie pour s’opposer aux 50.000 hommes d’Eugène de Beauharnais, gendre de l’Empereur[[18]](#footnote-18).



* + ***Une crise intérieure qui couve***

Face aux perspectives de défaites, l’unité nationale tend à se déliter. Le 29 décembre 1813, le Corps législatif adopte, par 223 voix contre 51, le rapport Lainé[[19]](#footnote-19) qui dénonce la continuation de la guerre et exige de l’Empereur qu’il entame des négociations de paix. Celui-ci réagit vivement et tance les députés lors du discours du 1er janvier 1814[[20]](#footnote-20).

Perspicaces, les coalisés tentent de jouer de ces divisions internes et le chancelier autrichien Metternich laisse entendre qu’ils sont disposés à négocier la paix sur la base ‒ ambiguë – du rétablissement de la France dans ses frontières naturelles. Toutefois, l’Autriche avait déjà refusé une proposition française de négociations de paix (7 avril 1813) et, dans leur déclaration commune de Francfort[[21]](#footnote-21) (1er décembre 1813), les coalisés avaient proclamé que ce n’est pas à la France qu’ils faisaient la guerre, mais à Napoléon. Acculé, celui-ci est donc aux abois car il sait qu’à tout moment il peut être trahi sur ses arrières politiques, d’autant plus que l’inusable Talleyrand, en disgrâce depuis 1809, intrigue au rétablissement des Bourbons[[22]](#footnote-22).

Pire encore: le beau-frère de l’Empereur, Joachim Murat, Roi de Naples, se retourne contre lui et signe une convention séparée avec l’Angleterre (11 janvier 1814). S’alliant de plus avec l’Autriche, il place Eugène de Beauharnais et l’armée française d’Italie en délicate posture.

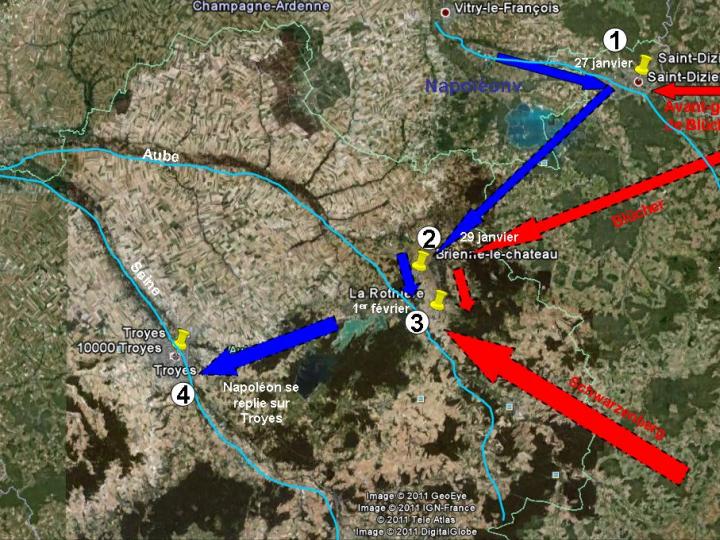
* + ***Les principaux acteurs***
    - **Napoléon Bonaparte** (1769-1821). Il règne autour de l’Empereur une atmosphère de fin de règne. Sa santé semble défaillante et ses proches au mieux prennent leurs distances, au pire le trahissent. La Providence semble avoir abandonné son génie militaire: depuis Iéna (1806) et Friedland (1807), ses victoires ont été bien plus le fruit de l’écrasante supériorité numérique et technique de la Grande Armée (écrasement de l’armée autrichienne sous le déluge de l’artillerie française à Wagram, 1809) que de son habileté manœuvrière. Aussi, ses victoires tactiques peinent à donner un résultat stratégique comme à la Moscowa (1812) ou à Dresde (1813), et sa légendaire invincibilité paraît défaillir (campagne de Russie et bataille de Leipzig). Il refuse néanmoins d’admettre la défaite (et encore moins l’abdication) et paraît recouvrer toute son énergie. Son objectif est de refouler les coalisés aux frontières pour les contraindre à négocier la paix dans une moindre position de faiblesse.
    - **Karl-Philip Schwarzenberg** (1771-1820) est issu de la vieille noblesse militaire autrichienne. Il s’est déjà illustré très jeune dans la guerre contre les Turcs (1789) et contre la Révolution française (bataille de Cateau-Cambrésis, 1794). Il se fait remarquer par l’Empereur François II en échappant à l’encerclement lors de la bataille d’Ulm (1805). À Wagram (1809), il commande la réserve autrichienne, puis participe, cette fois-ci aux côtés de Napoléon, à la campagne de Russie (1812). Placé à la tête des coalisés pour la campagne d’Allemagne (1813), il effectue une campagne prudente, cherchant à éviter l’affrontement direct avec l’Empereur tant qu’il ne dispose pas d’une supériorité numérique écrasante. Son rôle et sa stratégie pour la campagne de France sont les mêmes: éviter une confrontation directe avec Napoléon – dont il craint le génie militaire jusqu’à s’en sentir paralysé – et réunir les armées alliées pour l’écraser sous le nombre.
    - **Gebhard Leberecht von Blücher** (1742-1819) a derrière lui une longue carrière militaire (il a servi sous Frédéric le Grand). Comme tous les officiers prussiens, la défaite d’Iéna (1806) l’a traumatisé et il en nourrit une profonde francophobie[[23]](#footnote-23). Il est donc, malgré son âge avancé, de toutes les campagnes contre Napoléon et commande l’armée de Silésie lors de l’invasion de 1814. Contrairement à Schwarzenberg, il prône une tactique résolument offensive (ses subordonnés le surnomment «*Marschall Vorwärts*», le maréchal en avant). Ces divergences de vues ne seront pas sans générer des incohérences opératives entre les armées alliées, et l’Empereur saura en jouer.

Wellington et le duo Bernadotte-von Bülow auront une marche trop lente vers Paris pour influer, tout du moins directement, sur les évènements de la campagne.

### **Déroulement de la campagne**

* + - * ***Des débuts hésitants***

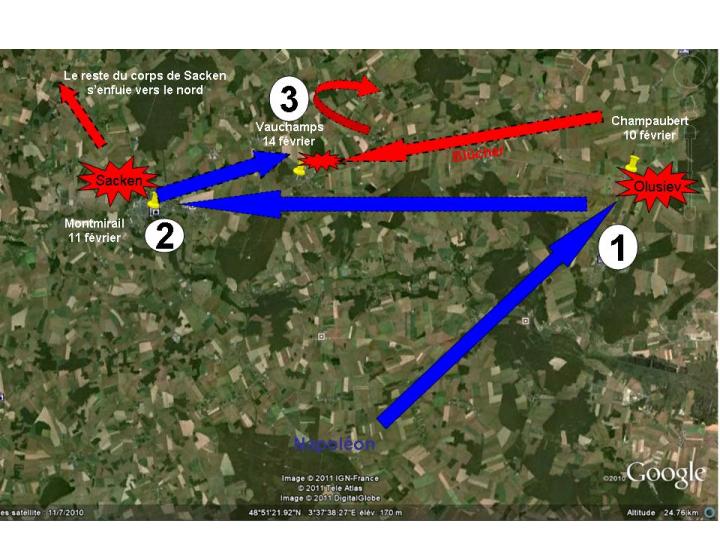
Les coalisés entrent sur le territoire français au tout début du mois de janvier. Les maréchaux Victor et Marmont abandonnent, quasiment sans combattre, la ligne de défense des Vosges, à la grande fureur de l’Empereur, qui a besoin d’un maximum de délais pour parfaire l’instruction des jeunes conscrits et regrouper une nouvelle armée. Celui-ci décide alors de prendre la tête de l’armée (25 janvier) et se porte dans un premier temps vers l’avant-garde de Blücher, qu’il défait à Saint-Dizier (27 janvier). Néanmoins, les armées de Schwarzenberg et Blücher ne sont alors qu’à quelques dizaines de kilomètres de faire leur jonction. Jouant de son avantage acquis à Saint-Dizier, Napoléon décide de poursuivre son offensive contre le Prussien et n’hésite pas à attaquer victorieusement avec une douzaine de milliers de fantassins le gros de l’armée de Silésie (30.000 Prusso-Russes) à Brienne-le-Château (29 janvier). Il manque même de peu de faire prisonnier Blücher et tout son état-major. Ne disposant pas de cavalerie, les Français ne peuvent toutefois exploiter la victoire, et les Prusso-Russes se replient en bon ordre pour faire leur jonction avec les Autrichiens de Schwarzenberg à La Rothière. Enhardi par la victoire de Brienne et malgré l’écrasante supériorité numérique des coalisés (45.000 français contre plus de 150.000 coalisés), l’Empereur décide de les y attaquer (1er février). C’est un échec cuisant et lourd en pertes (6.000 hommes et 60 canons, même si les coalisés perdent 8.000 hommes) et, pour éviter l’anéantissement que pourrait générer une contre-offensive autrichienne, l’armée française doit se retirer sur Troyes.



À cet instant, la situation de Napoléon paraît désespérée: l’annonce de la défaite de La Rothière agite encore plus les intrigues parisiennes et, si les coalisés se décidaient à porter tous leurs efforts contre l’armée française, l’issue de la bataille ferait peu de doutes. Deux jours plus tard (3 février) s’ouvre le congrès de Châtillon durant lequel doivent se négocier les conditions d’un armistice. Se sentant dans une position de force, les coalisés ont des exigences très lourdes: le retour de la France dans ses frontières de 1791 et le refus qu’elle prenne part à toutes les autres décisions concernant la réorganisation de l’Europe (notamment concernant les souverains que Napoléon a lui-même placés sur le trône). L’Empereur refuse et le congrès est clos, sans accord, le 8 février.

Dans le même temps, les forces militaires coalisées prennent une décision *a priori* surprenante: elles se séparent à nouveau, Blücher se dirigeant vers Paris par la vallée de la Marne, Schwarzenberg prenant le même objectif mais par l’Aube puis la Seine. D’un point de vue opératif, alors que l’anéantissement de l’armée française paraît à portée de main, cette séparation semble effectivement singulière. Mais, en se dirigeant vers Paris, les coalisés espèrent précipiter la chute politique interne de l’Empire sans avoir à le combattre. Par ailleurs, Schwarzenberg craint toujours d’affronter le génie militaire de Napoléon dans un engagement direct et cette solution, bien plus prudente, convient mieux à son inclination.

* + ***Les trois glorieuses: Champaubert, Montmirail, Vauchamps***



L’Empereur saisit immédiatement l’opportunité de cette séparation des forces. De plus, Blücher a articulé son armée en trois corps distincts et mal coordonnés marchant vers Paris le long de la Marne: en tête, 20.000 Russes commandés par Sacken, puis Olusiev avec 6.000 autres Russes et, enfin le prussien Kleist accompagné de 18.000 hommes. Napoléon décide donc d’attaquer de flanc et de séparer les corps de Blücher. Les troupes napoléoniennes tombent sur Olusiev en plein brouillard à Champaubert. Les Russes sont anéantis et perdent 4.500 hommes, dont leur général, fait prisonnier (10 février). Immédiatement, les Français partent à la poursuite de Sacken. Celui-ci croit n’avoir à faire qu’à une faible partie de l’armée française et décide de livrer bataille à Montmirail (11 février, «l’Austerlitz champenois»). À son tour, son corps est disloqué, Sacken perd près de 4.000 hommes et s’enfuit vers le nord. Napoléon décide alors de se retourner contre le dernier corps de Blücher, qu’il bouscule à Vauchamps (14 février) en lui infligeant de sévères pertes (6.000 hommes et 16 canons).

En cinq jours, les Français ont totalement disloqué l’armée de Silésie en lui infligeant plus de 25.000 pertes. Néanmoins, l’Empereur ne peut achever l’anéantissement de l’armée de Silésie: Schwarzenberg s’approche dangereusement de Paris et il se doit de barrer la route à ce dernier.

Les premières avant-gardes autrichiennes sont en effet déjà à Fontainebleau. Après trois jours de marche forcée, Napoléon les surprend à Montereau (18 février), au confluent de l’Yonne et de la Seine. Après une prise héroïque de la ville, notamment grâce aux charges de cavalerie du général Pajot, l’avant-garde de l’armée de Bohème est, elle aussi, totalement désorganisée et reflue en direction du sud-est. Mais l’Empereur n’a pas réussi à couper les forces de Schwarzenberg en deux.

Les coalisés sont abasourdis par l’enchaînement de victoires de Napoléon. À cela s’ajoutent les difficultés d’approvisionnement générées par l’allongement de leurs lignes de communication et par la multiplication des actions de guérillas des habitants français, notamment dans les Vosges et le Jura. Les divisions internes semblent resurgir, d’autant plus qu’ils ne sont toujours pas d’accord sur l’avenir de la France une fois l’abdication de l’Empereur obtenue[[24]](#footnote-24). La coalition parvient néanmoins à aboutir à un consensus: Blücher tentera de faire sa jonction avec l’armée du Nord qui débouche en Picardie, pendant que Schwarzenberg reprendra sa marche vers Paris.

#### **L’inévitable retraite**

Sentant le danger d’un regroupement des restes de l’armée de Silésie et de l’armée du Nord, Napoléon laisse les Autrichiens et repart à la poursuite de Blücher qu’il compte rattraper devant Soissons (encore sous garnison française et qui commande le passage de l’Aisne). Intimidée par les forces coalisées, celle-ci capitule le 3 mars, quelques heures seulement avant l’arrivée des forces napoléoniennes, et permet donc à Blücher de s’esquiver et de faire sa jonction avec l’armée du Nord, échappant de justesse à la destruction.

L’Empereur décide toutefois de continuer sa poursuite de l’armée de Silésie, espérant désorganiser son regroupement avec les forces de von Bülow. Sur le plateau de Craonne (7 mars), il tombe sur un détachement russe. Celui-ci se bat furieusement avant de se retirer en laissant 5.000 des siens sur le champ de bataille (mais les Français ont perdu 6.000 hommes)[[25]](#footnote-25). Il est maintenant trop tard: Blücher et Von Bülow se sont retranchés dans la forteresse de Laon avec 100.000 hommes. Bien qu’en nette infériorité numérique, Napoléon essaie bien de les en déloger mais, après deux jours de combats, l’armée française est épuisée et il doit se retirer (9-10 mars).

La situation est d’autant plus critique que Schwarzenberg se présente sur ses arrières. L’Empereur parvient encore une fois à empêcher sa jonction avec Blücher en défaisant un détachement russe à Reims (13 mars). Cependant, le 20 mars, à Arcis-sur-Aube, c’est tout le gros de l’armée de Bohème qui se présente (100.000 hommes). Et les Français n’ont que 17.000 hommes à lui opposer (rejoints par 10.000 hommes supplémentaires en cours de bataille). L’affrontement dure deux jours, et une intervention magistrale de la Garde évite qu’il ne tourne au désastre.

Napoléon décide alors de jouer un dernier coup de poker: il se lance plein est pour rallier les garnisons françaises restées en Alsace et en Allemagne, espérant entraîner les coalisés à sa suite, pendant que les maréchaux Marmont et Mortier doivent protéger Paris avec 15.000 hommes. Ceux-ci livrent un combat acharné à la Fère-Champenoise (25 mars) pour se dégager de l’armée alliée enfin regroupée (200.000 hommes). Les courriers devant annoncer le plan de l’Empereur à son frère Joseph, qui assure la régence en son absence, sont interceptés par les coalisés qui, de fait, ne tombent pas dans le piège. Ils se présentent donc devant Paris. Napoléon finit bien par tenter une manœuvre de retour sur leurs arrières, mais Marmont accepte la reddition sans vraiment combattre, et ouvre les portes de la capitale aux coalisés (31 mars).

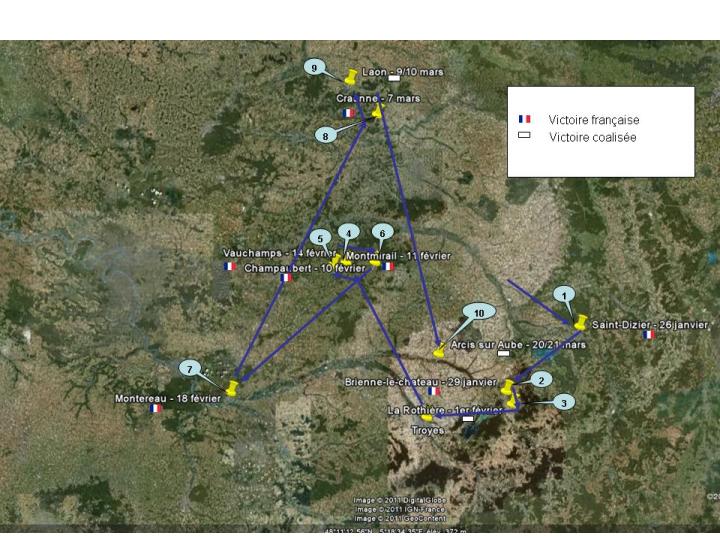
Désabusé, Napoléon regroupe les restes de son armée à Fontainebleau et finit par accepter une abdication inconditionnelle (6 avril).



***Adieux de Napoléon à la Garde impériale à Fontainebleau***

***(20 avril 1814), par Montfort***

### **Enseignements**



La mobilité opérative des armées françaises: Les 10 batailles majeures de la campagne de France

* + ***Le poids du nombre: un rapport de force défavorable compensé par la mobilité tactico-opérative mais finalement rédhibitoire au niveau stratégique.***

Devant une telle disproportion d’effectifs, les armées françaises auraient-elles pu l’emporter? Rien n’est moins sûr. Pourtant, certains éléments de la campagne auraient pu la faire basculer et permettre à l’Empereur *a minima* de négocier une paix honorable. Au premier rang desquels l’abandon hâtif des Vosges qui précipite l’entrée en campagne de forces françaises peu instruites et encore incomplètement constituées. Quelques jours ou semaines de plus auraient permis à Napoléon de disposer des quelques réserves suffisantes qui lui auraient autorisé l’exploitation opérative de ses succès tactiques. La reddition de Soissons, à quelques heures près, entraîne des conséquences dramatiques: sans elle, Blücher et son armée disparaissaient de la campagne.

Mais il ne s’agit point de refaire l’histoire car, malgré toutes ces circonstances, un fait se dégage: **le génie tactique, la valeur et le courage des Français ne suffisent pas à compenser le poids du nombre**.

À l’heure où la plupart des armées occidentales font le choix des réductions d’effectifs, c’est un fait qui ne saurait être négligé, comme le rappelle justement le «***Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale***»: «***Le critère du nombre – effectifs et équipements – demeure pertinent et ne peut être entièrement compensé par la qualité***»[[26]](#footnote-26).

La plupart des engagements d’envergure qui suivront les guerres napoléoniennes, calqués sur les principes d’engagements nationaux de masse, verront en effet le triomphe du nombre: la Prusse de 1870 écrase la France en grande partie par sa capacité à mobiliser plus rapidement davantage de troupes, les tactiques audacieuses de l’Allemagne de 1918 ne font que tenter d’emporter la décision avant de plier sous le poids de l’arrivée des divisions américaines, et si la Wehrmacht de 1944-1945 dispose de matériels souvent bien supérieurs en qualité (comme le char Tigre-I) et sait encore faire preuve d’audace tactique (comme lors de la contre-offensive des Ardennes pendant l’hiver 44-45), elle finit bien par s’incliner devant le rouleau compresseur allié.

Alors que le paradigme de la «guerre au sein de la population»[[27]](#footnote-27) semble exiger un maillage important du terrain et donc des effectifs en conséquence[[28]](#footnote-28), et qu’au titre des exigences humanitaires ou de nouveaux concepts, comme l’approche globale[[29]](#footnote-29), les militaires voient le spectre de leurs missions s’élargir, le critère du nombre semble donc demeurer davantage pertinent que la qualité.

* + ***Des compétences des subordonnés: comprendre le niveau opératif pour mener l’action au niveau tactique***

Tout au long de ses campagnes, Napoléon voit disparaître ses meilleurs lieutenants. En 1814, les Desaix, Lannes et autres Davout ne sont plus là[[30]](#footnote-30). Les généraux et maréchaux de la campagne de France ne sont dénués ni de courage ni de sens tactique sur le champ de bataille (comme Marmont et Mortier à la Fère-Champenoise), mais le sens opératif leur échappe encore et, conséquemment, ils peinent à s’imprégner de l’esprit des ordres de l’Empereur. En témoignent la reddition malheureuse de Soissons par le général Moreau, l’abandon précipité des Vosges ou les atermoiements des corps d’armée chargés de freiner l’une des armées coalisées pendant que Napoléon, avec le gros des troupes, frappe l’autre.

Comme le soulignent Léonce Krebs et Henri Moris: «*Les conceptions de Bonaparte étaient et ne pouvaient être justes que dans l’ensemble; son imagination ardente devançait les évènements; ses ordres sont presque tous donnés 24 heures trop tôt et exigent des troupes des efforts extraordinaires; en sorte qu’il y a de nombreux contre-ordres et des tâtonnements, réparés par l’intelligence et l’initiative des généraux*»[[31]](#footnote-31). Force est de constater que pendant la campagne de France, Napoléon n’a plus les généraux capables de saisir l’esprit de ses ordres pour remédier aux aléas des contre-ordres et tâtonnements. Les manœuvres napoléoniennes montrent ainsi toute l’importance non seulement de **s’imprégner de l’esprit des ordres** mais également d’en **saisir la portée du niveau supérieur** (assimiler sa mission, mais aussi celle de son chef), c’est-à-dire, in fine: disposer des compétences à occuper la fonction du niveau supérieur.

* + ***Approches tactico-opérative directe et stratégico-opérative indirecte: les exemples de Blücher et Schwarzenberg***

Le Prussien et l’Autrichien ont des conceptions tactico-opératives radicalement divergentes: si le premier se montre résolument offensif, le second s’avère prudent à l’extrême, voire timoré. Pourtant, au résultat, Blücher n’a échappé à l’anéantissement que de peu pendant que Schwarzenberg ne subissait qu’une défaite tactique sans grande conséquence stratégique (La Rothière). En se précipitant constamment à l’assaut de l’armée française regroupée, l’armée de Silésie s’est inscrite dans une approche du fort au fort, au niveau strictement tactico-opératif et a, en conséquence, multiplié les pertes humaines.

L’armée de Bohème a probablement suivi un raisonnement davantage stratégique: il s’agissait de jouer sur la faiblesse numérique de l’armée napoléonienne et sur les dissensions internes au gouvernement français. Dans ce cadre, en procédant par une marche longue, mais méticuleuse et coordonnée, permettant ainsi de disposer d’effectifs importants et regroupés, les Français ne pouvaient que s’user numériquement en combats tactiques stériles stratégiquement.

Schwarzenberg se rapproche donc incidemment des conceptions du stratège byzantin Bélisaire, qui étendit considérablement la superficie de l’Empire romain d’Orient sans quasiment jamais passer à l’offensive au niveau tactique. Il nous ramène ainsi vers les théories de Liddell Hart[[32]](#footnote-32) sur l’approche indirecte: **contourner le point fort ennemi pour le faire tomber par déséquilibre**. En l’occurrence, le point fort français résidait dans le génie militaire de Napoléon et ses capacités manœuvrières qu’il fallait donc bien se garder d’attaquer directement, comme le fit Blücher, tandis que son déséquilibre pouvait advenir en jouant de sa capacité à tenir politiquement une campagne militaire dans la durée.

* + ***Du tactico-opératif au stratégique: la victoire n’est pas un homéomorphisme***

*«On ne peut élaborer aucun des plans généraux nécessaires à la guerre sans une connaissance intime de la situation politique».(*Carl von Clausewitz, «***De la guerre***»)

L’exemple de la campagne de France est loin d’être isolé dans l’histoire militaire. En 1709, la bataille de Malplaquet en est une autre illustration[[33]](#footnote-33). De même, lors des offensives du printemps 1918, les Allemands multiplient les victoires tactiques sans jamais déboucher sur un avantage opératif – et encore moins stratégique – significatif.

En 1814, Napoléon espère, par une campagne rapide, multiplier les victoires tactiques pour amener les coalisés à accepter une paix honorable. Mais il n’ignore pas qu’en sus de la volonté ennemie il doit aussi faire plier la volonté des Français du «parti de la paix», qui désirent la fin des hostilités quel que soit le prix ou, pire pour lui, le rétablissement des Bourbons. Dans sa trinité clausewitzienne, le sommet du triangle constitué par le gouvernement est déjà défaillant pendant que ceux du peuple et des armées commencent à s’affaisser[[34]](#footnote-34). À l’inverse, le reste de l’Europe veut en finir avec les volontés hégémoniques de la France napoléonienne. Les gouvernements alliés demeurent unis et, lorsque cette union semble défaillir, l’Angleterre sait se faire le ciment de cette alliance, notamment par ses précieux subsides. Les idéaux révolutionnaires ont réveillé les nationalismes européens, tout particulièrement allemands, et ceux-ci, presque paradoxalement, s’unissent derrière leurs gouvernements pour mettre fin aux occupations françaises. Enfin, les armées européennes ont su apprendre de leurs séries de défaites. L’exemple prussien post-Iéna en est édifiant. Au fur et à mesure de l’avancée des campagnes de guerre, le triangle clausewitzien français s’étiole pendant que celui des coalisés se renforce[[35]](#footnote-35); la volonté des uns s’efface devant celle des autres, et ce quels que soient les résultats tactico-opératifs.

### **Conclusion**

Outre les réflexions sur le poids du nombre et l’approche indirecte, de l’étude de la campagne de 1814 peut donc résulter une assertion simple: la victoire sur le champ de bataille n’est rien si elle ne correspond pas à une victoire sur la volonté de l’ennemi. La finalité constitutive de la guerre n’est donc point la bataille en elle-même, ni vraiment l’occupation du terrain, et encore moins d’infliger davantage de pertes et de dommages à l’ennemi que ceux que nous subissons. L’objectif premier, fondamental, de la guerre, que le chef tactique ou tactico-opératif ne saurait abjurer, ne consiste qu’à **faire plier la volonté de l’adversaire:** *«Le véritable but de la guerre est l’esprit des chefs ennemis, et non le corps de leurs soldats»[[36]](#footnote-36).*

Il serait de plus captieux de croire que cet axiome ne s’appliquerait qu’aux conflits symétriques et dissymétriques. En Afghanistan, les troupes de la coalition multiplient les micro-victoires tactiques et infligent aux insurgés bien plus de pertes qu’elles n’en subissent. Néanmoins, l’insurrection perdure car l’imbroglio afghan est tel que la pelote des fils de sa volonté paraît indémêlable[[37]](#footnote-37). *A contrario*, celle-ci s’attaque à la volonté qu’elle considère la plus à sa portée dans le triangle clausewitzien, celle du soutien populaire: «*Ils [les talibans] ont compris que l'opinion publique occidentale était probablement le talon d'Achille de la communauté internationale»[[38]](#footnote-38).* Nul besoin pour eux de victoire sur le terrain, il leur suffit d’user l’ennemi jusqu’à ce que sa volonté s’émousse d’elle-même, de la même manière que les coalisés de 1814 ont multiplié les échecs tactiques en attendant que la volonté de combattre de la France s’étiole.

*Saint-Cyrien de la promotion de la France Combattante (1997-2000), l’auteur a servi en unités de maintenance mobilité projetables dans l’arme du Matériel, successivement au 2ème régiment du Matériel (Bruz) puis au 1er régiment du Matériel (compagnie détachée de Toul), avant de rejoindre le bureau maintien en condition opérationnelle (BMCO) à l’état-major de l’armée de Terre. Il est à présent stagiaire à la 124ème promotion du cours supérieur d’état-major.*



**Bibliographie à consulter dans la version électronique sur les sites du CESA**

L´engagement de l´armée d´Autriche

au sein de l´ EUFOR TCHAD/RCA

dans le cadre de la PESD[[39]](#footnote-39)

*Par le Colonel Florian PAMMER de l’armée autrichienne*

*L’article porte sur la participation d´une unité militaire autrichienne au sein de la mission EUFOR TCHAD/RCA, qui s´est déroulée de janvier 2008 à mars 2009. Cette contribution des armées autrichiennes nous immerge dans d’autres réalités. Loin de la fureur des combats en Afghanistan et du gigantisme de la machine otanienne, c’est de l’apport de ces de ces puissances tierces aux opérations de la paix dont il s’agit. Apport modeste certes, mais bien réel, et dont on ne peut se passer au nom de la nécessaire légitimité internationale que les coalitions recherchent.*

**Toile de fond de l´opération**

L´Union européenne (UE) a mené, du 28 janvier 2008 au 15 mars 2009, l´opération militaire de transition EUFOR TCHAD/RCA, conformément au mandat donné par la résolution 1778 du conseil de sécurité des Nations Unies (ONU). Déployée dans l´est du Tchad et le nord-est de la RCA[[40]](#footnote-40), elle s´est inscrite dans le cadre de la PESD et en cohérence avec la stratégie de l´UE pour l´Afrique. L´armée française a fourni plus de 2.000 hommes sur un total de 3.700. Les autres contingents importants sont venus de Pologne (400), d´Irlande (400), de Suède (200), d´Autriche (160) et de Roumanie (100). Une dizaine d´autres pays ont fourni des effectifs à des doses plus ou moins homéopathiques.

Cette opération avait plus particulièrement les objectifs suivants:

* contribuer à la protection de 260.000 réfugiés répartis dans treize camps et d´environ 180.000 déplacés à l´intérieur des frontières du Tchad;
* faciliter l´acheminement de l´aide humanitaire;
* améliorer la situation sécuritaire dans l´est du Tchad, et donc faciliter l´opération de la MINURCAT[[41]](#footnote-41) dont la tâche première était la formation de la police tchadienne.

# La planification de la contribution autrichienne

Les premiers officiers autrichiens ont été envoyés au sein de l´OHQ installé au Mont-Valérien à Paris dès le début du mois d’octobre 2007. Ainsi, l´état-major à Vienne a pu être impliqué dès le début, ce qui a facilité la planification. Simultanément, plusieurs plans ont été établis sur des sujets variés allant du traitement de l´eau potable à l’utilisation des forces spéciales. Le contingent autrichien a finalement été constitué par une force de 160 soldats, principalement des forces spéciales[[42]](#footnote-42). Pour la mise en place d´infrastructures, 50 autres soldats ont été envoyés pour une durée plus limitée. Enfin, le contingent comprenait également 15% de soldats issus de la réserve, en particulier pour des besoins liés au soutien national.

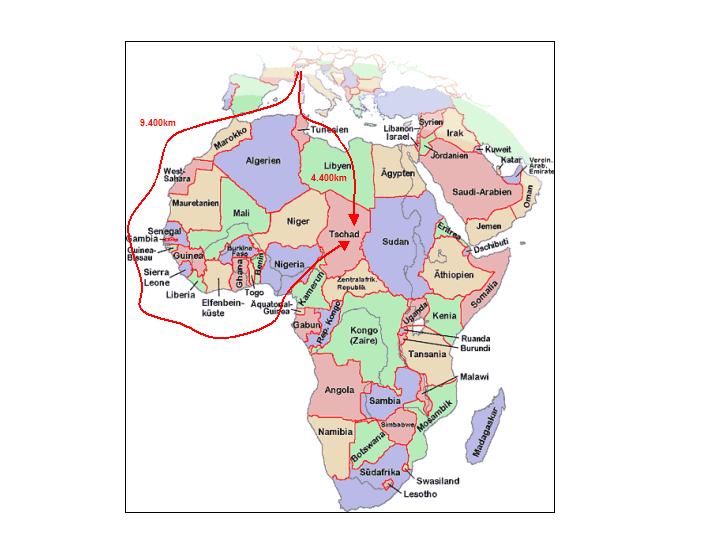
La logistique des forces autrichiennes, à cause de l’éloignement, a constitué un grand défi. Une grande partie des ressources disponibles a été regroupée pour faciliter l´engagement au Tchad. À titre d´illustration, en raison de la distance et de la capacité d´absorption limitée du port de Douala (Cameroun), 136 jours ont été nécessaires pour le déploiement de l´EUFOR.

La phase de préparation a suscité l´attention des médias autrichiens, notamment parce que cette opération a généré un grand débat avec les partis d´opposition. Sur place au Tchad, les groupes rebelles ont d’ailleurs profité de cette situation: s’appuyant sur les vecteurs médiatiques mondiaux, ils ont soufflé sur les braises, attisant les tensions parfois avec succès.

# Déploiement du contingent

Après des retards répétés, l´avant garde autrichienne a finalement rejoint le 30 janvier 2008 sa zone d´action. Cependant, le déploiement de l´EUFOR a été retardé par l´attaque d´une colonne rebelle tchadienne réfugiée au Soudan qui a tenté de prendre le pouvoir au Tchad. L´élément précurseur autrichien a alors été pris au piège par les combats entre les rebelles et les forces armées tchadiennes, dans l´hôtel Kempinski à N’Djamena. **Cet incident a démontré la nécessité pour la «lead nation» de disposer d´une force puissante et d´une connaissance appropriée de la situation sur le terrain.** Pour des raisons de sécurité, l’antenne autrichienne a finalement été transférée dans le camp français Kossei sur l’aéroport. Après l´échec de l´attaque rebelle, l´acheminement du contingent autrichien et de la force de l´EUFOR a pu se poursuivre.

# Mission des forces spéciales dans le cadre de l´ EUFOR

Après le passage sous l´autorité du Force Head Quarters (FHQ) à Abéché, commandé par le Général français Jean-Philippe Ganascia[[43]](#footnote-43), les opérations spéciales destinées à faciliter «l´intelligence préparation of the battlefield», ou «initial entry operations», dans toute la zone d´opération ont commencé début mars 2008. Il faut «**être opérationnel tout de suite, même si toutes les questions logistiques ne sont pas réglées. Il faut obtenir des renseignements, organiser des patrouilles, être visible partout»**[[44]](#footnote-44). Souples et efficaces, capables de prendre ou reprendre l´initiative pendant leurs patrouilles dans la profondeur vers la frontière avec le Soudan, les forces spéciales autrichiennes ont pu apporter une plus-value considérable. Une planification précise était donc de la plus haute importance. Les patrouilles dans la profondeur duraient en effet jusqu’à 3 semaines.

Dans les opérations du type de l´EUFOR, on doit garder à l´esprit que de nombreuses difficultés existent en raison des différences dans l´approche tactique et des équipements à soutenir des nombreux membres de l´EUFOR[[45]](#footnote-45). Mettant en valeur le professionnalisme de ses soldats, l´Autriche a été chargée du commandement de la «Combined Joint Special Operations Task Force»[[46]](#footnote-46) (COM CJSOTF) de mi-avril à mi-octobre 2008.

Bien que l´engagement des forces spéciales restât à un niveau relativement bas, les patrouilles dans la profondeur de la zone d´action furent quelquefois dangereuses, comme l´incident de mars 2008 l’a démontré. À cette occasion, un soldat français de l´EUFOR fut tué lors d’une reconnaissance près de la frontière soudanaise à la suite d´un accrochage avec les forces de ce même pays.

# Conclusion

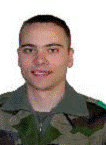
La participation à l´EUFOR Tchad/RCA a démontré que l´Autriche est un partenaire fiable. Les forces spéciales de l´armée autrichienne ont été utilisées pour la première fois comme «early entry force», et l’armée a pu en retirer une expérience valorisante. La logistique demeure un grand défi pour les petits pays européens qui participent à ce type d’intervention.

Pour l’armée autrichienne, qui était en outre engagée sur d’autres théâtres, une grande partie des ressources restantes ont été regroupées pour faciliter l’engagement au Tchad. Il serait souhaitable d´améliorer la mutualisation au niveau de l´UE. Ainsi, une approche commune de l´utilisation des effectifs et des moyens disponibles dans les États membres est sans doute à privilégier. Avec une meilleure synergie, il serait possible d´économiser des effectifs et les réaffecter à d’autres tâches.

Malgré son succès, l’opération EUFOR Tchad/RCA a toutefois connu des difficultés dans sa montée en puissance. Il a fallu en effet près de 7 conférences communautaires pour arriver à un contingent pouvant répondre au défi posé.

*Le Colonel Florian PAMMER est né le 21 octobre 1957 à Graz. Depuis 32 ans dans l’armée de terre autrichienne, il sert au sein du bureau du chef d´état-major. Depuis 1985, il a participé à trois missions extérieures: récemment au sein de la représentation militaire autrichienne auprès de l´UE et auprès de l’OTAN et, auparavant, deux missions comme observateur militaire auprès de l’ONU au Koweït et au Cambodge.*



**Il faut réhabiliter Grouchy**

# *Par le Chef d’escadron Fabrice FORQUIN*

***Il convient de réhabiliter le maréchal Grouchy en démythifiant la légende tenace sur sa soi-disant responsabilité dans la défaite de Waterloo et en évoquant ses remarquables aptitudes de chef de guerre. L’auteur utilise l’étude historique pour tirer des leçons tactiques, même si toutes ne sont pas transposables aux conflits contemporains.***

**«V**oilà Grouchy!»: c’est ainsi que tout absent ou retardataire est encore régulièrement qualifié de nos jours. Grouchy, au même titre que Cambronne, fait partie de ces généraux d’Empire dont le nom est devenu commun. Il est pourtant victime d’une véritable injustice. Certes, cette théorie de la culpabilité du marquis de Grouchy fut parfois remise en cause, mais trop timidement, et elle fut le plus souvent reprise par les plus grands historiens militaires, légitimant la version imposée par Napoléon. Le but de cet article n’est pas de faire une biographie de Grouchy, mais de réparer cette injustice, d’abord en rappelant ce qui fit de lui un des plus grands généraux de cavalerie de l’Empereur, ensuite en analysant sa très brillante campagne de Belgique, pourtant objet principal de l’accusation.

## Le meilleur manœuvrier des généraux de cavalerie de Napoléon

Grouchy est d’abord l’un des plus grands généraux de cavalerie des guerres napoléoniennes. Sa principale singularité, et sans doute la plus remarquable, est sa capacité à manœuvrer, c’est-à-dire à aborder l’ennemi dans les conditions les plus favorables. Si la recherche de la manœuvre semble naturelle pour un cavalier, les exemples de charges exécutées sous l’Empire après un mouvement de débordement ou de flanc ne sont pourtant pas si nombreux. Grouchy fait exception. Deux de ses plus beaux faits d’armes illustrent notamment ses aptitudes en la matière, Friedland et Vauchamps. À Friedland le 14 juin 1807, Grouchy comprend l’esprit de sa mission et fixe pendant toute la matinée le gros de la cavalerie russe par une succession de charges et contre-charges souvent de flanc. Il contribue de la sorte grandement à la victoire en gagnant un temps précieux sans perdre de terrain, et permet à Napoléon de choisir sa remarquable idée de manœuvre une fois les renforts parvenus. À Vauchamps le 14 février 1814, il effectue de larges et répétés débordements de l’aile droite prussienne, forçant l’ennemi à se retirer en lui abandonnant matériels et prisonniers en abondance.

Ainsi Grouchy, au contraire de la plupart des cavaliers de l’époque, privilégie la manœuvre au choc, ou plus exactement la manœuvre avant le choc. Il parvient le plus souvent à identifier le meilleur moment pour charger, en général quand l’adversaire est au bord de la rupture morale. Il décèle aussi le lieu et la cible à choisir, c’est-à-dire là où la charge aura l’impact psychologique le plus grand. Il adopte enfin la manœuvre la plus adéquate, par exemple en tombant sur le flanc ennemi, parfois après avoir attiré l’ennemi par ruse comme à Friedland. Tels sont les critères qui définissent ce qui fait un grand tacticien.

### **La campagne de Belgique en question**

C’est une affaire entendue: Grouchy aurait dû marcher au canon le 18 juin et arriver en lieu et place de Blücher aux abords de Plancenoit. En effet, en apparence tout accable le dernier des maréchaux, et la légende napoléonienne a popularisé l’image de l’Empereur croyant voir arriver son lieutenant en apercevant les Prussiens en cette fin de journée du 18 juin 1815. Autre image à charge et tout aussi authentique, la célèbre supplication du Général Gérard – qui trouve Grouchy, son supérieur, mangeant des fraises – pour marcher vers Waterloo. Et pourtant il convient, pour se faire un avis plus précis sur les événements, d’étudier l’accusation en confrontant trois critères: les ordres reçus, la chronologie et la géographie. Cet exercice doit être réalisé sans se laisser «polluer» par notre connaissance de ce qu’il aurait fallu faire, mais en se mettant à la place du commandant de l’aile droite au moment même où il doit décider avec les seuls éléments en sa possession à ce moment là.

### **Une accusation qui s’effondre à l’étude des cartes**

Si Grouchy ne débute que le 17 après-midi la poursuite de Blücher, c’est qu’il n’a reçu sa mission qu’à 13 heures de l’Empereur en personne et a perdu du temps à pister les Prussiens que tous croyaient en fuite vers Liège. Les ordres de l’Empereur prescrivaient de retrouver la trace des Prussiens vers l’est et de les poursuivre pendant que lui-même marcherait sur Bruxelles et affronterait probablement les Anglais en chemin. Au matin du 18, quand Grouchy entend le canon du côté de la forêt de Soignes, il n’a donc nullement à s’en inquiéter puisque cela correspond à ce qui est prévu. C’est là que se déroule l’épisode célèbre l’opposant à certains de ses généraux, Gérard en tête, qui le supplient de marcher au canon. C’est à ce stade de notre étude que nos deux autres critères, chronologie et géographie, doivent être pris en compte. L’étude des cartes d’époque de la région est à cette fin très éclairante. En dehors de l’axe principal Charleroi-Bruxelles, aucune route n’est pavée. Tous les chemins de la région ressemblent donc au mieux à celui qui relie Wavre et Waterloo, celui précisément qu’empruntèrent péniblement les Prussiens sur une douzaine de kilomètres, ce qui leur prit toute une journée. Grouchy se trouvant alors à Walhaim, à plus de vingt kilomètres, il aurait dû, pour se rendre à Waterloo, emprunter des chemins plus difficiles encore que ceux pris à marche forcée par Blücher, sur une distance supérieure et dans des délais nettement plus contraints. Dès lors, il ne serait très vraisemblablement arrivé que fort tardivement pour participer à une bataille où il n’était, de toute façon, pas censé se trouver. De plus, ajoutons que Grouchy, s’il avait osé un tel choix, aurait non seulement manœuvré dans le vide, mais en plus sans avoir rempli sa mission et en étant embourbé dans de mauvais chemins. Le seul corps de Gérard aurait-il pu arriver à temps même sans artillerie? Il est permis d’en douter. Il aurait dû en effet rassembler ses troupes, marcher dans des conditions éprouvantes et rattraper des Prussiens, par ailleurs bien supérieurs en nombre, et qui auraient aisément pu détacher quelques forces dans sa direction sans pour autant remettre en cause leur effort sur Plancenoit. Vu l’issue de la bataille, le corps de Gérard aurait alors été isolé tout comme celui de l’autre corps de l’aile droite, celui de Vandame, trop faible pour affronter seul la poursuite. En fin de compte, le désastre de la journée du 18 juin n’en aurait été vraisemblablement que plus grand. Quand, dans l’après-midi du 18 juin, Grouchy reçoit enfin des instructions lui prescrivant de se rapprocher de l’Empereur, il ne lui reste alors plus que quelques heures. Il est bien sûr trop tard, définitivement.

### **Un maître dans l’art si difficile de la retraite**

Les retraites sont souvent peu étudiées du fait probablement de leur caractère peu glorieux et en apparence peu décisif. C’est un tort, car l’art du repli est sans doute le plus difficile à maîtriser pour un général, et c’est probablement le plus discriminant quand il s’agit de s’interroger sur la valeur d’un chef de guerre. Pour en comprendre l’importance, il convient de rappeler une donnée fondamentale: l’avant-garde d’une armée – composée de troupes légères, mobiles et accrocheuses – est toujours plus rapide dans ses déplacements que ses arrières, composés de lourds chariots, de pièces d’artillerie lourdes ou de «traînards». Ce phénomène devient dramatique dans le cas d’une armée en retraite car mécaniquement l’avant-garde du poursuivant va plus vite que l’arrière-garde du poursuivi. Il en résulte qu’un commandant d’armée en repli ou le chef d’une arrière-garde n’a que deux alternatives: combattre pour ralentir le rythme de la poursuite adverse ou abandonner quantité de matériels et de prisonniers. Ainsi les retraites les plus rapides (par exemple les retraites françaises de 1812 et 1813, prussienne de 1806 ou autrichienne de février 1814) sont généralement les plus désastreuses. Les meilleurs généraux sont donc ceux qui parviennent le mieux à ralentir la progression ennemie avec des effectifs, voire un moral, moindres. Sous l’Empire, rares sont les maîtres en la matière. Trois nous viennent immédiatement à l’esprit: le Russe Bagration pour ses combats retardateurs de 1805, 1807 et 1812, Clauzel pour son remarquable repli d’Espagne en 1813 et surtout Grouchy pour son exemplaire retraite de 1815.

Le 19 juin 1815, enfin averti de la catastrophe du Mont St-Jean, Grouchy entame une retraite déjà des plus compromises, poursuivi par des forces prussiennes considérables et dotées d’une nombreuse cavalerie légère. Méthodiquement, la petite armée de l’aile droite va reculer pied à pied, en bon ordre, tout en évitant les mouvements de débordement adverses. Grouchy donne des ordres précis: anticipant la localisation des bivouacs, il fixe des horaires de mouvement et des itinéraires prioritaires pour les convois les plus lents. Dans un second temps, il veille à la coordination des mouvements entre ses divisions et laisse toujours en arrière-garde une division allégée de ses bagages et appuyée par de la cavalerie légère et de l’artillerie à cheval afin de gagner en puissance et en mobilité. Il va ainsi parvenir à ramener la totalité de ses blessés, convois logistiques et pièces d’artillerie sur le sol de France, tout en menant plusieurs combats retardateurs sans jamais avoir à déplorer de pertes importantes, réussissant à dicter à l’ennemi le rythme de sa retraite tout en conservant sa liberté d’action. Cette retraite trop méconnue confirme que dans cette campagne où les fautes ou insuffisances se sont multipliées, Grouchy n’a pas seulement rempli sa mission, mais a démontré des aptitudes propres aux meilleurs commandants d’armée.

**En conclusion**, il convient de dénoncer l’assertion trop souvent entendue sur la comparaison entre toute personne absente ou en retard et le Maréchal Grouchy. Il semble incontestable que les accusations contre Grouchy n’aient eu d’autres buts pour l’Empereur que de montrer ses plans plus brillants qu’ils ne l’ont vraiment été et de minimiser ses propres erreurs.

*Le Chef d’escadron Fabrice FORQUIN est titulaire d’une licence d’histoire. Passionné d’histoire militaire, il s’est notamment spécialisé dans l’étude des guerres napoléoniennes. Officier issu du recrutement 15-2, il a notamment servi aux 516ème et 511ème régiments du train. Après deux ans passés à l’état-major de région de Metz, il suit depuis septembre 2010 l’enseignement du Cours supérieur d’état-major (124ème promotion).*



Où l’on reparle des héros…

*Par le Chef d'escadron (TA) François-Régis LÉGRIER[[47]](#footnote-47)*

**«R**endez nous nos héros», tel est le titre d’un article de Samuel Duval paru dans le journal *Le Monde* du 11 mars 2010. «Que sont les héros devenus?», s’interroge la revue *Inflexions* dans son numéro du mois de janvier 2011, numéro suivi d’une journée d’études aux Invalides le 27 avril dernier. Puis, dans le *Nouvel Observateur* du 26 mai 2011, perdues dans les affres de l’affaire DSK, on tombe sur les photos de nos 58 soldats morts en Afghanistan. On aurait pu rêver meilleure compagnie, mais enfin ils sont là, sortis de l’oubli par Jean-Paul Mari.

Un constat s’impose: depuis l’embuscade d’Uzbeen en Afghanistan le 18 août 2008 ‒ embuscade dans laquelle périrent 10 soldats français ‒, la mort au combat ne confère plus le statut de héros mais celui de victime, et c’est bien cette confusion qui semble poser problème.

Un héros, qu’est ce que c’est? Et surtout, à quoi ça sert? Si l’on s’en réfère à l’étymologie grecque, un héros est un demi-dieu, né d’un père mortel et d’une déesse ou l’inverse. Il est célèbre pour sa bravoure mais aussi pour ses discours.

Qui dit héros dit modèle à imiter, dit multiplicateur d’énergies, dit capacité à se battre, à vaincre la peur, à s’imposer… En rendant un culte au héros, on favorise ainsi la cohésion de la cité.

Qui dit victime dit mise en cause, dit culpabilité et judiciarisation à outrance, dit aussi atrophie des énergies, des volontés et des intelligences, dit enfin méfiance et incapacité à se battre. Pour faire court, endosser sans broncher le statut de victime pour nos soldats morts en opérations, c’est prendre le risque à terme, de ne plus trouver quiconque pour exercer correctement ce métier qui ne rapporte même plus une parcelle de gloire… C’est donc fragiliser la cité!

Alors essayons de creuser un peu plus cette question en partant du principe que l’adage «Tel père tel fils» vaut également pour les sociétés.

Une société guerrière sécrète des héros essentiellement guerriers. Les exemples abondent: Achille, héros légendaire de la guerre de Troie plusieurs siècles avant Jésus-Christ; Cûchulainn, héros mythique de l’Irlande du début de l’ère chrétienne qui, à la veille d’une bataille dont il sait qu’elle sera la dernière, dit à sa mère éplorée: «depuis le premier jour que j’ai porté les armes, jamais encore je n’ai refusé le combat. Voudrais-tu donc que je commence? Ma gloire et mon renom me sont plus que ma vie»; Roland le preux chevalier et sa célèbre épée Durandal… Les héros guerriers mettent leur gloire et celle de leur pays au-dessus de tout.

Une société chrétienne engendre des héros chrétiens que l’on appelle des saints. Les saints poussent, à un degré surhumain, c’est à dire surnaturel, la perfection et l’accomplissement de certaines vertus – ils mettent la gloire, non la leur mais celle de Dieu, et l’amour du prochain au-dessus de tout: les martyrs des premiers siècles en sont un exemple éloquent; ils deviennent des modèles à imiter et favorisent ainsi l’expansion du christianisme. Plus près de nous, un Maximilien Kolbe, se substituant à un père de famille condamné à mort dans un camp de concentration nazi, illustre cet amour poussé jusqu’au sacrifice…

Une société laïque favorise l’éclosion des héros en tout genre (hommes politiques, hommes de lettres, professeurs, etc.) ayant, d’une manière ou d’une autre, rendu des services signalés à leur pays et contribué à sa renommée; en France, ils sont au Panthéon: c’est là que se côtoient Mirabeau, Victor Hugo, Paul Langevin, Louis Braille et bien d’autres encore.

Une société hédoniste sécrète donc de façon assez naturelle des héros festifs: joueurs de foot, acteurs de cinéma, etc... Leur gloire personnelle peut éventuellement retomber sur leur pays, mais ce qui les caractérise est sans doute la fugacité. Comme des étoiles filantes, ils brillent avant de céder la place et de disparaître dans l’indifférence lorsqu’ils ne sont pas voués aux gémonies par ceux qui les encensaient la veille. On parlera d’Achille jusqu’à la consommation des siècles; il n’est pas sûr que nos héros festifs puissent prétendre à un pareil sort.

Jusque là, il n’y a rien à redire sauf que, lorsqu’une société hédoniste comme la nôtre se mêle de faire la guerre, cela ne va pas sans créer un hiatus, voire un malaise. Le retour au réel que constitue la participation à des conflits armés doit nous amener à une prise de conscience et à des remises en cause douloureuses sur les fondements de notre société.

Quels sont les ressorts des sociétés guerrières et religieuses comme l’étaient les sociétés antiques ou médiévales?

* L’honneur, la gloire et la liberté valent plus que la vie terrestre et valent donc d’être défendus par les armes.
* Le bien commun de la société peut exiger de façon parfaitement légitime le sacrifice de certains de ses enfants.
* Enfin, après la vie terrestre, il y a la vie éternelle et, dans ces conditions, la mort n’est qu’une étape ‒ certes difficile ‒ à laquelle il faut se préparer, et cette préparation passe par l’acceptation et non le déni de cette réalité. Le héros est celui qui brave la mort et acquiert ainsi l’immortalité… Cela suppose un haut degré de vertu, notamment le courage; donc une éducation et une ascèse.

Quels sont les ressorts d’une société hédoniste et sécularisée?

* La mort et la souffrance sont le mal absolu et, par voie de conséquence, le bien-être est la valeur suprême.
* L’individu, c’est à dire le Moi, vaut plus que la société, laquelle n’a de sens que si elle sert les intérêts particuliers.
* Enfin, le fait religieux est strictement confiné à la sphère privée et c’est donc le relativisme qui s’impose comme norme sociale, supprimant par la même toute espérance collective d’ordre surnaturel et engendrant un nihilisme grandissant.

Le modèle festif permet d’évacuer le tragique de nos existences (cf *l’homo festivus* de Philippe Muray). Il est sans doute confortable et sympathique à court terme, mais il ne permet certainement pas de comprendre le réel et de donner du sens à nos vies et à nos morts…

Il ne s’agit pas de prôner ici un retour à la société antique ou à celle du moyen-âge, mais de dire qu’il y a une certaine urgence à rétablir une échelle de valeurs qui a été celle de l’humanité pendant des siècles et qui est encore celle de nombreux pays. Le service de la cité dans sa forme la plus exigeante, qui est celle du métier des armes, mérite ‒ non pas une émotion compassionnelle, ostentatoire et fugitive – mais une véritable reconnaissance empreinte de dignité et de respect. Autrement dit, doivent accéder ou ré-accéder au statut de héros, c’est à dire à l’immortalité, ceux qui, bravant la mort, ont fait honneur à leur pays; ceux qui, par leur attitude extraordinaire, ont porté à un degré supérieur l’exercice de certaines vertus afin qu’il puisse servir d’exemple. Prêcher sur l’utilité des héros est sans doute une chose bonne et nécessaire, mais pas suffisante: nous avons besoin de héros charnels; ils existent… Du Premier maître Loïc Lepage mort en opérations le 4 mars 2006, au 1ère classe Cyrille Louaisil mort le 18 mai 2011, ils sont 58 à avoir été en Afghanistan jusqu’au bout de leur engagement et à nous donner, en toute simplicité et discrétion, une leçon de courage.

Abandonner le modèle festif source de nihilisme, restaurer une communauté de valeurs entre les décideurs politiques, la société et son armée, sont les conditions nécessaires pour redonner tout son sens à la mort au combat et à l’action militaire, donc au véritable héroïsme. Comme le dit Henri Hude, directeur du cours d’éthique à Saint-Cyr: «Sans un minimum d’élévation morale partagée, tout héros mort pour la patrie ressemble à un idiot qui se serait fait escroquer». En effet, l’esprit de sacrifice au service de l’hédonisme est une formule qui a peu de chances de durer!

*Le Chef d'escadron (TA) François-Régis LÉGRIER est officier traitant au bureau enseignement-exercices du CESAT/CSEM*



**L’influence des armées**

**dans la société française,**

**ou comment éviter le passage de la méfiance à l'indifférence**

# *Par le Lieutenant-colonel Stanislas ROUQUAYROL*

***La Défense peut utilement contribuer à l’harmonisation du travail interministériel, être un acteur essentiel du continuum sécurité-défense et participer aux débats d’idées. Dans cette perspective, et également dans le but de défendre ses ressources, l’auteur propose que la Défense, sans renier sa spécificité, ait recours à une véritable stratégie d’influence*.**

**L**a perception de beaucoup d’officiers amenés à travailler avec les plus hautes structures de l’État est souvent désabusée. Prestataire de service peu écouté, voire méprisé, sont les mots qui peuvent résumer à grands traits cet état d’esprit. Dans un contexte de réformes en profondeur, de contrôle croissant de leurs actions, les armées ont souvent le sentiment de subir les oukases et l’entrisme du pouvoir politique sans être capables de défendre efficacement leurs positions et la justesse de leurs choix. Bien évidemment, le militaire est aux ordres du politique, et notre propos ne remet pas en cause ce principe fondamental; mais n’y a t-il pas moyen de renforcer sa place au sein de l’État et de développer sa capacité à peser dans les débats?

Les armées disposent aujourd'hui de nombreux atouts pour mettre en avant leur spécificité et convaincre de la légitimité de leur action. S’il ne semble plus exister aujourd’hui de menaces sur les intérêts vitaux, le retour visible d’une déstabilisation majeure de la société internationale a remis en valeur l’aptitude opérationnelle et la crédibilité des armées. L’institution doit saisir cette occasion pour valoriser sa reconnaissance et mieux défendre ses intérêts. Elle doit également chercher à maintenir sa légitimité auprès des Français car elle a «*besoin d’un soutien de la Nation et de sa représentation afin de conduire des opérations dans la durée*»[[48]](#footnote-48). Cet effort passe d’abord par une meilleure connaissance des rouages de nos institutions et par une plus grande coordination des actions menées par le monde de la Défense vers les élites dirigeantes du pays. L’enjeu qui se profile derrière est bien la place des armées dans la Nation et la place que cette dernière veut bien lui accorder au sein de l’appareil étatique.

**Les armées évoluent dans un environnement difficile marqué par l’histoire, et qui semble témoigner d’une certaine désaffection des élites, voire de la Nation toute entière, pour la chose militaire.**

La place du monde militaire dans le pays ne peut être comprise sans s’attarder sur ses relations chaotiques avec le monde politique depuis près de 150 ans. Longtemps perçue comme une menace pour la République, l’armée française dut aussi affronter un antimilitarisme virulent, nourri des traumatismes de la Grande Guerre et ses millions de morts, de la défaite cinglante de 1940 et des événements d’Algérie. Le rôle essentiel, joué dans les affaires du pays par des personnalités comme Mac-Mahon, Boulanger, Pétain et de Gaulle dans des circonstances exceptionnelles, a rendu les élites civiles particulièrement suspicieuses à l’égard de la hiérarchie militaire. Cette incompréhension a atteint son paroxysme lors des guerres de décolonisation, qui marquèrent le divorce entre un pouvoir exécutif faible et son armée. Ne voulant pas perdre son honneur dans ses engagements, elle bafoua publiquement les principes d’obéissance et de subordination[[49]](#footnote-49). La normalisation des rapports entre politiques et militaires s’effectua grâce à l’avènement de la Vème  République. Le pouvoir politique, redevenu assez fort, envahit même le domaine du commandement militaire.

Aujourd'hui soumis aux pressions du politique, les militaires doivent désormais convaincre, car le militaire n’intimide plus. C’est bien souvent lui l’intimidé. Le contrôle de l'État via la haute fonction publique, renforcé par la mise en place de la LOLF[[50]](#footnote-50) et de la RGPP[[51]](#footnote-51), dans un contexte budgétaire très tendu, pèse lourdement sur la hiérarchie militaire. Pour une très grande majorité d’entre eux, les officiers ne sont pas familiers avec le système de décision contrôlé par les grands corps de l'État. Dans un milieu moins structuré, les ambitions des protagonistes s’y affrontent plus ouvertement. Dans la jungle des cabinets ministériels, où le calme et la courtoisie ne doivent pas masquer la dureté des luttes de pouvoirs, les armées peinent à défendre leur place. Si la neutralité politique épargne aux militaires les enjeux des luttes politiciennes, ils doivent cependant prendre en compte un environnement spécifique lié à l’interdépendance des dossiers gouvernementaux et aux échéances électorales. Le temps politique n’est pas le même que celui nécessaire à la construction de l’outil militaire. Ainsi, la spécificité du budget de la Défense, avec une vision pluriannuelle dans le cadre de la loi de programmation militaire, se heurte à une vision budgétaire à court terme soumise aux aléas de la situation des finances de l’État. Les dépenses d’équipements de la Défense sont alors souvent les premières victimes des arbitrages de l'État en faveur d’autres priorités.

Enfin, la France, qui n'est plus officiellement en guerre depuis plus de 70 ans, perçoit moins les enjeux de la défense du pays. Si l'antimilitarisme latent a laissé place à une large opinion favorable à l'action menée par les armées, la diminution de l’intérêt pour l'action militaire se traduit de nombreuses manières. D'une part, les militaires s'estiment souvent peu considérés par les élites dirigeantes. Ce sentiment s'appuie sur la constatation de salaires moins élevés pour des niveaux de responsabilité équivalents, d’une faible valorisation de l’expérience acquise et d’un sentiment de perte du prestige lié à la fonction[[52]](#footnote-52). Ce ressenti témoigne d'un recul général de la place des élites au sein de la Nation. D'autre part, la prise en compte des problèmes liés à la Défense est très inégale. Indéniablement, le Parlement, à travers ses commissions, est souvent un relais efficace des soucis de l’institution militaire. Toutefois, la faiblesse chronique des débats sur la Défense illustre le peu d'intérêt pour la chose militaire des représentants de la Nation, contrairement à la façon dont le sujet est appréhendé en Grande-Bretagne[[53]](#footnote-53). De la même manière, les militaires, qu’ils soient d’active ou en seconde carrière, investissent peu les bancs du Parlement, laissant à d’autres, parfois moins informés qu’eux, le soin de parler et de décider sur des sujets sur lesquels ils sont sans doute plus légitimes. La parution du *Livre blanc de la Défense et de la sécurité nationale* n'a suscité qu'un débat de spécialistes. L’ensemble de ces éléments illustre un certain malaise au sein de la hiérarchie militaire et témoigne indéniablement d'une relative indifférence pour le fait militaire. Néanmoins, cette perception doit être relativisée.

**Dans les faits, les armées sont reconnues et participent au processus décisionnel, tandis qu'elles prennent davantage en compte la recherche de soutien dans la société.**

En effet, le contexte international très instable et la multiplication des crises ont permis aux armées de démontrer leurs savoir-faire et leur réactivité. Les progrès entrepris depuis la première guerre du Golfe témoignent de leur capacité à évoluer. La Défense est bien revenue sur le devant de la scène tant les enjeux de sécurité prennent place désormais au-delà de nos frontières. L'aptitude opérationnelle française à l’étranger et dans le cadre des opérations intérieures légitime les armées et leur donne une nouvelle visibilité. Elle rend les militaires indispensables dans la gestion des crises.

Cette situation participe à l'amélioration des rapports de la hiérarchie militaire avec la classe dirigeante. Aujourd’hui, l'équilibre semble trouvé. Les officiers ont totalement assimilé l'esprit des institutions, tandis que le pays et ses dirigeants reconnaissent le professionnalisme des armées. L’institution militaire n’a jamais été aussi présente au sein de l'État. Le décret de 2009[[54]](#footnote-54) confère une prééminence inégalée au CEMA. Confortant le lien direct avec le président de la République, il permet surtout d'afficher une unicité du corps militaire jamais atteinte jusqu’à présent. La nomination d’un officier au poste de directeur de la Gendarmerie nationale et à la tête de la DCSD[[55]](#footnote-55) (une des directions du ministère des Affaires étrangères et européennes) témoigne de cette confiance accordée aux dirigeants militaires par le politique.

Au-delà de la communication nécessaire au recrutement, la Défense a aussi compris qu'il était impératif de dépasser le simple contact entre les armées et les médias pour renforcer ses liens avec les forces vives du pays. La mise en place d'une planification stratégique de communication par la DICoD[[56]](#footnote-56) souligne la nécessité d'avoir une vision claire sur le long terme pour consolider l'esprit de défense dans les élites et justifier les choix parfois coûteux d’une armée efficace. Ce rôle d'influence existe aussi à travers des structures telles que l'IHEDN[[57]](#footnote-57), et cherche toujours à accueillir davantage de hauts fonctionnaires et de cadres civils, tout en élargissant son rayon d’action vers les grandes écoles et la province. Certes, le succès est relatif au regard des effectifs impliqués, mais l'impact n'est pas négligeable, à l’instar des réserves citoyennes, mises en place depuis 2005. De la même manière, l’Institut français des relations internationales (IFRI)[[58]](#footnote-58) répond à cette démarche. Placées sous l’autorité du premier ministre, ces deux structures contribuent, chacune dans leur domaine, non seulement à développer l’esprit de défense, mais aussi à tisser des liens avec les élites de la Nation et à diffuser les grandes orientations des armées.

Le corps militaire n’est pas là pour faire du *lobbying*; toutefois, en toute transparence, il doit savoir occuper la place qui est la sienne par une démarche volontariste. Aussi, les principes d'obéissance et de loyauté qui lient les armées au pouvoir n'empêchent pas la discussion, voire les pressions. Mettre en place une communication d'influence efficace apparaît aujourd’hui indispensable. Cet effort est primordial, surtout dans une société surinformée souvent attirée par d’autres enjeux, même s’il existe un assez large consensus entre les armées et les Français[[59]](#footnote-59) au sujet des valeurs fondamentales.

Il est donc impératif que la Défense se prépare mieux à affronter le monde de la haute fonction publique et de l’interministériel en développant une véritable stratégie globale d'influence.

Il s'agit avant tout de s'adapter aux exigences du domaine politico-militaire, en étant capable de convaincre sans manipuler. C'est une compétence démocratique essentielle, qui peut être consolidée à travers des leviers existants et des axes d'efforts à développer.

Ainsi, pour mieux agir dans cet environnement peu coutumier du militaire, il est nécessaire d'avoir une meilleure connaissance des rouages de l'État et du monde politico-militaire. Les grands corps de l'État disposent tous de réseaux au sein de l'administration. L'ENA incarne cette toute puissance, et les officiers appelés à travailler avec la population spécifique qui en est issue doivent comprendre son style de fonctionnement. La culture de l’ENA n’est pas livresque. Il s’agit d’une culture «opérationnelle», dont le pragmatisme n’a rien à envier à celui des militaires[[60]](#footnote-60). Les officiers passant par l'enseignement militaire du second degré doivent donc être préparés suffisamment tôt à évoluer dans cet environnement. À titre d’exemple, l'enseignement du Collège interarmées de Défense pourrait développer les échanges avec cette école et faire découvrir plus largement le monde de la haute fonction publique[[61]](#footnote-61). En effet, l'ouverture d’esprit, la capacité à réfléchir en termes globaux, sont des réflexes à développer pendant cette phase de formation car ils seront requis dès les premiers emplois.

Le détachement d'officiers au sein d'autres ministères existe déjà. Il permet d'obtenir une véritable expérience, mais ces passerelles ne sont que peu connues et mériteraient d’être étendues. L’identification des officiers destinés à tenir ce type de postes devrait avoir lieu suffisamment tôt pour créer une attractivité et une forte lisibilité dans les parcours proposés. En effet, les dossiers sensibles que sont les travaux budgétaires ou la démarche capacitaire nécessitent de savoir défendre une thèse avec conviction, tout en agissant avec habilité et pragmatisme vis-à-vis des autres administrations. La prise en compte de tous les aspects interministériels oblige à créer de vrais partenariats pour lever toute ambiguïté et obtenir de réelles relations de confiance. Il s’agit donc, pour la Défense, de mettre en place des passerelles en stabilisant les cadres identifiés en charge de ces dossiers: on ne gagnera en crédibilité que si l’on est capable de mieux diffuser l’information exigée pour justifier nos actions et nos dépenses.

Mais cet effort doit aussi se décliner à tous les niveaux dans le pays. Le *Livre blanc de la Défense et de la sécurité nationale* évoque une volonté manifeste de décloisonnement de l'action des ministères en soulignant, en particulier, le lien qui unit davantage la sécurité et la défense. La sécurité intérieure, notamment, requiert une coordination déterminante et une implication nouvelle pour les forces armées professionnelles, alors même que celles-ci ont des liens plus limités au territoire national que par le passé. Alors qu'une synergie interministérielle reste à concevoir, les armées doivent saisir l’occasion offerte pour apporter une contribution qualitative en valorisant leurs aptitudes, et dépasser leur réputation de simple pourvoyeur au niveau régional. À travers une logique de coopération et non de subordination, il faut asseoir l'influence des officiers servant dans les états-majors interarmées de zones de défense en valorisant ces structures et ce type de parcours professionnel. Ils sont les garants d'une meilleure collaboration avec les élites dirigeantes locales.

C'est donc une véritable stratégie d'influence à tous les niveaux qui doit être menée. Celle-ci dépasse les simples enjeux de communication, car elle englobe tous les domaines d'action de la Défense, et implique la prise en compte d'un environnement peu connu par les armées avant qu’elles n’y soient confrontées. La mise en place d'une structure, au niveau de l'état-major des armées ou du ministère, pourrait garantir un lien entre tous les acteurs en prise avec les élites du pays (communication, enseignement militaire supérieur, instituts de recherche, directions ou services) pour assurer la cohérence du discours de la Défense et coordonner les actions. Le rôle clé des idées et des valeurs fortes liées à la spécificité militaire, la manière de les exprimer et de les diffuser vers l'extérieur par les leviers précédemment décrits, est le meilleur garant de notre cohésion et de notre légitimité pour défendre nos moyens et nos budgets.

**Les enjeux développés ici ne sont aucunement liés à un quelconque souci corporatiste. La Défense doit prendre conscience des implications croissantes d’autres acteurs et, en conséquence, elle doit savoir exprimer et protéger sa spécificité tout en répondant aux obligations que la société attend légitimement d'elle.**

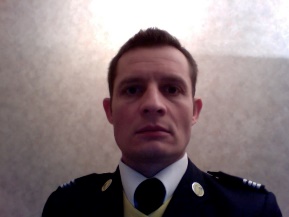
Alors que les armées n’ont jamais été aussi populaires dans le pays, que leurs compétences sont reconnues au sein de l’appareil de l'État, l’occasion doit être saisie pour valoriser ce «capital confiance», développer notre capacité à peser dans le pays et nous permettre de remplir le contrat opérationnel demandé dans les meilleures conditions possibles. La Défense doit continuer à rechercher le soutien de la population, car l’opinion influence de plus en plus le processus de décision politique. Cette dernière reste le soutien majeur de nos engagements alors que nous devons toujours être capables de justifier notre rôle.

Développer la connaissance mutuelle avec des classes dirigeantes, de moins en moins au fait des choses militaires, est tout aussi indispensable. Confrontées aux évolutions impactant leur fonctionnement ainsi qu’à des pressions budgétaires et organiques croissantes, les armées risquent de devenir un simple service marchand et non plus une institution sociale, alors que la Défense peut grandement contribuer à l’harmonisation du travail en interministériel et jouer un rôle essentiel dans le continuum sécurité-défense. Il convient de privilégier une approche pragmatique, sans esquiver les questions sur les moyens nécessaires à la Défense, et d’être présent dans le champ des idées, afin de respecter l’alignement stratégique entre son idéologie et celle du pouvoir,et ainsi prévenir tout schisme avec les élites dirigeantes.

Cette révolution culturelle à mener, en s’appuyant sur les évolutions positives déjà en cours, ne peut se faire au détriment de notre spécificité, qu’il faut entretenir pour garantir la cohésion des armées. Affirmer notre identité avec vigueur est essentiel à l’heure où la société française s’interroge et semble douter de sa propre cohésion, comme en témoigne le récent débat sur l’identité nationale. La Défense, sous couvert d’engagements à l’extérieur, ne doit pas oublier son rôle social et peut contribuer au développement harmonieux de la société par son exemple et ses savoir-faire[[62]](#footnote-62). Face aux attentes du pays qui se font plus pressantes, le long mûrissement de notre institution reste un des garants de la cohésion nationale pour l’apprentissage des valeurs qui cimentent une nation. Il constitue un modèle d’organisation au service de l’homme et peut contribuer ainsi grandement au bien vivre ensemble dans la société française.

*Issu de la cavalerie blindée, le Lieutenant-colonel ROUQUAYROL est lauréat du concours du Collège interarmées de Défense 2007. Il a été retenu pour suivre une formation spécialisée à l’École supérieure de commerce de Paris (ESCP) où, depuis septembre 2010, il prépare un mastère spécialisé en «management des hommes et des organisations».*



**Frappes de drones au Pakistan:**

**une campagne aérienne bel et bien pilotée…**

#### Par le Chef de bataillon Yann LAMBERT

***Alors que la presse évoque une intensification des frappes de drones américains sur les zones tribales pakistanaises, il paraît intéressant, à l’heure où la France s’interroge sur la nécessité de se doter de drones armés, de tenter de dresser un bilan de ces frappes pour être à même de s’interroger sur les limites que présente l’utilisation de ces moyens. Cet article montrera que les drones ne constituent en rien une panacée et que leur efficacité est conditionnée par l’existence d’un dispositif, à la fois humain et technique, à même de fournir des renseignements précis et actuels afin de savoir où et quand frapper.***

**L**e 28 septembre 2010, le journal *Le Monde* évoquait une brusque intensification des frappes de drones dans les zones tribales pakistanaises[[63]](#footnote-63), y voyant une tentative de la *Central Intelligence Agency* américaine de déjouer un complot terroriste en Europe[[64]](#footnote-64). Relayant des articles du *Wall Street Journal* et du *New York Times*, le quotidien français faisait état d’une forte recrudescence des frappes de drones dans le courant du mois de septembre 2010, avec une vingtaine d’attaques, et évoquait par ailleurs la conduite de trois incursions héliportées américaines en territoire pakistanais. Au-delà du débat de droit international que ces frappes et ces incursions ont généré, et à l’heure où la France s’interroge sur l’éventuelle nécessité de se doter de drones armés de type *Reaper*[[65]](#footnote-65), se pose la question de l’utilité et de l’efficacité de ces frappes. À ce titre, il apparaît pertinent de tenter d’en dresser un bilan avant d’examiner les limites qui peuvent les caractériser.

**Bilan des frappes de drones dans les zones tribales pakistanaises**

Depuis juin 2004, les États-Unis ont procédé à 195 frappes de drones dans le cadre de leur campagne aérienne contre les zones tribales pakistanaises. 185 frappes ont été conduites depuis l’été 2008, illustrant de manière criante l’intensification décrite par la presse et par les sources ouvertes.

Au cours de ces six années, les frappes se sont principalement concentrées sur les territoires des agences pakistanaises du Nord Waziristân (69%) et du Sud Waziristân (26%). Il convient toutefois de noter que cette répartition géographique est largement évolutive et que les attaques suivent les objectifs qui leur sont impartis. La répartition entre ces deux agences s’est ainsi renversée suite aux offensives de l’armée pakistanaise au Sud Waziristân. Les frappes visant cette agence sont passées de 51% à 7% entre 2009 et 2010. Parallèlement, la proportion s’est renforcée pour le Nord Waziristân (91% des frappes de l’année 2010 contre 42% en 2009) où bon nombre de militants ont trouvé refuge lors des opérations pakistanaises.

Depuis 2006[[66]](#footnote-66), les attaques de drones auraient fait 1.600 morts parmi les terroristes et les insurgés que visent les missiles américains. Ce chiffre cache une augmentation de l’efficacité des frappes, qui causent un nombre de morts de plus en plus important (près de dix morts par frappe en 2009 contre huit en 2008).

Il apparaît clairement que le principal objectif des frappes de drones est de viser et d’éliminer l’état-major du groupe terroriste Al Qaïda et ses cellules opérationnelles réfugiées dans les zones tribales pakistanaises, afin de leur interdire de frapper l’Europe ou les États-Unis. Les attaques ont ainsi visé des zones réputées accueillir des autorités ou des opérationnels qaïdistes, ainsi que leurs infrastructures de commandement ou d’entraînement. Selon les données fournies par les sources ouvertes[[67]](#footnote-67), 16 membres de l’état-major d’Al Qaïda auraient ainsi péri depuis janvier 2008.

L’objectif secondaire assigné à la campagne semble être de perturber le commandement et la logistique de l’insurrection afghane dont les instances sont réfugiées au Pakistan. Les frappes s’inscrivent ainsi pleinement dans l’actuelle doctrine américaine de contre-insurrection, permettant de s’affranchir de l’obstacle des frontières internationales décrites par David Galula comme favorisant l’insurrection[[68]](#footnote-68). La nature des zones visées confirme cet état de fait, dans la mesure où l’agence du Nord Waziristân concentre l’essentiel des attaques de drones, particulièrement dans la région de Miram Shah, qui est réputée constituer le fief pakistanais du réseau Haqqani, l’une des composantes de l’insurrection afghane, et accueillir par ailleurs bon nombre de militants du jihad international.

Au-delà de ces deux objectifs, les frappes de drones visent également les groupes terroristes menaçant la stabilité de l’État pakistanais, au premier rang desquels figure le Tehrek e Taleban Pakistan (TTP). Plusieurs journalistes émettent à cet égard l’hypothèse d’une collaboration américano-pakistanaise, laquelle expliquerait que les protestations du Pakistan à l’encontre de ces frappes restent somme toute symboliques[[69]](#footnote-69). Le meilleur exemple d’objectif partagé par les Pakistanais et les Américains est sans doute l’élimination, le 5 août 2009[[70]](#footnote-70), de Baitullah Mehsud, alors chef du TTP.

Ayant constaté que les frappes de drones, semblant poursuivre des objectifs précis et viser à affaiblir à la fois les organisations terroristes internationales et les instances de l’insurrection afghane, localisées dans les zones tribales pakistanaises, ont connu une nette recrudescence au cours des trois derniers années, il convient maintenant d’examiner la question de leurs limites.

**Les limites de l’utilisation des drones et débat stratégique afférent à ces dernières**

Les frappes de drones soulèvent deux difficultés. La première, d’ordre éthique, concerne la question des victimes civiles collatérales alors que la seconde, d’ordre stratégique, tend à mettre en doute leur efficacité.

Depuis 2006, les frappes de drones auraient fait 104 victimes civiles[[71]](#footnote-71). Cette estimation résulte des chiffres publiés par la presse pakistanaise et des communiqués issus à la fois des armées américaines et des groupes insurgés et militants. Remarquablement bas, ce chiffre est à mettre en perspective avec le nombre de frappes et les pertes enregistrées parmi les militants. Les experts américains estiment que la précision des frappes augmente et que celles-ci causent de moins en moins de victimes collatérales, lesquelles représentaient 9,5% des victimes entre 2006 et 2009, ce chiffre étant passé à 8,5% depuis 2009.

Au-delà de ce chiffre, se pose toutefois la question de l’utilité de ces frappes qui, en dépit de leur nombre et des pertes causées, ne mettent pas à mal la volonté des individus ciblés, ne les amenant pas à cesser leurs activités terroristes et n’incitant pas les groupes insurgés afghans à négocier. Ainsi, le réseau Haqqani maintient sa position radicale en dépit du fait qu’il est l’un des principaux objectifs des attaques de drones, ayant essuyé 51 frappes tout en ne subissant au final que 8 pertes significatives dans sa hiérarchie. Le débat sur l’efficacité des drones rejoint ainsi celui sur la primauté à accorder, conformément aux théories John Warden[[72]](#footnote-72), à l’arme aérienne, et il est intéressant de constater que la campagne aérienne officieuse contre les zones tribales pakistanaises soulève peu ou prou les mêmes doutes que celle de l’OTAN au Kosovo en 1999 et celle d’Israël au Liban en 2006.

Nombreuses sont les voix, parmi la communauté militaire américaine comme parmi celle du renseignement, se prononçant en faveur d’incursions en territoire pakistanais pour y procéder à des coups de main contre des «cibles de haute valeur»[[73]](#footnote-73). En octobre 2010, l’*Institute for the Study of War*, l’un des multiples «*think tanks*» américains s’intéressant aux affaires de défense, a ainsi publié un rapport[[74]](#footnote-74) consacré au réseau Haqqani préconisant non seulement d’intensifier encore davantage la campagne de frappes de drones, mais aussi de mener des opérations de forces spéciales au Pakistan. Si des rumeurs persistent au sujet de l’existence de tels raids, les États-Unis n’ont reconnu avoir conduit qu’une seule opération le 3 septembre 2008[[75]](#footnote-75). L’ampleur des protestations d’Islamabad avait alors montré que le Pakistan conserve entière sa susceptibilité quant à sa souveraineté: quand bien même il tolère que les États-Unis procèdent à des tirs de missiles depuis les plates-formes que sont les drones armés, les protestations d’Islamabad cessent d’être symboliques dès lors que son territoire subit des attaques terrestres. Il y a fort à parier que de telles incursions ont peu de chances d’être renouvelées tant les conséquences internationales, à la fois politiques et juridiques, paraissent importantes.

**En conclusion**, il convient de considérer les drones armés comme un outil de plus dans un arsenal militaire. S’ils présentent des avantages incommensurables en termes de coût, de rayon d’action et d’endurance, il convient néanmoins de souligner qu’ils ne sont efficaces que si leur utilisation s’inscrit dans le prolongement d’un dispositif de renseignement, à la fois humain et technique, performant et pérenne. En tout état de cause, les frappes de drones ont au moins le grand mérite, dans l’actuel contexte de débat sur la stratégie à suivre en Afghanistan, de rappeler le but initial de l’entrée en guerre des États-Unis en octobre 2001: détruire Al Qaïda.

*Fantassin, le Chef de bataillon LAMBERT suit actuellement, au titre du diplôme technique, un mastère 2 de géopolitique de l’École normale supérieure et de l’université de Paris I.*



**Bienvenue en Absurdistan!**

# Absurdités et arrière-pensées

# autour de la zone démilitarisée en Corée

## *Par le Commandant Johann DAVID[[76]](#footnote-76)*

***La zone démilitarisée entre les deux Corée accumule en apparence des traits absurdes. Un coup d’œil du côté des stratégies des acteurs en présence permet de leur donner du sens.***

***«Dans l’histoire du monde, c’est encore l’absurde qui a le plus de martyrs»***

(Edmond et Jules Goncourt)

**«B**ienvenue en Absurdistan!» est la formule d’accueil préférée du colonel Kasparis, commandant en second la délégation suisse à Panmunjom, en 2010, lorsqu’il entame une présentation sur la **«zone** **démilitarisée» (DMZ)**[[77]](#footnote-77) qui s’étend entre les deux Corée depuis 57 ans. Ces mots évoquent, pour lui, le paradoxe quotidien de l’unité à laquelle il appartient, la **Commission de supervision des nations neutres (NNSC)**[[78]](#footnote-78), paralysée depuis des années, ainsi que celui de la DMZ, qui mérite si peu son nom. On peut également le soupçonner de penser à la commission d’armistice du **Commandement des Nations Unies (UNCMAC)**[[79]](#footnote-79), la commission chargée du contrôle de l’application de l’accord d’armistice de 1953 entre les deux Corées, voire aux relations mouvementées de *l’United Nations Command* (*UNC*) avec chacune des deux Corée.

A Panmunjom, la formule fait sourire, car elle rappelle avec justesse combien la réalité heurte parfois le sens commun. Mais tout cela n’a-t-il vraiment pas plus de sens qu’une gigantesque pièce de théâtre absurde? Rien n’est moins sûr et, sans verser dans une énième théorie du complot, il faut bien admettre que certains faits aberrants découlent directement de la volonté des acteurs de cette crise perpétuelle.

### **Panmunjom, la DMZ, les relations UNC-Corée: un décor absurde**

Tout d’abord, les deux commissions issues de l’accord d’armistice (la NNSC et l’UNCMAC) ne devraient plus exister depuis longtemps. La NNSC avait été créée pour s’assurer que les anciens belligérants se contentaient de relèves de personnel de part et d’autre de la DMZ et ne se livraient pas à une montée en puissance qui aurait mené vers une reprise des hostilités. Constituée de représentants de deux pays désignés par le Sud (Suisse et Suède) et de deux pays désignés par le Nord (Tchécoslovaquie et Pologne), elle était chargée de surveiller cinq carrefours stratégiques au Nord et cinq ports au Sud. Cependant, dès 1956, la délégation tchécoslovaco-polonaise est expulsée de Corée du Sud pour espionnage et la délégation helvético-suédoise est expulsée du Nord en représailles. Dans l’impossibilité de remplir sa mission, la NNSC survit pourtant et se réunit toujours toutes les semaines depuis 54 ans à Panmunjom, même après que Pyongyang eut congédié les Polonais et les Tchécoslovaques après leur reniement du communisme au début des années 90. Quant à la commission militaire d’armistice, sa mission de surveillance de l’application de l’accord d’armistice est fragilisée quelques semaines seulement après la signature de ce dernier, à la suite de l’implantation de plusieurs dizaines de postes avancés dans la DMZ par la Corée du Nord, puis par la Corée du Sud et l’UNC en réaction. Dès cette date, la DMZ n’est déjà plus démilitarisée car les deux camps y remettent en place des champs de mines et y mènent des opérations d’infiltration et des coups de main sporadiques pendant des années. Comme son autre mission est la «résolution de tous problèmes par la discussion», la commission d’armistice survit pourtant longtemps elle aussi en tant que lieu de négociations à caractère politico-militaire entre le régime nord-coréen et l’UNC. La partie de cette commission fournie par l’UNC et la Corée du Sud (l’UNCMAC) existe et fonctionne toujours aujourd’hui, bien que Pyongyang ait retiré sa délégation en 1991 et décrété que cette institution bilatérale n’était plus légitime.



*Octobre 2010, un appelé sud-coréen monte la garde à Panmunjom. A gauche, la salle de pourparlers de l’UNCMAC. En face sur le toit du bâtiment gris, des dignitaires nord-coréens en visite du côté Nord*

Un autre grand acteur de cette pièce tragi-comique est bien sûr l’UNC. Si l’*«United Nations Command»* agit sous le drapeau des Nations Unies, aucun fonctionnaire de l’ONU ne sert pourtant en son sein et cette dernière n’a pas d’autorité visible sur l’UNC, dont 99% des membres appartiennent à l’armée américaine. La résolution 84 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (juillet 1950) a en effet entièrement délégué aux États-Unis la résolution du problème causé par l’agression nord-coréenne du 25 juin 1950, qui a déclenché la guerre de Corée. Commandement regroupant initialement l’ensemble des troupes envoyées par des pays membres de l’ONU dans la guerre, il est bien difficile aujourd’hui de différencier l’UNC du commandement des troupes américaines en Corée (USFK). En cas de guerre, l’UNC est supposé prendre le commandement opérationnel sur la division d’infanterie américaine encore présente sur le territoire…ainsi que sur l’ensemble de l’armée coréenne (plus de 650.000 hommes, soit 22 divisions d’active dotées d’équipements modernes). Comme l’effectif des troupes américaines présentes a graduellement baissé et qu’elles se sont progressivement retirées des missions de première ligne (retrait de la 2ème division d’infanterie du secteur de Panmunjom en 1991), ce sont aujourd’hui les soldats sud-coréens qui surveillent la zone démilitarisée…issue d’un accord d’armistice que la Corée du Sud a refusé de signer. Enfin, l’UNC contrôle *de facto* l’UNCMAC, elle aussi en très large majorité constituée de militaires américains, et la NNSC, dont elle fournit l’essentiel de la logistique, ce qui nuit évidemment au statut d’acteur objectif et non engagé que ces deux commissions revendiquent face à la Corée du Nord.

**Derrière l’absurde se cachent pourtant des agendas**

La Corée du Nord joue évidemment un rôle dans le côté absurde de la situation, en tant qu’acteur particulièrement doué pour les déclarations officielles ubuesques. En dehors de ses menaces quasi mensuelles de réduire Séoul en cendres, ses postures changeantes et opportunistes favorisent les incohérences. Depuis 1953, Pyongyang a, par exemple, dénoncé l’accord d’armistice à une demi-douzaine de reprises pour, quelques mois plus tard, s’en prévaloir pour accuser la Corée du Sud ou l’UNC de violations de ce même accord. Derrière ces gesticulations, il est cependant facile de deviner une stratégie visant à décrédibiliser les entités issues de l’armistice (NNSC, UNCMAC), et donc à fragiliser la légitimité de la présence américaine en Corée du Sud.

Les États-Unis suivent une logique opposée et cherchent à préserver la fiction d’un accord d’armistice encore respecté dans ses grandes lignes. Ils déploient beaucoup d’efforts dans ce sens, car la seule disposition qui n’ait pas été sérieusement violée était la reprise des hostilités…avant la destruction de la corvette sud-coréenne Choenan en mars 2010 et l’échange de presque 300 obus et roquettes d’artillerie entre Nord et Sud-coréens autour de l’Ile de Yeonpyongdo le 23 novembre 2010. Les États-Unis soutiennent donc clairement la survie de commissions telles que la NNSC et l’UNCMAC, et encouragent leurs alliés à participer à leurs activités de contrôle de l’armistice et de la DMZ. La Nouvelle-Zélande, le Danemark, le Canada et, de façon beaucoup plus rare, la Grande Bretagne et la France, y envoient des officiers, tandis que les attachés de défense de 16 des pays ayant participé à la guerre de Corée participent encore, selon un système de roulement, aux inspections de «postes d’observation» sud-coréens dans la DMZ. Ces actions permettent à l’UNC de préserver laborieusement son statut d’état-major multinational, statut utile pour légitimer la présence militaire américaine dans la péninsule et impliquer presque automatiquement ces pays aux côtés des États-Unis en cas de crise armée avec la Corée du Nord. Les États-Unis estiment probablement aussi que l’existence de ce vieil accord d’armistice fonctionne encore comme un obstacle symbolique apte à modérer l’agressivité des gesticulations nord-coréennes. Les opérations en Afghanistan et en Irak ayant conduit les États-Unis à réduire les troupes stationnées en Corée, Washington tient évidemment à éviter d’avoir à engager ses réserves stratégiques en cas de conflit, même limité, dans ce secteur.

La Corée du Sud se plie quant à elle assez volontiers à la mascarade, afin de préserver le plus longtemps possible la présence militaire américaine à ses côtés face au Nord. N’oublions pas que depuis la présidence de Jimmy Carter, les États-Unis cherchent à se désengager en douceur du conflit intercoréen, mis à part leur volonté d’empêcher Pyongyang de se doter d’armes nucléaires. De la part de Séoul, il ne s’agit cependant pas vraiment d’un aveu de faiblesse face à une armée nord-coréenne nombreuse, mais aux équipements obsolètes et à la logistique probablement déliquescente. Mais le gouvernement sud-coréen identifie la présence de la communauté internationale, et surtout des Américains, à ses côtés comme un facteur clé de la résolution d’un éventuel conflit armé et de la limitation de ses dégâts économiques. Or, nombreux sont les Sud-coréens qui estiment que fin juin 1950, quand les États-Unis prennent leur décision d’intervenir, ce ne sont pas les accords d’assistance bilatérale qui font la différence, mais que c’est bien l’implication de soldats américains sur le terrain dans la retraite face à l’assaut nord-coréen qui est déterminante. Logiquement, Séoul souhaite donc avoir un maximum de militaires étrangers, en particulier américains, à proximité de la DMZ, pour être sûr qu’en cas de conflit, leur sort funeste déclencherait immédiatement l’arrivée des brigades expéditionnaires de Marines dans la péninsule et l’implication directe de la communauté internationale à ses côtés, même en cas de doutes sur l’identité du responsable de la reprise des hostilités. Cependant, il serait plus confortable pour Séoul que l’UNC se cantonne sagement dans ce rôle de bouclier humain, et le gouvernement sud-coréen exprime régulièrement son agacement quand le général Sharp, commandant l’UNC et les USFK, lui adresse des conseils d’ordre sécuritaire ou veut influer sur sa stratégie dans la DMZ. Ainsi, la tension entre Séoul et l’UNC était palpable quand, quelques jours après l’incident de Yeonpyongdo, le général Sharp a fait pression pour limiter le nombre d’employés sud-coréens se rendant dans le complexe industriel intercoréen de Kaesong (10 km au nord de la DMZ), ou pour retarder la reprise des exercices de tirs d’artillerie à partir de Yeonpyongdo.



*Une position de tir de 155mm, à Yeonpyongdo, le 9 décembre 2010. Notez les impacts d’éclats d’obus sur le bunker*

##### Conclusion

«Bienvenue en Absurdistan!» La formule fonctionne donc bien en apparence à Panmunjom, dans la DMZ et dans le cadre des relations entre l’UNC et les deux Corées. Malgré tout, il serait naïf de n’y voir que l’héritage sclérosé et insensé d’une crise que l’on pourrait aussi qualifier de fossile de la guerre froide. Car, si vue de l’extérieur, la situation paraît absurde, chacune des parties prenantes y voit sa propre logique en œuvre. Elle n’est donc ni complètement subie par chacun d’eux, ni vraiment irrationnelle.



*Octobre 2010, des appelés sud-coréens prêts à riposter, face à la DMZ…*

Et puis, même pour un œil aussi distant que possible par rapport à cette question, le côté cocasse de cet imbroglio s’efface finalement devant la tragédie de la vie quotidienne de millions de Coréens du Nord.

*Issu de l’École spéciale militaire de Saint-Cyr (Promotion Commandant MORIN, 1994-1997), le Commandant DAVID a successivement servi au 7ème RA à Nevers puis au 61ème RA à Chaumont, où il a commandé l’unité de maintenance régimentaire. Après avoir suivi une scolarité de trois ans en coréen et en chinois à l’Institut national des langues et civilisations orientales, il a servi au sein de l’UNCMAC en Corée d’août à décembre 2010 avant de suivre le Cours supérieur de l’école d’état major sud-coréenne à Daejon au premier semestre 2011.*



**Guerre en Libye,**

**une appréciation militaire**

*Par le Colonel Michel Goya*

**L’**opération en cours s’inscrit dans le cadre d’une résolution des Nations Unies. Cette caution des Nations Unies, présentée comme un substitut à la déclaration de guerre parlementaire nationale, donne la légitimité à l’action militaire, mais au prix de contraintes fortes. Les délais imposés par le processus décisionnel et, il est vrai, les réticences initiales des rebelles et des pays arabes, font intervenir les forces dans un contexte beaucoup plus favorable au colonel Kadhafi qu’au début de la révolution.

Cette résolution 1973 elle-même, obtenue grâce à la neutralité bienveillante de la Russie et de la Chine, décrit un objectif à la fois flou et limité, *«prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la population et les zones civiles»*, tout *«en excluant le déploiement d’une force d’occupation étrangère».* Une intervention terrestre n’est donc pas impossible à condition qu’elle soit brève mais, visiblement, personne ne la souhaite, pour l’instant du moins. Loin de l’unanimité qui avait présidé à la première guerre du Golfe en 1990-1991, cette intervention *a minima* repose sur des bases politiques fragiles.

D’un point de vue militaire, protéger une population civile des forces de sécurité de son propre dirigeant sans chercher à détruire complètement celles-ci par des missions offensives et abattre le régime, est à la fois délicat et incomplet. Cela présuppose que cette action défensive permettra à la rébellion de reprendre le dessus et, par elle-même, de vaincre Kadhafi puis d’assurer ensuite la normalisation de la situation. Il s’agit là de paris risqués.

L’opération «Aube de l’odyssée» poursuit clairement deux objectifs tactiques parallèles. Le premier est d’établir une maîtrise complète du ciel par la destruction de la force aérienne loyaliste, au sol ou en l’air, et de tout son environnement de protection et de commandement. Cet objectif est en cours d’atteinte grâce au brouillage des communications, aux frappes de missiles de croisière et à la mise en place d’un dispositif de surveillance aérienne à base de radars volants et de patrouilles de chasse. Les risques pour la coalition, peu probables mais aux conséquences négatives fortes, sont la perte d’appareils par missiles libyens ou accidents avec la capture d’équipages, et surtout la frappe par erreur de civils. Pour cela, le colonel Kadhafi peut espérer un coup heureux de sa défense antiaérienne et utiliser sciemment la population comme bouclier humain. Il use déjà, et continuera à user de désinformation en présentant régulièrement à la télévision des victimes des bombardements, ce qui n’est pas sans effet auprès des pays réticents à l’intervention. Les gains espérés par la coalition sont à la fois tactiques, en privant Kadhafi d’une force de frappe qui terrorise les populations et désorganise les troupes rebelles, et psychologiques en inversant une dynamique qui était redevenue favorable au dictateur.

Le deuxième objectif est de parer au plus urgent en desserrant l’étau des forces loyalistes près de Benghazi. L’armée loyaliste repose sur deux composantes majeures: les trois brigades blindées de la garde prétorienne de Kadhafi, commandées par des membres de sa famille, et des milliers de mercenaires d’Afrique noire. Avant la crise, l’arsenal des forces libyennes était conséquent avec 2.000 chars de bataille, et presque autant de véhicules de combat d’infanterie et de pièces d’artillerie. Il comprend également quelques dizaines d’hélicoptères d’assaut qui présentent l’avantage d’être beaucoup plus difficilement repérables que des avions. Comme pour la force aérienne, ces moyens ont été considérablement réduits par les années d’embargo, une maintenance déplorable et les nombreuses défections. Il en reste cependant suffisamment pour équiper convenablement une force de quelques dizaines de milliers d’hommes. Cette armée loyaliste est, techniquement et tactiquement, très supérieure aux forces rebelles, motivées mais sans grandes compétences militaires individuelles et collectives. Face à cette menace terrestre, on peut interpréter le mandat des Nations Unies de manière différente depuis la destruction, préalable ou en riposte, des seuls moyens lourds ‒ artillerie, chars ou hélicoptères ‒ à portée de la population civile, jusqu’à la recherche de la destruction totale de l’armée loyaliste, meilleur moyen, après tout, d’assurer la protection. Le fait que la première frappe ait porté justement sur ces forces terrestres témoigne de la volonté de la coalition, et particulièrement de la France, d’aller loin dans cette voie.

Ces cibles sont évidemment beaucoup plus nombreuses et fluides que les bases aériennes. Les éléments statiques, comme les stocks logistiques ou des positions d’artillerie, repérés par reconnaissance aérienne ou par le sol, peuvent être frappés assez facilement. Les éléments mobiles, liés à quelques grands axes le long de la côte, nécessiteront sans doute un guidage au sol par des éléments spécialisés, première étape d’un engagement terrestre. Sauf, encore une fois, choc psychologique et désagrégation rapide de l’armée loyaliste, cette campagne anti-terrestre peut durer plusieurs semaines. Les risques de pertes et de dommages collatéraux sont identiques à ceux de la campagne aérienne, avec une probabilité d’occurrence beaucoup plus importante, surtout si les forces loyalistes apprennent à se diluer, à se camoufler et parviennent à porter le combat à l’intérieur des villes.

Si les rebelles ne réussissent pas à prendre le dessus, on se dirige alors vers un blocage et une partition du pays et, dans ce cas, un engagement terrestre seul (ou peut-être la menace d’un engagement comme en 1999 face à la Serbie) pourra amener une décision. Cette intervention terrestre elle-même peut aller d’un soutien matériel et technique à l’envoi de troupes de combat en première ligne, en passant par la fourniture d’appuis feux plus souples et variés que les frappes aériennes (hélicoptères d’attaque, artillerie). Dans tous les cas, il faudra surmonter des réticences diplomatiques fortes de la part de la Ligue arabe, de la Russie et de la Chine. Une nouvelle résolution des Nations Unies sera sans doute nécessaire, mais elle sera difficile à obtenir.

Techniquement, une intervention terrestre directe à dominante franco-britannique serait, elle, beaucoup plus délicate à organiser que la campagne aérienne. Elle nécessiterait sans doute plusieurs semaines pour réunir des moyens qui, de toute façon, ne permettront pas d’avoir une supériorité aussi écrasante que celle que nous possédons dans les airs. Là encore, une implication américaine et arabe sera sans doute nécessaire pour mener une campagne offensive de grande ampleur, à la manière de l’opération *Tempête du désert* en 1991. À défaut, on pourra se contenter d’une opération de type *Manta* au Tchad en 1983, avec l’établissement d’une ligne de défense, à hauteur de Benghazi probablement, qui servirait de bouclier à des forces rebelles réorganisées et équipées qui, elles, prendraient l’offensive. Les possibilités pour Kadhafi seraient limitées à un renforcement de son dispositif en continuant à faire appel à des mercenaires et à des marchands d’armes de l’ex-Union soviétique. Le recours à des actions terroristes contre les pays de la coalition, comme après les bombardements américains de 1986 et l’échec de l’aventure libyenne au Tchad, ne peut pas être exclu si le dictateur se maintient et retrouve quelques marges de manœuvre.

*In fine*, la chute du régime du Colonel Kadhafi ne débouchera pas forcément sur une normalisation de la situation. On ne peut exclure, un scénario de type irakien ou afghan avec un nouvel État qui tarde à se mettre en place et le maintien ou le développement d’une opposition armée. Quelle sera alors l’attitude de la coalition?

D’ores et déjà, quelques enseignements peuvent être tirés de cette guerre:

* L’Union européenne a une nouvelle fois fait la preuve de son incapacité à s’entendre sur l’emploi de la force armée.
* Moins on est nombreux dans une coalition et plus on est rapide à intervenir. Encore un effort et nous reviendrons enfin aux opérations nationales de la fin des années 1970, qui combinaient courage politique et capacités d’intervention limitées mais rapides. Le taux de réussite des opérations de l’époque était supérieur à celui que l’on a connu depuis le début des opérations «multinationales», sous pavillon ONU ou non.
* Engager la force sans une vision politique claire est un pari très risqué. N’oublions pas que ce n’est qu’après la chute des Talibans en 2001 et celle du régime de Saddam Hussein en 2003 que les vraies difficultés militaires ont commencé.
* La crise libyenne, après les révolutions arabes, l’imbroglio ivoirien et même les catastrophes au Japon, témoigne que ce sont les «cygnes noirs», ces évènements importants et imprévus, qui font l’histoire. Nous devons nous préparer à l’inattendu dans nos processus de décision et dans nos capacités d’action. La Vème république a marqué un progrès considérable en matière de décision d’emploi des forces, jusqu’à ce que les débats paralysants de la république précédente soient transférés à un échelon supranational.
* Nous sommes désormais engagés simultanément dans deux guerres de nature, pour l’instant, très différente, en Afghanistan et en Libye. Il serait peut-être temps de revoir le dogme des «dividendes de la paix». Après tout, c’est par la relance militaire que les États-Unis et l’Allemagne sont sortis de la crise des années 1930, alors que la France s’y maintenait par sa politique d’économies budgétaires à tout crin. Avec un effort maintenu à 3% du PIB depuis les années 1990, nous serions la deuxième puissance militaire au monde et capables de mener seuls la campagne en Libye.

*Le Colonel Michel GOYA a choisi les troupes de marine à sa sortie de l’EMIA en 1990. Il est breveté de l’enseignement militaire supérieur (EMSST, puis 11ème Promotion du CID). Sur le plan opérationnel, il a notamment participé aux opérations Noroit (chef de section), FORPRONU (Sarajevo), IFOR (Sarajevo), CIGOGNE (RCA, commandant d’unité). Docteur en Histoire moderne et contemporaine à Paris IV, il a servi au CDEF et au Cabinet du chef d’état-major des armées. Il est titulaire de la chaire consacrée à "l'action terrestre" au Centre de recherche des Écoles de Coëtquidan (CREC). Il sert actuellement à l’IRSEM comme directeur d'étude du domaine "Nouveaux conflits". Auteur de très nombreuses publications, notamment dans les cahiers du RETEX, c’est un contributeur régulier aux Cahiers du CESAT. Il a publié trois ouvrages remarqués: «****La chair et l’acier****» (Tallandier, 2004), «****Irak, les armées du chaos (2003-2008)****» (Économica, septembre 2008) et «****Res militaris, de l'emploi des forces armées auXXIème siècle****» Économica, février 2010).*



**Quelle(s) doctrine(s)**

**de cyberdissuasion?[[80]](#footnote-80)**



# ..\..\Illustrations- photos identité\Dosse.jpg*Par et*

# *Monsieur le Lieutenant-colonel*

# *Olivier HUBAC Stéphane DOSSÉ*

***En un peu plus d’un demi-siècle, informatique et Web ont profondément modifié nos modes de vie, en bien comme en mal. Sur ce dernier point, il ne se passe pas de jour sans que l’on évoque des cyberattaques. Le cyberespace s’impose désormais comme un espace supplémentaire de confrontation, entre individus certes, mais aussi entre groupes malfaisants et institutions, et entre Nations.***

***C’est ce thème qu’abordent les auteurs. Après un rappel des fondamentaux de la dissuasion en général, puis des principes et des caractéristiques de la dissuasion nucléaire, ils examinent, par une approche comparative, la possibilité d’une dissuasion dans le cyberespace. In fine, ils proposent à la réflexion du lecteur quatre modèles de cyberdissuasion envisageables.***

**À** la suite de la sortie de l’*International strategy for cyberspace,* publié le 16 mai 2011 par la Maison-Blanche, le Pentagone a laissé entendre, début juin, qu’une cyberattaque contre ses intérêts vitaux pouvait être considérée comme un acte de guerre et que les États-Unis seraient ainsi fondés à y répondre par la force. La riposte ne se limiterait pas au cyberespace, mais serait envisagée à l’échelle de tous les espaces de bataille (terre, air, espace, mer et cyber). Cette évolution n’est pas neutre. Jusqu’à présent, les attaques menées depuis le cyberespace n’étaient pas considérées comme relevant *stricto sensu* du champ militaire et du droit international public afférent. La posture adoptée par l’exécutif américain introduit la possibilité de stratégies d’action et d’interdiction incluant le domaine cyber. Dans cette conception, les moyens d’action du cyberespace pourraient donc contribuer à une dissuasion globale et omnidirectionnelle incluant l’intégralité des espaces de bataille.

Si la dissuasion est aussi ancienne que la guerre, elle a cependant rarement fonctionné. S’interroger sur la cyberdissuasion réclame de revenir d’abord sur la définition même de la dissuasion et de ses conditions effectives de mise en œuvre, avant d’envisager le potentiel dissuasif d’une cyberattaque et la façon dont il conviendrait d’imaginer l’utilisation pratique. L’affrontement dans et par le cyberespace alimente aujourd’hui plus d’un fantasme. Après les armes de destruction massive, l’ère informatique permettrait l’avènement d’armes d’un nouveau type, celles dites de perturbation massive, qui seraient à même de plonger nos sociétés contemporaines dans un *black-out* total.

Il devient alors nécessaire de s’interroger dès maintenant sur les fondements possibles d’une doctrine de cyberdissuasion et sur sa pertinence, tant au regard des moyens nécessaires que des différentes cultures stratégiques.

Qu’est-ce que la dissuasion?

La locution «dissuasion» vient du verbe «dissuader», c’est-à-dire du latin «*dissuadere»* qui signifie «persuader». La dissuasion peut donc être définie comme ce qui est de nature, par sa seule existence, à persuader l'ennemi que toute agression ou toute poursuite d’une agression est vaine. Il s’agit donc d’un concept reposant principalement sur un facteur psychologique – la peur – et sur un facteur technique – une capacité de protection ou/et de représailles disproportionnée. C’est la preuve avérée du second facteur qui permet d’induire le premier. Le général Gallois affirmait que «*dissuader, c’est disposer d’un potentiel de représailles dont les effets, si ce potentiel venait à être utilisé, excéderaient pour le candidat à la belligérance les bénéfices qu’il pourrait escompter de l’usage de la force*».

Elle peut cependant revêtir principalement deux stratégies opérationnelles visant l’interdiction:

* passive: les capacités de protection et de défense passive sont telles qu’elles certifient par avance l’échec d’une attaque;
* active: les capacités de riposte et la peur de représailles sont telles qu’elles certifient par avance l’échec de l’action envisagée par l’attaquant.

D’un point de vue strictement historique, la stratégie passive de dissuasion n’a jamais pleinement fonctionné car il existe toujours des moyens de la contourner. Ainsi, les Allemands ont préféré déborder la ligne Maginot en 1940 plutôt que de l’attaquer frontalement. Peut-on imaginer dissuader l’adversaire potentiel d’agir dans ou *via* le cyberespace à l’aune d’un dispositif uniquement passif? Cela signifierait d’être capable de sécuriser totalement les réseaux, d’en faire une muraille sans faille aucune, en profondeur. Cela est plus qu’improbable. Au-delà de la complexité de la mise en œuvre d’un tel «bouclier» pour peu qu’il soit réalisable un jour, cela ne saurait être efficace que s’il est jumelé à une capacité de riposte conséquente, dans le cadre d’une stratégie active. Une défense, aussi technologiquement avancée soit-elle, n’a jamais dissuadé un adversaire déterminé. Encore faut-il lui promettre des représailles en retour en cas de tentative réussie ou ratée d’agression, lui faire craindre d’avoir beaucoup plus à perdre qu’à gagner. Il faudra donc être toujours capable de dissuader activement l’agresseur potentiel par des capacités de riposte, cyber ou non.

La dissuasion peut être omnidirectionnelle, c’est-à-dire qu’elle peut ne viser aucun adversaire prédéfini. C’est dans le cadre de la montée aux extrêmes qu’à la dissuasion se substitue l’intimidation, qui vise quant à elle un adversaire clairement identifié. Cette phase s’accompagne le plus souvent de gesticulations (échanges diplomatiques et démonstrations de force le cas échéant). Durant la période qui sépare la dissuasion de sa mise en œuvre éventuelle, des seuils de montée en puissance peuvent être prévus afin de ménager des échappatoires acceptables pour les parties en présence (ex.: lors de la crise des missiles de Cuba, les États-Unis comme l’Union soviétique ont pu se prévaloir d’avoir obtenu satisfaction).

Pour l’heure, seule l’arme nucléaire a véritablement bouleversé l’art de la guerre en rendant possible de dissuader un adversaire. Sa capacité de destruction sans équivalent et l’impossibilité d’adaptation humaine à ses effets ont remplacé, pour la première fois dans l’Histoire, l’incertitude de la défaite ou de la victoire par la certitude de l’apocalypse. Fondé sur ce constat, le concept actuel de dissuasion repose encore sur le seul nucléaire militaire. Même les projets de défense anti-missiles visent plus à le compléter qu’à le concurrencer sérieusement.

Fondements et caractéristiques de la dissuasion nucléaire

Le fondement premier sur lequel repose la dissuasion nucléaire est la certitude de dommages irréparables et inacceptables pour l’adversaire.

Le second fondement de la dissuasion s’appuie sur la possession d’un arsenal nucléaire crédible et connu (en partie du moins) du ou des agresseurs[[81]](#footnote-81). Pour dissuader, il est impératif que l’ensemble des acteurs ait connaissance des risques encourus. La dissuasion repose sur des vecteurs (missiles balistiques par exemple) qui garantissent la non interception de la riposte, cette dernière étant effective dans un temps très court (de l’ordre de la demi-heure) sur tout point du globe.

Le troisième et dernier fondement est la volonté affichée de se servir de l’arme atomique. Il en découle donc une doctrine d’emploi et une chaîne de commandement spécifique.

Il est à noter que la question de l’attribution (l’identité de l’attaquant) est aussi un souci dans le cadre de la dissuasion entre États militairement nucléarisés. Sans moyen de détecter le départ de tir, il devient difficile de mettre en œuvre une riposte rapide et appropriée.

La dissuasion nucléaire fait le pari de la rationalité des acteurs de la scène internationale. C’est d’ailleurs l’une des raisons pour laquelle elle n’est destinée que dans un cadre d’emploi d’État à État (du fort au fort, du faible au fort et du fort au faible). Elle n’est pensée que pour la prévention de la guerre conventionnelle, c’est-à-dire des conflits militaires à grande échelle, ou des agressions majeures d’autre nature soutenues par un État[[82]](#footnote-82). Elle ne met pas – et n’a pas vocation à le faire – à l’abri des menaces émanant d’acteurs non étatiques (guérillas, terrorismes, mafias…) ou ne mettant pas en péril des intérêts considérés comme vitaux.

Par ailleurs, l’arme nucléaire est à la fois un outil militaire et diplomatique de premier plan. C’est indubitablement un outil de politique étrangère au centre d’un jeu d’alliances subtil et d’affirmation de puissance. La diplomatie, qui a pour mission première de prévenir la guerre sans usage de la force, dispose avec l’atome d’un formidable moyen d’incitation à ne pas agir et d’influencer ainsi les processus de décision. Cela fut le cas dès 1949, lorsque les Soviétiques firent exploser leur première bombe atomique. Face aux deux superpuissances de la Guerre froide, chaque État se rangea sous la protection de l’un ou de l’autre pour bénéficier de son «parapluie nucléaire». La France s’en servit au contraire pour s’émanciper partiellement de ce principe de tutelle. Le même raisonnement prévaut aujourd’hui pour nombre de puissances régionales qui cherchent à s’affirmer (la Corée du Nord, potentiellement l’Iran ou encore l’Égypte et l’Afrique du Sud par le passé). L’arme nucléaire permet d’acquérir un statut important sur la scène internationale. Elle permet *a minima* une dissuasion du faible au fort entre puissances nucléaires et une supériorité sur celles qui ne le sont pas. C’est le fameux «pouvoir égalisateur de l’atome», c’est-à-dire que tous les États ont des points de vulnérabilité (populations, centres de décision, nœuds de communications…) qu’une dissuasion nucléaire peut viser.

La dissuasion nucléaire n’a pas connu pour autant de doctrines figées depuis 1945. Dans un premier temps, avec l’avènement de l’affirmation de l’Union soviétique comme puissance nucléaire, c’est un «équilibre de la terreur» hautement instable qui a prévalu. Le premier des deux qui attaquait avec l’arme atomique était en position d’anéantir l’autre sans craindre de représailles. Les États-Unis, étant persuadés qu’il était plus facile pour un régime non démocratique de lancer une attaque surprise[[83]](#footnote-83), multiplièrent leur arsenal tout en le protégeant afin de disposer d’une capacité dite de seconde frappe. De là naquit alors l’expression de «destruction mutuelle assurée»[[84]](#footnote-84), qui a engendré la doctrine de «riposte graduée» afin de renouer avec un minimum de liberté d’action. De son côté, la France inaugurait la doctrine dite du «faible au fort» ou encore de «dissuasion existentielle»[[85]](#footnote-85).

Le cyberespace et le concept de dissuasion

À partir des caractéristiques du milieu cyber et à l’aune de celles de la dissuasion nucléaire, peut-on imaginer une cyberdissuasion?

Si la dissuasion nucléaire est fondée sur la certitude de représailles inacceptables par l’assaillant potentiel, encore faut-il, avec le cyberespace, que l’attaquant soit vulnérable dans et par le cyberespace. Tous les États ne présentent pas le même degré de dépendance à l’égard du cyberespace.

Aujourd’hui, il existe encore une trop forte incertitude sur les effets provoqués, ou non, par une cyberattaque. Contrairement à la dissuasion nucléaire, il n’y a jamais eu d’exemple de cyberdémonstration de force de grande ampleur, comparable à Hiroshima et Nagasaki. De plus, le problème du retour éventuel contre soi-même d’une attaque informatique dont on maîtrise mal la propagation demeure une préoccupation de l’attaquant potentiel. Cette dernière réflexion est cependant à nuancer car, dans l’hypothèse d’une attaque nucléaire massive, la problématique des retombées radioactives est également une préoccupation mondiale.

Une cyberattaque vise souvent une faille. Dans ce cas de figure, la cyberarme employée ne sert *a priori* qu’une fois contre un même adversaire. Dès qu’elle est réalisée, la victime de l’attaque peut mettre en place des mesures pour réparer ses systèmes et pour corriger la faille qui l’a permise. Il faut donc être en mesure de disposer d’un arsenal «secret» suffisamment puissant pour empêcher l’adversaire de réparer à temps ses systèmes. Pour pallier cette difficulté, il pourrait être envisagé de recourir à un arsenal classique ou à des armes électromagnétiques pour compléter une action offensive menée depuis le cyberespace. Il est des cas cependant où une cyberattaque peut ne pas viser de faille spécifique. Cela est particulièrement vrai pour les attaques par déni de service (saturation des réseaux adverses).

La dissuasion nucléaire, on l’a vu, est transparente, c’est-à-dire qu’elle s’appuie sur des capacités de destruction dont les effets sont connus de tous et sur des doctrines. Sur la question de la cyberdissuasion, cela est nettement plus compliqué. Comment dissuader avec des capacités aux effets non garantis? Comment faire peur à un adversaire potentiel avec un arsenal secret dont les effets sont totalement inconnus de lui? Comment dissuader *via* un espace qui garantit en partie l’anonymat? La dissuasion repose aussi en grande partie sur l’identification claire des acteurs. Si cette dernière est plus complexe dans le cyberespace, il est possible d’identifier dans la plupart des cas les pays par lesquels ont transité les moyens de l’attaque. Il pourrait être envisagé, comme les États-Unis ont tendance à le concevoir, que les États qui ont laissé passer une cyberattaque sur leurs réseaux sont complices de fait de l’attaquant. Comme pour la dissuasion nucléaire, une riposte peut s’avérer cependant politiquement désastreuse en cas d’attribution erronée. La probabilité d’une telle erreur est cependant nettement plus élevée dans le cas d’une attaque par cybercapacités.

Les arguments en faveur d’une cyberdissuasion active reposent sur le postulat qu’un dispositif de cyberattaque est facile à développer et que la cyberdéfense est onéreuse et complexe à mettre en œuvre. Le risque d’agression *via* le cyberespace est donc grand. Aussi, il importe d’afficher une doctrine qui entend répondre à ces attaques de la façon la plus convaincante possible.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Défense forte** | **Défense faible** |
| **Attaque forte** | Dissuasion complète | **Dissuasion par représailles** |
| **Attaque faible** | **Dissuasion par résilience** | **Dissuasion impossible** |

## *Influence des capacités techniques défensives et offensives sur le périmètre possible de dissuasion*

Dans le cadre de la dissuasion nucléaire, aucun système aujourd’hui n’est capable de stopper l’intégralité d’une vague d’ogives nucléaire. Dans le cyberespace, il est toujours possible d’éviter les attaques ou, du moins, d’en réduire significativement les effets.

Pour qu’une cyberdissuasion fonctionne, trois questions doivent être résolues[[86]](#footnote-86):

* Déterminer l'origine de l'attaque (attribution);
* Provoquer la «peur» de dommages irréversibles et inacceptables;
* Être en mesure d’assurer une résilience maximale des réseaux vitaux après attaque.

Une quatrième question pourrait s’avérer contraignante. Les incertitudes juridiques qui prévalent aujourd’hui fragiliseraient très certainement la légitimité d’une doctrine de cyberdissuasion.

Le tableau ci-dessous compare les caractéristiques propres à la seule dissuasion qui ait jamais fonctionné – la dissuasion nucléaire – avec celles de ce que pourrait être la cyberdissuasion:

|  |  |
| --- | --- |
| Dissuasion nucléaire | Cyberdissuasion |
| **Potentiellement omnidirectionnelle** | **Potentiellement omnidirectionnelle** |
| **Offensive et/ou défensive** | **Offensive et/ou défensive** |
| **Garantie des effets immédiats** | **Incertitude sur les effets immédiats** |
| **Prévisibilité des effets secondaires** | **Imprévisibilité des effets secondaires** |
| **Capacités globalement connues (transparence)** | **Capacités cachées ou floues (opacité)** |
| **Capacités crédibles**  **(démonstration de force fondée sur une utilisation historique et des essais)** | **Capacités plausibles**  **(démonstration de force en mode dégradé lors d’attaques ponctuelles)** |
| **Mise en œuvre immédiate** | **Mise en œuvre étalée dans le temps** |
| **Attribution aisée** | **Attribution difficile ou partielle** |
| **Capacité militaire et diplomatique** | **Capacité militaire et diplomatique selon la doctrine retenue** |

Il est à noter que, dans le cas d’une cyberdissuasion, l’opacité est aujourd’hui de mise pour obtenir l’avantage psychologique sur l’adversaire potentiel. C’est l’inverse qui prévaut dans la dissuasion nucléaire.

Après avoir brièvement exposé les principes d’un concept de cyberdissuasion, il convient maintenant d’évoquer comment il pourrait être possible de dissuader concrètement.

Les doctrines de cyberdissuasion possibles

Contrairement à la théorie stratégique, la doctrine est une pensée à vocation pratique qui examine les voies qui permettent de réaliser l’objectif stratégique. Il s’agit ici de réconcilier les principes généraux issus de la théorie avec les capacités actuelles et probables, avec l’environnement à la fois politique, économique et technique, et avec la prise en compte de notre culture stratégique afin de forger une unité de pensée débouchant sur l’unité d’action. En somme, le rôle d’une doctrine de cyberdissuasion vise à dégager de la pluralité des débats actuels «*une ligne d’action pragmatique et efficace*»[[87]](#footnote-87).

En adaptant les modèles dissuasifs issus du nucléaire aux spécificités du cyberespace, il est possible de déterminer succinctement plusieurs modèles applicables, selon les contextes stratégiques propres à chaque pays.

Un premier modèle pourrait être fondé sur une capacité offensive mais aux contours flous. Il requiert également une résilience très élevée en posture permanente, en cas d’échec de la dissuasion, de façon à limiter, voire annihiler les effets d’une attaque adverse. Dans ce modèle, le secret autour de la capacité de frappe et l’évolutivité technologique assumée de l’arsenal ont pour but de créer la peur et d’augmenter significativement l’incertitude de l’adversaire potentiel. Cette posture, qui peut être omnidirectionnelle, peut s’avérer risquée si le secret ne peut être préservé. Elle peut permettre de mettre en place une dissuasion valable pour tous types d’adversaire (fort ou faible) et offre l’intérêt de s’appliquer à des acteurs non étatiques ne participant pas à une dialectique dissuasive. Pour la crédibilité de ce modèle, des démonstrations cyber partielles de puissance doivent être effectuées dans un cadre conventionnel. Il est presque certain que la plupart des membres d’organisations de hackers, comme *Anonymous*, lanceraient beaucoup moins d’attaques contre un État qui aurait traqué, disloqué et neutralisé, avec une volonté implacable, un groupe similaire.

Un deuxième modèle pourrait s’appuyer sur la menace d’attaque préventive et décisive au moindre signe de menace provenant d’un adversaire. Dans ce cadre, la résilience peut apparaître comme secondaire. Par une frappe massive avec tous les moyens disponibles, il s’agit de menacer de neutraliser un adversaire qui pourrait s’apprêter à mener des actions de grande ampleur. Cette posture reste difficilement défendable au regard du droit international, même si elle est sans doute efficace du fort au faible. Ce type de modèle semble plus applicable par un État non démocratique, en marge de la communauté internationale, comme la Corée du Nord.

Il est également possible de concevoir un modèle lié à la menace de représailles massives et immédiates dans le cyberespace ou à une atteinte aux intérêts vitaux dans ce même cyberespace. Il se rapproche du précédent modèle, mais offre l’avantage d’être compatible avec le droit international, notamment l’article 51 de la Charte des Nations unies, ainsi que de pouvoir s’appliquer du fort au fort ou du fort au faible. Néanmoins, la résilience serait, dans ce cas, primordiale. Cette dissuasion pourrait ainsi être efficace entre deux puissances numériques comparables, assumant leurs potentielles actions militaires dans le cyberespace comme les États-Unis et, depuis peu, la Chine.

Un dernier modèle reposant sur une riposte graduée pourrait également servir de base à la cyberdissuasion. Il s’agit de proportionner strictement la riposte aux moyens employés par l’adversaire pour le décourager d’utiliser les moyens plus puissants dont il pourrait disposer. Ce modèle offre des marges d’appréciation et une liberté d’action importantes au plan politique, ce qui le rend particulièrement attractif. S’appuyant sur une résilience forte, il comprendrait trois phases successives de montée en puissance:

* une frappe, réversible ou non, à titre d’avertissement, se limitant intentionnellement au cyberespace;
* une frappe principalement électromagnétique permettant de détruire tout ou partie du cyberespace contrôlé par l’adversaire;
* une frappe avec tous les moyens disponibles (cyber ou non).

Ce modèle, que l’on peut qualifier de «dissuasion globale» ‒ en ce sens qu’il inclut l’ensemble des capacités de dissuasion, y compris potentiellement nucléaire ‒ n’est vraisemblablement utile que face à un adversaire connu et structuré, dont la puissance numérique importe peu. Il implique mécaniquement de reconnaître que l’on peut être touché par son adversaire et de faire valoir une volonté inébranlable de riposte tout en laissant la porte ouverte à une désescalade du conflit.

À l’heure de cybermenaces pouvant viser nos intérêts vitaux, qu’ils soient de nature militaire ou civile, il importe de réfléchir aux modalités d’établissement d’une paix durable dans le cyberespace. Deux stratégies globales sont envisageables: un traité mondial de désarmement prônant le principe de neutralité et d’inviolabilité de certaines parties du cyberespace, définissant ce qui est de l’ordre de la souveraineté des États ou non, ou la mise en place de doctrines de cyberdissuasion conjointement à une adaptation du droit de la guerre. Comme dans le domaine nucléaire, la seconde permettrait d’assurer un équilibre stratégique dans le cyberespace, en attendant que la première puisse être un jour effective. Les discussions initiées par l’OTAN autour des *global Commons[[88]](#footnote-88)* doivent, à ce titre, faire l’objet d’une attention toute particulière. Le cyberespace, «nouvelles Thermopyles», étant devenu un lieu d’affrontement, pour reprendre les termes de M. Francis Delon[[89]](#footnote-89), secrétaire général de la Défense et de la sécurité nationale, la cyberdissuasion apparaît comme une nécessité pour la stabilité internationale, avant que le désordre croissant n’en vienne un jour à compromettre les immenses possibilités de développement économique et culturel qu’il représente.

*Saint-cyrien et juriste de formation, M. Olivier HUBAC est consultant senior à la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS). Il travaille notamment sur l’évolution des doctrines militaires et les nouvelles menaces. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et d'articles sur les conflits armés.*

*Le lieutenant-colonel DOSSÉ est officier des Transmissions de l'armée de Terre. Breveté, titulaire d’un mastère de droit en sécurité internationale et défense, il a suivi un mastère spécialisé en conception et architecture des réseaux, à Télécom Paris Tech, dans le cadre de l’enseignement militaire supérieur scientifique et technique. Il a co-dirigé avec Olivier KEMPF la réalisation de l'ouvrage collectif «Stratégies dans le cyberespace», préfacé par le Général d'armée (gendarmerie) WATIN-AUGOUARD. Il est l'auteur de plusieurs articles sur la guerre électronique et la stratégie dans le cyberespace.*



**«Gagner les cœurs»:**

**une démarche marketing**

*Par le Chef de bataillon (TA) Olivier PINARD LEGRY*

***Le marketing est une discipline utile pour comprendre les conflits actuels où la victoire réside davantage dans la conviction de la population que dans la destruction de l’ennemi. C’est au travers du concept-clé de «brand platform» et sur l’exemple afghan que l’auteur met en lumière l’intérêt militaire du marketing.***

**L’**armée française, comme les autres armées occidentales, conduit et conduira de plus en plus d’**opérations au cœur des populations**[[90]](#footnote-90). La population devient **enjeu des conflits**, entend-on souvent. Cependant, le terme «enjeu» renvoie à l’image d’une population passive qui attendrait, telle un trophée, le résultat d’un conflit pour se donner au vainqueur. Elle est, en fait, plus qu’un simple enjeu; elle est même, en pratique, l’**arbitre des conflits** car c’est elle qui, en grande partie, décrète la victoire et donc décide du vainqueur.

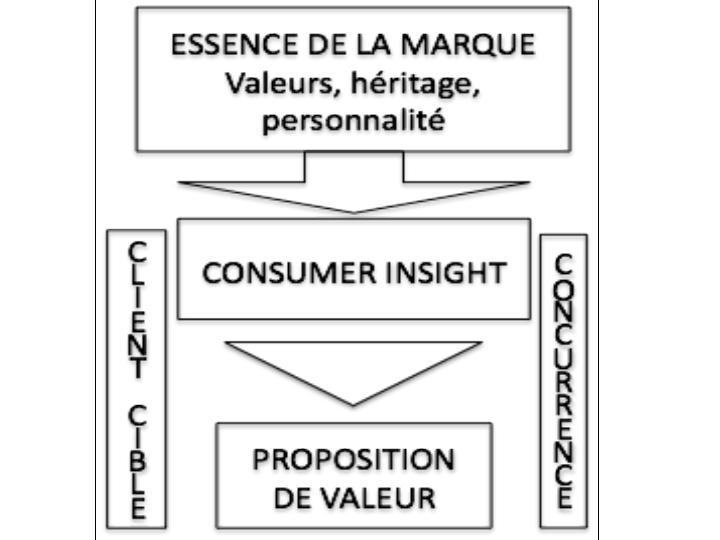
Nous arrivons à la genèse de notre propos: il semble intéressant de comparer cette population, arbitre entre des belligérants, et le client, arbitre entre deux concurrents. Ainsi, si le *marketing* s’est inspiré de la stratégie militaire, pourquoi ne pas procéder aujourd’hui en sens inverse et **chercher dans les principes et les méthodes de stratégie marketing ce qui peut être utile à comprendre et à résoudre un problème militaire dans le contexte actuel des conflits au sein des populations**. Le marketing, c’est formuler une offre de valeur supérieure à la concurrence pour attirer et retenir le client. C’est le convaincre d’acheter notre produit plutôt que celui de la concurrence. Le combat au sein des populations, c’est gagner les cœurs, convaincre la population de se ranger à la cause que nous défendons plutôt que de gonfler les rangs ennemis.

Nous nous inspirerons, dans ce propos, de l’**exemple afghan** dont l’actualité animera notre argumentation et au sujet duquel nous tâcherons d’apporter, grâce à cet éclairage marketing, un regard neuf. Nous considérerons la population afghane comme un client ayant à choisir entre deux offres émanant de deux belligérants, la coalition et les insurgés.

Nous articulerons notre propos autour d’un concept-clé en marketing, **concept qu’on appelle la *brand platform****,* détaillé dans le schéma ci-contre. Il s’agit d’un guide de pensée qui permet de cheminer de la notion de marque (qui sommes-nous, quelle est notre personnalité, quelles sont nos valeurs et nos héritages?) jusqu’à l’élaboration d’une offre, en passant par l’analyse du client et de la concurrence. Ainsi, nous aborderons la **notion de marque**, nous la confronterons ensuite aux deux acteurs clés que sont **le client** et **la concurrence,** et nous finirons par la notion de **proposition de valeur**, en particulier au sujet du conflit afghan.

# La notion de marque

En marketing, la notion de marque est clé. Celle-ci est l’identité d’un produit ou d’une gamme de produits. Elle porte en elle une **personnalité**, des **valeurs** et un **héritage**. Ces éléments permettent de créer une relation subconsciente entre le produit et le consommateur, une relation spécifique différenciée de ce que propose la concurrence, appelée le ***consumer insight****.*

Projetons-nous maintenant en Afghanistan, où la coalition doit «convaincre la population», forme un peu moins naïve du «gagner les cœurs». **La coalition, tout d’abord, a une marque, l’OTAN**, une sous-marque des USA en passant. Cette marque porte en elle un **héritage**. C’est un complexe mélange de colonialisme, incarné par les Britanniques, et de lutte antisoviétique dans laquelle, au-delà des Américains, les Français et leurs *French Doctors* restent présents à l’esprit de nombre de Tadjiks. Cet héritage, c’est aussi le fruit de quelques années de présence sur le sol afghan, avec des réussites mais aussi des échecs, notamment la dramatique question des dommages collatéraux. La marque OTAN porte aussi en elle une **personnalité**, celle d’un bloc occidental riche et puissant, quasiment exclusivement chrétien; l’identité d’un croisé des temps moderne lui colle à la peau. Enfin, cette marque est porteuse de **valeurs**, de la démocratie à l’égalité entre hommes et femmes.

De ces éléments portés par la marque OTAN, nous pouvons imaginer **l’*insight***, le message inconscient de cette marque pour le consommateur, c’est-à-dire pour l’Afghan. Si ce message varie d’un Afghan à l’autre, il pourrait se résumer à celui-ci pour un Afghan encore indécis (celui-là même qui est notre client-cible): **«Cette organisation néo-coloniale en combat contre l’Islam, venue initialement me libérer de l’obscurantisme taliban, vient bousculer mon quotidien. Ses chars et ses avions ont fait tomber nombre de mes frères innocents alors que ses soldats disent m’apporter la sécurité. Ils soutiennent un gouvernement corrompu alors qu’ils disent vouloir mettre en place le plus parfait des régimes, la démocratie. Peut-être, cependant, peuvent-ils améliorer ma situation, car ils veulent m’ouvrir sur un monde moderne qui m’attire au fond de moi et, surtout, car ils sont très riches et viennent dépenser leurs dollars chez moi et pour moi».**

Voilà donc ce à quoi «l’Afghan lambda», non encore acquis à la cause insurgée, pense quand il voit un drapeau de l’OTAN. À l’instar d’un consommateur qui voit dans une marque un message, **la population considère une force militaire qui est sur son sol par le biais d’un message souvent inconscient.** L’approche «*marketing*» aide à comprendre cela.

# La clientèle et la concurrence

Poursuivons donc notre cheminement dans la *brand platform*,et analysons les notions de clientèle et de concurrence avant d’arriver à la proposition de valeur.

Pas de marketing sans client, cela semble évident, tout comme d’ailleurs pas de guerre au sein des populations sans population. Le client est donc clé dans l’élaboration d’une stratégie marketing. Celui qui nous intéresse n’est pas toute la population qui techniquement peut acheter un produit. C’est pourquoi il convient d’abord de **segmenter la population** pour **cibler un segment particulier** de clients potentiels, ceux dont les besoins sont en phase avec l’image du produit, ceux qui pourront assurer au produit des ventes fortes et pérennes. Ensuite, il faut **connaître le client ciblé**. En marketing, de très nombreuses techniques sont utilisées, du sondage au *data mining*. Cela permet de comprendre le client, et sa demande actuelle et future.

De la même façon, dans une opération militaire au sein des populations, et nous conserverons notre exemple de l’Afghanistan, il est primordial de cibler et de connaître le «client» susceptible d’adhérer à l’offre de la marque OTAN. Il n’est pas l’insurgé, car celui-ci est perdu d’avance; il n’est pas l’élite politique de Kaboul, car elle est bien trop peu nombreuse pour que l’on puisse se satisfaire d’en faire les clients de l’OTAN. Il est, en revanche, autant l’Afghan des quelques régions pacifiques du nord du pays (qui a avant tout besoin de développement) que celui du Helmand (qui a besoin de sécurité tout autant que de développement).

**Ainsi, le client est le paysan afghan, non acquis aux insurgés, qui veut de la sécurité et du développement dans des proportions qui dépendent de son lieu de résidence.**

Face à la concurrence, ensuite, il est primordial de **déterminer si l’on est leader ou challenger, voire suiveur**. Le leader étant plutôt en mode défensif, les autres doivent être offensifs dans leur proposition. Toutes ces stratégies peuvent être résumées en trois stratégies *marketing* génériques, baptisées stratégies de Porter. Soit on cherche à **dominer par les coûts**, soit on cherche à **se différencier**, soit on **se concentre sur un segment** pour en devenir leader. Si la première est plutôt une stratégie de leader, les deux autres sont plus adaptées aux challengers et suiveurs.

En intervenant, comme c’est le cas en Afghanistan, dans un pays hôte, il est très difficile ‒ voire impossible ‒ d’être leader. Généralement, en essayant de nous positionner sur un marché où la concurrence est déjà bien établie, nous sommes plutôt en **position de challenger**[[91]](#footnote-91). C’est l’insurgé qui est leader et qui a opté pour une domination par les coûts, humains et matériels, qu’il inflige à l’OTAN. Pour le challenger que nous sommes donc, si la concentration sur un segment est une stratégie qui manque de sens quand on se revendique d’une approche globale, **la différenciation semble une stratégie pertinente**. Il convient alors de proposer au peuple afghan une offre différente de celle des insurgés, dont l’offre est celle d’un nouveau régime taliban qui était un régime stable et beaucoup moins corrompu que le régime actuel. Ainsi, jouer la carte sécuritaire ne peut être suffisant, car elle ne nous permet pas de nous différencier de la concurrence. C’est donc la carte du **développement économique et social qui peut faire cette différence.**

En conclusion de cette double analyse du client et de la concurrence, il convient de garder à l’esprit qu’une stratégie *marketing* n’est efficace que quand elle **concilie de façon équitable et équilibrée les approches «client» et les approches «concurrence».** En général, une stratégie orientée trop «client» néglige le court terme et une stratégie orientée trop «concurrence» néglige le long terme. L’analogie avec les problématiques militaires est intéressante...

**La proposition de valeur de l’OTAN en Afghanistan**

Comme nous venons de le voir, en raisonnant comme un problème de marketing, nous réalisons que l’OTAN propose une double offre :

* une **offre de sécurité**, qui souffre d’une difficulté de mise en œuvre, pour ne pas dire d’une mise en œuvre contre-productive;
* une **offre de développement** originale, adossée à une crédibilité économique certaine.

Nous comprenons également que, pour satisfaire le paysan afghan (le client) sur l’ensemble du territoire et pour se différentier de l’offre insurgée (le concurrent), l’arbitrage entre ces deux offres doit se faire en faveur de la seconde. **Il faut donner la priorité au développement sur la sécurité[[92]](#footnote-92).**

Une fois déterminée, **la proposition de valeur de l’offre doit être communiquée au client.** C’est là un point fondamental en *marketing*. Il faut bien faire et faire savoir. Dans le monde militaire et dans les opérations du type de celle conduite en Afghanistan, la communication est également clé. Pour convaincre l’Afghan de choisir la marque OTAN, il faut lui en faire la réclame, il faut lui faire savoir ce que le choix de l’OTAN a comme conséquence positive sur son quotidien à venir. Cette communication, aujourd’hui abondante mais pas forcément très ordonnée, doit être orientée *marketing*: quels bienfaits pour moi si je vous choisis, si je vous fais confiance ? C’est une **nouvelle forme de communication, plus concrète.** Il s’agit, par exemple, moins d’expliquer le concept abstrait de démocratie aux Afghans que de leur dire ce qui va changer au quotidien. Une **approche orientée «vente» est donc intéressante**: elle incite à cette nouvelle inclinaison.

**Ainsi**, en de nombreux points, les armées engagées dans des conflits au sein des populations poursuivent un objectif ***marketing***: convaincre les populations de les préférer à la concurrence. Il est donc intéressant de se plonger dans cette matière ‒ qui ne peut nier s’être inspirée de stratégie militaire ‒ pour, en sens inverse, **en dégager une substance utile à l’œuvre guerrière moderne**. Une initiation au *marketing* au profit des officiers de l’enseignement militaire supérieur serait d’ailleurs pertinente.

Sur le sujet afghan en particulier, cette démarche nous oblige à nous focaliser sur l’objectif de conviction et à **ne considérer la sécurisation et le développement que comme des modalités**. Ce regard neuf nous incite, d’ailleurs, à réorienter notre effort sur le développement davantage que sur la sécurité au nom de la **nécessaire différentiation de «l’offre OTAN».**

*Saint-cyrien de la promotion Colonel CAZEILLES, le Commandant Olivier PINARD-LEGRY est issu de l'arme du génie. Après avoir été stagiaire du Cours supérieur d'état-major puis de l'École de guerre, il suit actuellement une scolarité MBA à HEC. À compter de septembre 2011, il servira comme Officier de programmes contre-mobilité/sauvegarde protection, au sein de la Section technique de l'armée de Terre.*



**«Knowledge development»[[93]](#footnote-93),**

**à quelle fin?**

# *Par le Chef d’escadrons Rémy SONGEUR*

**Cet article porte sur le nouveau concept de «knowledge development» adopté par l’OTAN. L’auteur analyse ce phénomène et défend une adaptation possible au sein des structures militaires françaises. Toutefois, il interpelle sur le risque que la connaissance devienne une fin en soi. Toute connaissance est la réponse à une question. Elle doit satisfaire des besoins qui sont ceux liés à la compréhension d’une situation et d’un adversaire complexes en vue de prendre une décision opérationnelle juste.**

**«T**out le monde parle de renseignement, loue la perspicacité de ceux qui en ont, blâme l’inhabileté de ceux qui en manquent (…)»[[94]](#footnote-94). Le Général Lewal, tirant les enseignements de la guerre de 1870, faisait déjà le constat, non sans ironie, que le renseignement était une fonction dont il était plus facile de clamer l’importance que d’en assurer la maîtrise.

Les populations sont devenues aujourd’hui à la fois enjeux de la bataille et milieu dans lequel elle s’y déroule[[95]](#footnote-95). Dès lors, la connaissance de l’environnement des forces prend une dimension qui dépasse le seul cadre du renseignement. Dans le contexte d’une approche globale des conflits, l’OTAN a conduit une réflexion sur cet enjeu qui l’a menée à adopter depuis 2008 le «knowledge development» (KD). Si le KD est aujourd’hui une réalité au sein de l’OTAN, remet-il pour autant en cause l’approche française du renseignement?

Face au risque de devenir une fin en soi, la connaissance doit satisfaire des besoins et **permettre aux chefs de tous niveaux de comprendre la complexité de l’environnement pour prendre les décisions** dont ils auront pu mesurer les conséquences.

**\***

**\* \***

Le KD, tel que défini par l’OTAN, est un «*processus collaboratif et itératif assurant la collecte de données et d’informations, leurs analyses et le partage des connaissances ainsi obtenues»*[[96]](#footnote-96).

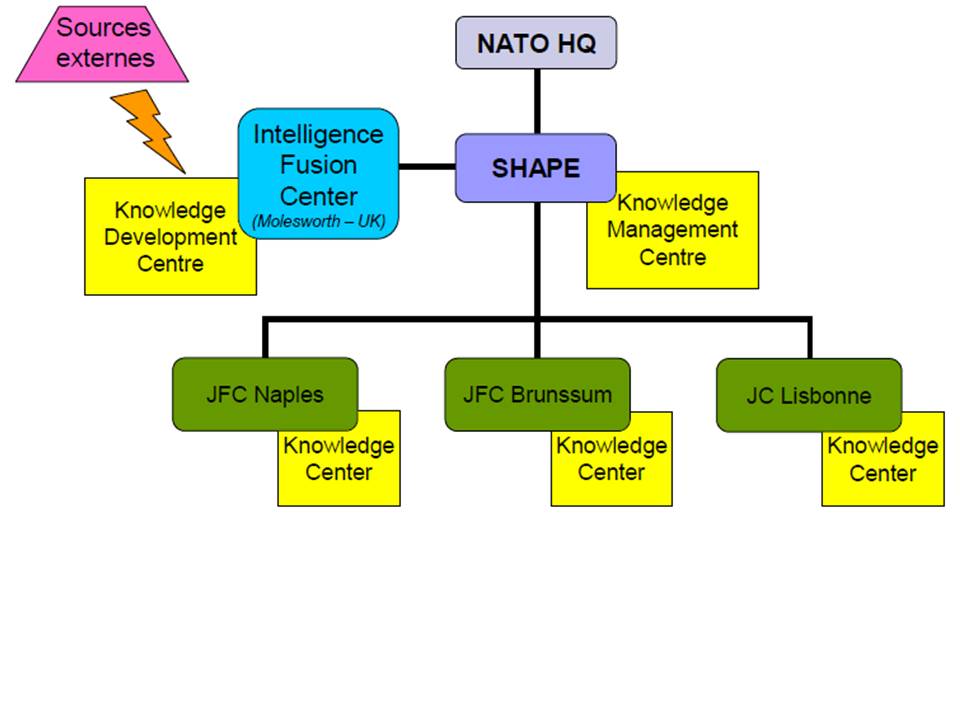
Sa finalité est double. Il s’agit, d’une part, d’appuyer les opérations plus efficacement par la fourniture d’informations exploitables et de nature plus variées (PMESII[[97]](#footnote-97)), dépassant ainsi le cadre strictement militaire de l’étude de l’ennemi. D’autre part, le KD vise à intervenir directement dans le processus d’élaboration de l’information qui repose sur trois qualités: validité-exhaustivité-réactivité. Il s’agit de bénéficier d’informations sûres, qui respectent les délais imposés par le rythme des décisions à prendre, et qui s’appuient sur un meilleur partage de la connaissance (*info-management*) au sein de l’état-major et, plus largement, au sein de l’Alliance. Plus qu’un concept, le KD est une procédure de travail qui s’inscrit d’ailleurs dans la nouvelle directive de planification, la COPD[[98]](#footnote-98).

Afin de réaliser cette ambition, l’OTAN a entrepris, depuis 2009, une vaste réforme de ses structures d’état-major**,** fondée sur l’idée d’une organisation dite«**knowledge centric**»**.** Le besoin de partager les informations et de mettre en commun des analyses pluridisciplinaires a conduit à un **décloisonnement des structures.** Ainsi, l’organisation traditionnelle «en râteau» composée des cellules J (J1, J2…) a disparu au profit d’une organisation matricielle en trois entités, appelées chacune «*directorate»*: *Operations*, *Resources* et *Knowledge Management*. Loin d’être anodine, cette évolution modifie le processus décisionnel.

Ces états-majors se sont vus doter chacun d’un*knowledge centre*. L’ensemble du système est piloté depuis SHAPE, mais animé par l’*Intelligence Fusion Centre* (IFC), qui se trouve à Molesworth (Royaume-Uni) et au sein duquel se trouve une importante division d’analystes.

**\***

**\* \***



## Schéma d’organisation du KD au sein de l’OTAN

La finalité du renseignement, nous enseigne le Colonel Lacheroy, est de «*rendre intelligent le chef interarmes amené à décider*»[[99]](#footnote-99). Si cette réforme va bien dans ce sens, elle comporte des limites et semble négliger un aspect fondamental du cycle du renseignement: l’orientation.

L’organisation proposée aujourd’hui par l’OTAN, même s’il est encore tôt pour en juger la pleine efficience, cherche à améliorer la synergie des analyses des différentes fonctions et permet une diffusion plus large de l’information. Il est néanmoins nécessaire de veiller à conserver, dans ce fonctionnement ouvert, une politique de confidentialité adaptée pour les informations sensibles, en particulier celles à caractère militaire. La divulgation massive de rapports confidentiels sur le site controversé *Wikileaks* doit, sur ce sujet, nous inviter à la prudence.

Parallèlement, le KD doit se prémunir de trop puiser l’essentiel des analyses dans les informations de source ouverte, même s’il est de coutume d’affirmer que 80 à 90 % des informations utiles sont en accès libre. Seules des données issues de sources contrôlées ou impartiales (civiles ou militaires) garantissent la fiabilité de l’information, nécessaire à la prise de décision. Le rôle du renseignement doit conserver toute sa place dans l’élaboration de la connaissance.

Enfin, il est curieux de constater que dans cette nouvelle doctrine du KD n’apparaisse pas le processus pourtant essentiel de l’orientation qui n’est autre que l’expression des besoins. Dans son analyse de la gnose, Gaston Bachelard estime que «*toute connaissance est la réponse à une question*». Sans ce questionnement qui doit être le résultat d’un travail d’état-major, le risque est grand de voir la production des «Knowledge Centers» s’éloigner des besoins réels de l’opération.

Parce que l’adversaire et l’environnement sont des systèmes complexes et adaptatifs, **le plus grand ennemi de la connaissance n’est pas l’ignorance, mais l’illusion de la connaissance**.

**\***

**\* \***

Si le souci d’étendre le renseignement à la connaissance et à la compréhension de l’environnement opérationnel est une ambition déjà ancienne de la doctrine française, la réforme entreprise par l’OTAN doit toutefois nous amener à nous interroger sur l’adéquation de nos moyens et de nos outils pour atteindre cet objectif.

On pourrait se satisfaire que le concept de KD rejoigne en partie l’approche française du «renseignement d’intérêt militaire» (RIM). En effet, ce dernier est depuis longtemps défini comme étant l’addition du «renseignement sur les forces vives» et du «renseignement d’environnement»[[100]](#footnote-100). Cette conception nous distinguait notablement de celle otanienne du «renseignement militaire», limitée au seul adversaire. Aussi, nos B2, au premier rang desquels la DRM, ont la responsabilité d’intégrer dans leurs études, en plus de la menace, des données plus transverses (géographiques, sociologiques, culturelles, politiques, économiques…).

Toutefois, dans cet environnement complexe qui nous amène à devoir collaborer avec des acteurs divers (interétatiques, interministériels, régionaux, non-gouvernementaux…) et à nous appuyer davantage sur les fonctions dites d’environnement (opérations d’influence, CIMIC,…), il semble légitime de réfléchir à une évolution de nos procédures et outils. Malgré l’existence de groupes de travail transverses, le fonctionnement actuel provoque naturellement un cloisonnement horizontal qui limite *de facto* une production multi-sources. Il nous manque cette capacité, qu’offre un *knowledge center*, de fusionnement des forces d’analyse présentes dans chaque branche, et dont l’efficacité sera d’autant plus importante qu’elle s’inscrira dans un réseau partagé.

Il est opportun de prendre part à cette réforme de l’OTAN à plus d’un titre. Le savoir est un pouvoir. Il serait préjudiciable, alors que nous avons intégré pleinement les structures de l’OTAN, que nous ne participions pas de façon proactive à ce réseau de la connaissance. En s’appuyant sur une ressource d’officiers et de sous-officiers renseignement déjà sensibilisés à cette approche, il est crucial d’être présent dans les organes du KD. En outre, il faudra bien que nos états-majors s’intègrent à cette plate-forme d’échange. Le CICDE a produit au mois de juin 2010 une étude comportant des propositions d’adaptation sans remettre en cause la structure en J. Concernant principalement la DRM, ces propositions viseraient une amélioration de nos outils et permettraient de s’ouvrir davantage sur des organismes civils tiers.

Il se pose également la question du développement de capacités KD au niveau tactique, que le CDEF[[101]](#footnote-101) étudie actuellement. Le retour d’expérience de la brigade *La Fayette* a souligné le besoin de développer des capacités d’analyse transverses. Avec une cellule adaptée, le niveau tactique doit pouvoir bénéficier des informations issues des structures KD de l’OTAN, tout en y contribuant, car la compréhension de l’environnement des opérations est vitale quel que soit le niveau.

**\***

**\* \***

Il est certes faux de penser que le brouillard de la guerre pourra être levé par une supposée omniscience. Cette volonté d’améliorer le processus de connaissance ne doit pas donner l’illusion d’une représentation parfaite de l’adversaire. Inévitablement, il y aura encore des surprises stratégiques et, plus que jamais, «des décisions à prendre dans l’incertitude».

Cette réforme du KD est cependant essentielle pour l’OTAN, car elle comble un manque au niveau de ses états-majors et marque un tournant dans l’approche de la conduite des conflits. Savoir est insuffisant, il faut dorénavant comprendre.

*Stagiaire de la 124ème promotion du CSEM, le Chef d’escadrons Rémy SONGEUR, saint-cyrien de la promotion Général Lalande, a effectué l’ensemble de sa carrière dans des unités de recherche humaine, au sein de l’EEI7, puis au 2ème régiment de Hussards. À l’issue de son temps de commandement, il a rejoint le CEERAT pour y occuper un poste d’officier rédacteur au sein du bureau doctrine de la direction des études et de la prospective du renseignement.*



## ..\..\Illustrations- photos identité\Photos\Cottard 1.JPG1940-1945 : la Bretagne,

## champ d’action privilégié pour les forces spéciales

##### *Par le Chef d’escadron (R) Erwan COTARD*

***Dès 1940, mais surtout en préparation du débarquement allié de 1944, l’ensemble de la Bretagne a été le champ d’action de commandos et de résistants dans deux domaines complémentaires mais parfois difficilement conciliables: celui du renseignement, qui exige discrétion et permanence, et celui du coup de main, spectaculaire et éphémère. L’auteur nous livre un panorama très intéressant de cette période dans cette région, et conclut par un RETEX très intéressant.***

**A**u cours de la Seconde Guerre mondiale, la Bretagne est rapidement considérée comme un terrain privilégié pour l’action non conventionnelle alliée, que ce soit pour des actions de type raid ou pour des actions de forces spéciales proches de la guérilla. L’évidence de l’intérêt de sa situation géographique (proche de la Grande-Bretagne), son importante façade maritime, ses campagnes bocagères, ses villes souvent bien placées sur les axes logistiques maritimes ou ferroviaires, ou encore la présence d’implantations allemandes majeures[[102]](#footnote-102), expliquent aisément cet attrait. La collecte du renseignement y fut ainsi logiquement très intensive, et ce dès 1940, mais souvent plus dans un cadre clandestin que réellement lié à l’action des forces spéciales. Pour mieux cerner notre sujet il faut tout d’abord faire un utile rappel sur la différence entre action clandestine (plutôt l’apanage des services secrets alliés, en civil et sous identité d’emprunt: le BCRA[[103]](#footnote-103) gaulliste par exemple) et travail des forces spéciales en uniforme, même si la distinction a dû souvent être assez théorique sur le terrain[[104]](#footnote-104)… On ne parlera pas non plus des unités à la frontière entre FS et forces conventionnelles comme les *Rangers* américains. Ces derniers, après s’être illustrés à la pointe du Hoc en Normandie, ont opéré notamment lors des combats autour de Brest dans un rôle plus proche de l’infanterie légère.

Comme pour le reste du territoire français ‒ en particulier la Normandie ‒ on peut assez nettement distinguer deux périodes majeures autour de l’année 1944, avec un événement clé en 1942.

**1940-1944: entre renseignement et actions offensives, un équilibre difficile à trouver**

Après la prise de la péninsule par les Allemands mi-juin 1940, ce qui aurait dû devenir le «réduit breton» va se transformer en un terreau de premier ordre pour les actions clandestines. L’exemple de Nantes est particulièrement édifiant même si ce schéma de résistance spontanée, dès les débuts de l'occupation, faite d'individus ou de petits groupes isolés, s’est bien sûr reproduit dans d’autres villes. C'est le 19 juin 1940, juste après le fameux appel du Général de Gaulle, que les troupes allemandes pénètrent dans la ville. À Nantes et aux alentours, 45.000 prisonniers de guerre français sont internés dans différents camps jusqu'à leur transfert vers l'Allemagne en janvier 1941. C’est notamment sur cette base qu’en juillet se construit un premier réseau de renseignement[[105]](#footnote-105) et qu’apparaissent les premiers actes isolés de résistance. Le 20 octobre 1941, le *Feldkommandant* de la ville, le Lieutenant-colonel Hotz, est abattu dans le centre-ville par des résistants communistes venus de région parisienne. Le surlendemain, en représailles, 43 otages sont fusillés: 27 près de Châteaubriant et 16 à Nantes alors que cinq résistants nantais subissent le même sort au Mont-Valérien, à Suresnes[[106]](#footnote-106). Dans les mois qui suivent, de nouveaux attentats ont lieu et d'autres otages sont exécutés. Début 1942, les attentats contre les collaborateurs et les Allemands ainsi que les coupures de communication se développent, comme dans le reste de la Bretagne. La répression ne cesse de grandir et au total plus de 500 Nantais sont portés sur la liste des otages aux mains des Allemands jusqu'à la libération de la ville[[107]](#footnote-107). C’est un schéma actions/répression qui deviendra malheureusement commun en France occupée avec, en corollaire, le débat entre partisans de l’action directe (sabotages, éliminations) et adeptes du renseignement stratégique ou organisateurs de filières d’évasion[[108]](#footnote-108).

Du côté allié, les mêmes questions agitaient les états-majors, qui balançaient entre les missions secrètes de renseignement, plutôt poussées par les services secrets britanniques, et les coups de main, défendus notamment par la célèbre direction des *Combined Operations* commandée par Lord Mountbatten. Or les raids et l’action clandestine avaient des objectifs totalement opposés. Si les raids se voulaient spectaculaires afin de mettre les troupes d’occupation dans une posture usante de qui-vive permanent, les services agissant en civil recherchaient la discrétion la plus totale sur leurs activités, considérant bien souvent leur zone de travail comme chasse gardée[[109]](#footnote-109).

***Toutefois, une opération majeure allait requérir une parfaite coordination entre renseignement stratégique et action directe: l’opération «Chariot»***

Depuis [1939](http://fr.wikipedia.org/wiki/1939), la [bataille de l'Atlantique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_de_l%27Atlantique_(1940)) mobilisait de nombreuses unités navales dans l'[Atlantique Nord](http://fr.wikipedia.org/wiki/Atlantique) autour de la sécurité des lignes d'approvisionnement [britanniques](http://fr.wikipedia.org/wiki/Royaume-Uni). Dès sa première sortie, en [1941](http://fr.wikipedia.org/wiki/Seconde_Guerre_mondiale_:_mai_1941), le cuirassé *Bismarck* se révéla une menace insupportable pour ces flux logistiques, coulant plusieurs vaisseaux alliés dont le cuirassé britannique [*HMS*](http://fr.wikipedia.org/wiki/HMS_Hood) *Hood*. Par la suite, les Alliés parviennent à couler le cuirassé allemand avant qu'il ne rejoigne le port de Brest, mais au prix d'une forte mobilisation des forces maritimes. Après cette alerte, les Alliés craignent que ne soit envoyé dans l'[Atlantique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Atlantique) son *sister-ship*, le cuirassé *Tirpitz*, stationné en [Norvège](http://fr.wikipedia.org/wiki/Norv%C3%A8ge). Dans ce contexte le port de Saint-Nazaire revêt une importance toute particulière. En effet, la forme Joubert est le seul bassin ‒ sur toute la côte atlantique ‒ dans lequel le *Tirpitz* peut venir réparer (construite au chantier naval voisin de Penhoët, elle avait été mise en place, à l’origine, pour le paquebot *Normandie*). Ainsi, Winston Churchill imagine qu'en neutralisant cette cale de radoub, la [Kriegsmarine](http://fr.wikipedia.org/wiki/Kriegsmarine) ne se risquera pas à envoyer le *Tirpitz* en [Atlantique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Atlantique). Début [1942](http://fr.wikipedia.org/wiki/1942), il décide donc de confier aux opérations combinées la neutralisation de la forme Joubert.

Le seul problème ‒ mais il est de taille ‒, c’est que le port de Saint-Nazaire est le port breton le mieux fortifié par les Allemands après la rade de Brest… Le plan des *Combined Operations* reposera donc sur l'effet de surprise: une flottille de vedettes à faible tirant d'eau doit pénétrer de nuit et à vive allure dans l’estuaire de la Loire pendant que les défenses allemandes seront distraites par un raid aérien mené par la [*Royal Air Force*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Royal_Air_Force). Un bateau chargé d'explosif sera amené jusqu'à l'écluse-caisson de la [forme Joubert](http://fr.wikipedia.org/wiki/Forme_Joubert), et des équipes de commandos débarqueront de ce navire ainsi que des vedettes pour attaquer et détruire 24 cibles différentes afin d’optimiser le raid. Les forces seront ensuite évacuées par la mer à partir du port et, quelques heures plus tard, le navire amené contre l'écluse explosera. À l’issue de la phase de planification, la flotte fut composée d’un destroyer, 16 vedettes, une [canonnière](http://fr.wikipedia.org/wiki/Canonni%C3%A8re) et une vedette lance-torpilles.

Le destroyer était le *HMS* *Campbeltown*, un navire obsolète cédé par l*'US Navy* au début de la guerre. Volet déception de l’opération, on lui apporta quelques modifications pour qu'il ressemble à un destroyer allemand. On lui enleva de nombreux équipements pour réduire son tirant d'eau au maximum, l'armement et l’équipage furent également réduits (75 hommes commandés par le *Lieutenant Commander* Beatie). La charge explosive était composée de 24 grenades sous-marines placées dans des réservoirs d'acier et de béton. Le bateau devait enfoncer le caisson puis être sabordé afin d'empêcher son déplacement avant qu'il n'explose.

Chronologie de l’opération Chariot

*26 février 1942: réunion au quartier général des opérations combinées; préparation de l'opération.*

*26 mars 1942: la flotte quitte* [*Falmouth*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Falmouth_(Cornouailles))*. Le but est d'atteindre la forme Joubert le 28 à 1h30 du matin. Elle fait direction sud-ouest puis sud, adoptant la formation en forme de triangle comme si elle opérait une chasse anti-sous-marine.*

*27 mars 1942:*

*06 H 20: la flotte se fait repérer par un sous-marin allemand, l'U-593, qui se trompe sur la direction de la flotte. Dans la journée, la flotte prend la direction sud-est, puis nord-est en début de soirée.*

*22 H 15: les deux destroyers d'escorte s'éloignent; la flottille entre dans le chenal de la* [*Loire*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Loire_(fleuve))*.*

*23 H 00: amorçage des explosifs.*

*23 H 20: bombardement de la* [*RAF*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Royal_Air_Force)*; en deux heures 4 bombes sont larguées… (mauvaises visibilité).*

*28 mars 1942*

*01 H 15: des postes d'observation côtiers signalent la flotte en approche.*

*01 H 20: la flotte passe devant Villès-Martin, il reste trois milles à parcourir. Des documents volés à la* [*Kriegsmarine*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Kriegsmarine) *permettent de se faire identifier comme bateaux allemands. Le début des combats est ainsi reculé.*

*01 H 27: la supercherie est découverte; le Campbeltown affale le pavillon allemand et hisse le pavillon britannique. Les batteries allemandes ouvrent le feu.*

*01 H 34: le Campbeltown s'écrase sur la porte de la forme Joubert. Les commandos entrent en action à terre. La station de pompage est détruite, ainsi que certains treuils d'ouverture de la porte.*

*10 H 30: les explosifs du Campbeltown explosent. La porte du dock est projetée hors de son rail, et de nombreux soldats allemands venus observer le bateau sont tués.*

*29 mars 1942: les deux torpilles britanniques lâchées la veille pendant l'opération explosent avec un retard non prévu, semant la confusion dans les troupes allemandes qui ouvrent le feu entre elles et sur des civils français (16 tués et une trentaine blessés).*

Au bilan, la forme Joubert, objectif principal de l'opération *Chariot*, est inutilisable et le restera jusqu'à la fin de la guerre. Ce raid est considéré comme l'un des plus audacieux jamais réalisés par des commandos, et est entré dans la légende des unités britanniques y ayant participé (8 *Victoria Cross*, 37 *Distinguished Service Order* et 166 *Military Crosses* octroyées…)[[110]](#footnote-110). Sur 600 hommes, 169 Britanniques furent tués, la moitié d'entre eux lors de la destruction de vedettes dans la phase d’extraction. 215 Britanniques furent faits prisonniers, principalement lors du ratissage de la ville par les Allemands, cinq y échappèrent et rentrèrent via [Gibraltar](http://fr.wikipedia.org/wiki/Gibraltar). Au total, 227 hommes réussirent à revenir au Royaume-Uni.

Par la suite, aucun raid aussi spectaculaire n’eut lieu dans la région. En revanche, de nombreux coups de main furent planifiés mais rarement exécutés. Exception intéressante, l’opération *Fahrenheit*, qui pris pour cible le sémaphore de Plouhezec en Bretagne Nord dans la nuit du 11 au 12 novembre 1942. Elle fut mise en planification vers le début du mois de septembre 42 pour exécution courant novembre, après accord de l*'executive committee* des opérations combinées. Bénéficiant d’un total effet de surprise, le commando de la *Small Scale Raiding Force* se basa sur des renseignements obtenus grâce à de jeunes Français passés à Londres et utilisa comme vecteur une vedette lance torpille pour approcher la côte et mener à bien sa mission: effectuer une reconnaissance, faire des prisonniers et attaquer la station sémaphore. La confusion fut totale du côté allemand, et le commandement local fut incapable de déterminer si l’attaque avait été le fait de «terroristes» français ou d’un commando.

Cependant, la réussite de ce petit raid contraria la tactique retenue par les services secrets britanniques, adeptes de la discrétion. Ils contactèrent donc début décembre 1942 la direction des opérations combinées pour lui demander d'annuler tous les coups de main dans une zone située à l'ouest de la péninsule de Cherbourg ; or 15 petits raids étaient prévus pour ce mois dans cette zone! Lord Mountbatten tenta de défendre sa cause en haut lieu, mais en vain. Les chefs d'états-majors britanniques avalisèrent la demande des services secrets le 4 janvier 1943, la direction des opérations combinées se plia à cette demande, et seuls les grands raids stratégiques comme *Pontiff*, *Coffeepot*, *Coughtdrop* furent étudiés – mais jamais exécutés. La Bretagne redevenait une plate-forme pour le renseignement, du moins en attendant le *D Day*.

**1944: la Bretagne au cœur des opérations spéciales aéroportées des équipes Jedburgh et SAS**

L’annonce du débarquement en Normandie ouvre pour la Bretagne une période de guerre totale, marquée par les actions de la Résistance, les combats de Saint-Marcel et de Saffre, puis une impitoyable phase de répression qui prendra fin progressivement avec l’arrivée des Américains ‒ et encore certaines poches résisteront-elles au-delà du 8 mai 1945… Immergés dans une région de bocages difficile à appréhender, protégés par une population qui leur fournit caches, nourriture et informations, les maquisards multiplient les sabotages et les embuscades contre les ennemis isolés. Ils seront aidés et plus ou moins disciplinés dans leurs actions par deux types de détachements des forces spéciales alliées: les équipes *Jedburgh* et les parachutistes SAS français.

Longtemps couvertes par le secret, les *Jedburgh* étaient des équipes de trois hommes spécialement entraînées et parachutées en zone ennemie, principalement pour préparer le [Jour J](http://fr.wikipedia.org/wiki/Jour_J" \o "Jour J). L'OSS[[111]](#footnote-111) des U.S.A. et le SOE[[112]](#footnote-112) britannique ont finalement donné accès aux copies des rapports des équipes: la littérature est désormais abondante sur le sujet et nous livre quelques clés de leur engagement en France.

***Qui étaient les Jedburgh?***

*Dès le début 1944, le Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force (SHAEF) a éprouvé le besoin, en vue du débarquement et de son exploitation, d'établir un contact plus étroit et plus militaire avec les Forces françaises de l’intérieur (FFI), dont il connaissait l'existence soit par les rapports des agents clandestins anglais et américains, soit via le BCRA français. Ces renseignements, aussi parcellaires soient-ils, montraient qu'il y avait en France une force militaire susceptible d'aider les armées du débarquement à condition d'être organisée, équipée et armée. Théoriquement unifiées et encadrées, les forces FFI souffraient de dissensions internes et de carences importantes, en particulier pour l’armement. Les équipes Jedburgh furent donc créées pour pallier ces manques: outre leur rôle permanent de liaison, les équipes devaient instruire les maquisards, en particulier sur les explosifs et l'armement parachuté ‒ généralement d’origine britannique.*

*Il ne faut pas les confondre avec les Operational Groups américains (OG) et les Special Air Service britanniques (SAS, décrits plus bas), même s’ils ont souvent opéré en parallèle. Les équipes Jedburgh parachutées derrière les lignes ennemies incluaient systématiquement un officier appartenant aux pays d'accueil (*[*belge*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Belgique)*,* [*français*](http://fr.wikipedia.org/wiki/France)*,* [*néerlandais*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Hollande)*) et travaillaient en* [*uniforme*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Uniforme)*[[113]](#footnote-113), ce qui assurait, en théorie, à leurs membres le statut de prisonniers de guerre s'ils tombaient aux mains des Allemands. Au cadre local étaient adjoints un autre officier et un* [*opérateur*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Op%C3%A9rateur_de_t%C3%A9l%C3%A9communications)[*radio*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Radio%C3%A9lectricit%C3%A9)*, tous deux avec un minimum de notions de la langue locale (on comptera d’ailleurs 14 radios français).*

*Les volontaires subissent des* [*tests psychologiques*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Psychom%C3%A9trie) *poussés et reçoivent une formation intensive:* [*entraînement*](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Entra%C3%AEnement&action=edit&redlink=1) *physique,* [*tir*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Tir) *et* [*combat*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Combat)*, instruction transmissions et parachutisme, technique de la guérilla et du sabotage, etc. Sur la centaine d'équipes prévues en* [*1943*](http://fr.wikipedia.org/wiki/1943)*, 94 seront constituées. Deux contacts quotidiens sont permis à heures fixes mais avec changements de fréquence. La station directrice anglaise Charles assure ainsi la liaison avec 64 équipes Jedburgh et 24 stations mobiles régulières au nord de la Loire en juillet* [*1944*](http://fr.wikipedia.org/wiki/1944)*.*

*Les transmissions étaient un point majeur pour ces équipes[[114]](#footnote-114) car leur mission fondamentale était la liaison entre l'état-major interallié et les résistants, puis entre ceux-ci et les troupes régulières amies approchant les zones de maquis. Chaque équipe était affectée à un secteur, généralement un département. Elle était briefée avant son départ par les différents services présents en zone occupée, notamment sur les chefs de la Résistance locale, les délégués militaires régionaux (DMR) désignés par le Général de Gaulle et autres contacts utiles. Une fois sur place et une première évaluation de la valeur opérationnelle des groupes FFI réalisée, l'équipe devait pourvoir aux déficiences du ravitaillement et de l'armement tout de suite, avec les armes et l’argent parachutés en même temps qu'elle, puis via d’autres largages. Leur deuxième préoccupation était donc de trouver des Dropping Zones, voire des terrains d'atterrissage, où les avions de la R.A.F, pourraient procéder aux livraisons par air d'armes, de munitions, d'explosifs, de vivres et de médicaments.*

*Les instructions parvenaient aux Jedburgh via les liaisons radio ou via la BBC par les phrases conventionnelles fixées d'avance telles que «Le chapeau de Napoléon est-il toujours à Perros-Guirec?», phrase qui déclencha les opérations en Bretagne le 2 août 1944 [[115]](#footnote-115).*

Que leur arrivée se passe comme planifiée ou non (aléas des largages…), les *Jedburgh* sont généralement très bien accueillis, voir trop bien: leurs uniformes sont un signe d’espoir énorme et les parachutages se transforment parfois en bains de foule peu discrets. En dehors de l’accueil de la population, qui n’hésite pas à les héberger et à établir la liaison avec la Résistance, celui des maquis est très contrasté. Parfois les réseaux ont été décapités par les forces allemandes, souvent les mouvements s’ignorent ou pire s’affrontent. Les groupes vraiment armés et disciplinés (avec à leur tête un véritable chef, souvent un ancien officier de l'armée française, ex-active ou réserviste) sont rares. Le conseil était donné aux *Jedburghs* d'intervenir le moins possible dans les dissensions internes aux mouvements locaux mais, face à un commandement inexistant ou par trop déficient, elles furent quelquefois obligées de prendre elles-mêmes le commandement. Ainsi, en Loire-Inférieure[[116]](#footnote-116), où la Résistance venait d'être complètement désorganisée par la *Gestapo*, le Capitaine *Jedburgh* Erard finit par accepter la fonction de délégué militaire départemental. Malgré leur hétérogénéité (jeunes réfractaires au STO, anciens militaires, nouveaux volontaires,…), presque partout les maquis se développent dans l’enthousiasme et la volonté de combattre enfin l’occupant. Contrepartie de ce développement accéléré, leur «poids logistique» devint très important. Les *Jedburgh* bénéficieront, dans ce contexte, d’un grand prestige (fluctuant il est vrai en fonction des parachutages qu’ils arriveront à déclencher).

Le 20 juin, une quinzaine d'équipes sont parachutées. Deux atterrissent en Bretagne avec les premiers éléments parachutistes du Commandant Bourgoin, qui doit commander l'ensemble des opérations en liaison avec les armées débarquées en Normandie et protéger ainsi le flanc droit du débarquement. Les autres sont réparties sur les grands axes de circulation de la France, avec mission de faire appliquer les plans de sabotage prévus pour harceler et retenir les forces ennemies et, si possible, les empêcher d'arriver sur le front normand[[117]](#footnote-117).

**La combinaison *SAS/Jedburgh* donnera un coup de pouce spectaculaire à cette campagne de harcèlement.**

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, quatre sticks SAS de neuf hommes sont parachutés en Bretagne. Les Lieutenants Marienne et Deplante, largués dans les landes de Lanvaux, ont pour mission de préparer la base *Dingson* près de Saint-Marcel (Morbihan). Le stick Marienne est attaqué peu après son arrivée au sol: l’équipe radio est capturée tandis que le Caporal Émile Bouetard est achevé par l’ennemi. Il est le premier soldat français (et allié) à trouver la mort dans le cadre de l’opération *Overlord*. Dans le même temps, deux autres sticks sont parachutés près de Locarn dans les Côtes-du-Nord afin de préparer la mise en place de la base *Samwest*. En Loire-Inférieure, la voie ferrée entre Redon et Châteaubriant est coupée par l'équipe des parachutistes français «Pierre 408» des SAS. Dans la nuit du 7 au 8 juin, dans le cadre de la mission *Cooney-Parties*, 18 groupes de sabotage formés de 3 à 5 hommes sont disséminés sur la Bretagne afin de couper les voies de communication avant de rejoindre la base dont ils dépendent. On notera en particulier l’action d’un stick contre un tunnel de la ligne Paris-Brest, car il illustre bien la complémentarité entre action clandestine et équipes choc. Le blocage du tunnel de la Corbinière, près de Messac, couronné de succès, intervenait en effet sur la base de renseignements fournis par une équipe du BCRA qui avait auparavant, pendant près de 6 mois, identifié les vulnérabilités de la ligne.

À partir de la nuit du 9 au 10 juin, des SAS sont parachutés en renfort sur les deux bases *Samwest* et *Dingson* qui prennent de plus en plus d’ampleur. La première sera rapidement identifiée et démantelée par l’ennemi.

# *Les SAS français de 1944*

*Le Special Air Service a atteint son apogée en ce mois de juin avec deux régiments britanniques, un belge et deux français: le 2ème et le 4 ème SAS (ou 2 ème et 3 ème RCP dans la terminologie française). Des éléments précurseurs du*

*2ème régiment de chasseurs parachutistes sont engagés en Bretagne dès le 5 juin au soir. Le régiment s’illustrera ensuite dans les combats de Saint-Marcel.*

*Début juillet, le Commandant Château-Jobert, dit Conan, reçoit quant à lui la mission suivante pour le 3 ème RCP: «Agissant sur la direction Nantes-Lyon, interdire, en liaison avec les maquis du Centre, toute action des forces de la Wehrmacht, évaluées à 100.000 hommes, et remontant d’Aquitaine». Il s’agit de couvrir le flanc sud de la troisième armée américaine du Général Patton, qui va déboucher de Normandie pour envelopper les forces allemandes situées au nord de la Loire. Les premiers sticks sont aérolargués le 16 juillet, avec jeeps, armes et bagages. Parfois en liaison avec la résistance, le plus souvent seuls, les SAS font sauter les trains et les dépôts de munitions et de carburant en plein milieu des concentrations de troupes. Ils tendent des embuscades nocturnes aux camions et véhicules de liaison. Se promenant ouvertement en jeep de jour, pendant que les bombardements alliés entravent le trafic, ils seront souvent pris pour des détachements avancés de l’armée Patton – ce qui leur permettra de faire un nombre impressionnant de prisonniers.*

*Les squadrons opèrent sur des zones d’action variées en France occupée: ainsi le 2 ème RCP intervient le 5 août dans le nord du Finistère pour conserver intacts les ouvrages d’art que les Allemands menacent de détruire devant les blindés américains. Récupéré en Angleterre, il est à nouveau parachuté… dans le Jura. Le bilan général du 3 ème RCP est éloquent: 5.476 Allemands hors de combat, 1.390 prisonniers, 11 trains et 382 véhicules détruits, pour la perte de 41 parachutistes, tués ou disparus. Le 2 ème RCP est alors en train de regrouper ses éléments éparpillés dans toute la Bretagne et de se réorganiser. Renforcé par les FFI qui ont combattu dans ses rangs et monté sur jeeps type SAS, il va bientôt prêter main-forte au 3 ème RCP dans sa mission de flanc-garde[[118]](#footnote-118). Le 26 août, 65 jeeps arrivent à Vannes, apportant les bérets amarante que le roi d’Angleterre accorde aux SAS français en reconnaissance de leurs succès. Aussitôt équipées, les jeeps du 2 ème RCP démarrent vers la Loire et la région de Briare, à partir de laquelle les quatre squadrons vont opérer en direction de Nevers, Châteauroux et Bourges.*

Une équipe *Jedburgh* est parachutée dans la région de Saint-Marcel, en même temps que les SAS[[119]](#footnote-119). De nombreux parachutages se sont d’ailleurs échelonnés entre le 6 et le 18 juin, cinq par nuit en moyenne. Le 17 juin, 30 parachutages auraient été réalisés… ce qui, combiné à l’accueil enthousiaste de la population, ne permet pas une mise en place discrète. Le chef de corps du 2 *ème* RCP commandant l’ensemble du dispositif, le Commandant Bourgoin[[120]](#footnote-120), parle alors d’une véritable «kermesse». Toutes les nuits arrivent à la ferme de La Nouette, au centre du dispositif, des groupes FFI ‒ quelques-uns ayant effectué un déplacement de plus de 100 km ‒ pour se faire armer et équiper. Avec plus de 3.000 FFI mobilisés, la base finit effectivement par attirer l’attention des forces allemandes, d'autant que les groupes de maquisards, qui repartent armés, attaquent les isolés allemands qu'ils rencontrent. Bien que les Allemands aient été affaiblis par le départ de nombreuses unités pour le front normand, les garnisons du voisinage montent une attaque contre la base des FFI. Un combat violent s'engage: les officiers *Jedburgh* y prennent part à la tête de compagnies FFI, aux côtés de près de 200 à 250 SAS et avec l’appui sporadique de l’*US Air Force* (missions appui au sol de chasseurs bombardiers P47 *Thunderbolt*). Après une journée de combat (le bilan est incertain, mais les Allemands ont perdu au moins 50 hommes), les unités allemandes renforcées finissent par enfoncer la dernière ligne de défense. Le village de Saint-Marcel est pillé et détruit par les Allemands et leurs auxiliaires. Sur ordre, SAS et FFI se dispersent en petits groupes, tout en abandonnant une grande partie du matériel. Jusqu’à la fin du mois de juillet, ils sont traqués par de fortes colonnes, appuyées par les troupes de l’est à cheval, et d’autres auxiliaires, notamment miliciens, qui leur portent des coups très durs. Les Allemands fusillent leurs victimes à Port-Louis et au fort de Penthièvre[[121]](#footnote-121), multiplient les tortures et les exécutions sommaires, s’acharnant sur les fermiers isolés qui ont fourni un accueil sans réserve aux parachutistes. Mais ils ne sont plus en sécurité nulle part et doivent bientôt se réfugier dans les poches côtières encerclées par les Alliés. Notamment par les bataillons FFI réorganisés avec l'aide des *Jedburghs*, armés et ravitaillés par eux jusqu'à la prise de commandement de cette armée de l'Atlantique par le Général de Larminat.

Entre temps, le SHAEF a pris en compte le retour d’expérience négatif de la mise en place d’un centre mobilisateur comme celui de Saint-Marcel, qui a donné lieu au rassemblement d'effectifs importants sur une zone vulnérable. Les instructions insisteront désormais sur la guérilla par petits groupes très mobiles, évitant le combat avec les forces supérieures et décrochant après l'effet de surprise. Tactiques qui seront mises en œuvre par les équipes *Jedburgh* restantes. Ainsi une équipe réussit, avec l'aide des habitants, à échapper aux recherches pour gagner la Loire-Inférieure. Malgré la perte de son poste radio, elle va y reprendre son activité en liaison avec les FFI de la région nantaise jusqu'à l'arrivée des américains début août. Une autre équipe ayant rejoint le département des Côtes-du-Nord devra y utiliser comme moyen de pression l'attribution des armes parachutées afin de régler les différents entre groupes de résistants…

Ainsi début juillet 1944, 5.000 hommes sont organisés et encadrés, ravitaillés (l'argent apporté de Londres permet d'éviter les débordements) et en mesure d’appuyer les Alliés. Les équipes qui vont être parachutées en juillet-août suivront le même mode opératoire, même si elles arrivent sans doute trop tard pour être aussi efficaces que les équipes larguées auparavant dans les Côtes-du-Nord et le Finistère. Le 2 août, le message convenu déclenchera l’insurrection de près de 21.000 FFI bretons, permettant de bloquer les troupes allemandes sur place. Parfois, ce sont des garnisons entières qui consentent à se rendre, et des villes comme Quimper sont libérées par cette seule action. Quand, au début d'août, les chars de la 6 *ème* DB américaine arrivent dans la région de Loudéac, les *Jedburghs* interviennent comme agents de liaison entre eux et les FFI : ceux-ci fournissent des guides, assurent la sécurité, imposent les redditions des garnisons allemandes découragées ou la désertion des éléments auxiliaires étrangers[[122]](#footnote-122).

Les Américains déclareront que «les FFI ont accompli dans le secteur le travail de leur propre infanterie; sans les *Jedburghs*, le travail eût été peut-être réalisé, mais certainement moins vite, moins facilement et sans doute avec des pertes plus sévères[[123]](#footnote-123)».

# Conclusions/enseignements

Une visite à Saint-Nazaire, lieu de l’opération *Chariot*, ou à Saint-Marcel, s’impose afin de mieux s’imprégner de la dimension historique de l’action des forces spéciales alliées dans la région entre 1942 et 1944. Mais on peut tenter de dégager «en chambre» et avec les précautions d’usage quelques liens entre ces opérations et des problématiques plus actuelles.

* Opérations de harcèlement avec troupes au sol opposé au renseignement stratégique. Les premières ont souvent eu pour corollaire des représailles sur les populations alliées (justement parce qu’elles n’étaient pas considérées comme neutres par l’occupant). Limiter l’empreinte au sol au seul renseignement stratégique peut paraître moins impliquant pour la population, mais selon les circonstances, la population peut être la meilleure protection des capteurs. Par ailleurs, s’il est en vue d’action, le renseignement stratégique déclenchera une frappe ayant potentiellement un impact sur la population – les bombardements de 1944 étant nettement moins ciblés que l’utilisation de drones *Predator* ou *Reaper.* On notera également que des opérations de ciblage n’impliquant qu’un petit nombre d’individus tenus à la discrétion n’ont pas le même impact psychologique que des opérations type coup de main où l’on démontre sa détermination par un engagement physique sur le terrain, ayant nécessairement un caractère spectaculaire.

Malgré les sacrifices consentis, l’opération *Chariot* offre ici un «rapport coût/efficacité» intéressant comparé aux bombardements massifs qui suivront (et qui rayeront la ville de la carte pour un résultat très discutable).

* Equipes de type *Jedburgh*: RETEX d’autant plus difficile qu’elles ont été parachutées dans des conditions très variables et ont eu à faire face à des situations très différentes. Toutefois, ces équipes ont perdu en tout au combat[[124]](#footnote-124) (Bretagne incluse) huit tués, huit blessés et deux prisonniers. À mettre en rapport avec la dangerosité des zones d’action[[125]](#footnote-125) et le bilan chez l’ennemi… Ayant réussi, en liaison avec d’autres unités spéciales, une véritable levée en masse, on peut imaginer qu'avec des moyens plus importants et plus de temps, elles auraient pu mobiliser facilement des troupes beaucoup plus nombreuses et accroître ainsi les possibilités d'action.

On constate l’incroyable effet de levier de petits groupes mobiles, ultra motivés, armés mais pouvant refuser le combat. La capacité à déclencher et amplifier les actions locales dépend toutefois clairement de la capacité à démontrer concrètement et rapidement le lien avec la base (parachutage d’armes, d’argent,…). À mettre en perspective avec la campagne américaine de 2001 en Afghanistan (forces spéciales s’appuyant sur l’Alliance du Nord… et toute la logistique de l’armée américaine en arrière plan)

En 1944, la plupart des troupes levées en France ont ensuite été assez rapidement transférées (non sans difficultés) vers une armée de type régulière ou, au moins à court terme, dans des unités de reconnaissance.

* Difficulté à faire travailler ensemble les services secrets (action clandestine) et les forces spéciales, aux agendas différents. Ces actions combinées peuvent néanmoins être extrêmement efficaces avec un minimum de coordination (en dépit de la multiplicité des intervenants, le bilan global fut très positif, comme le montre la répartition des missions concernant le tunnel de la Corbinière). L’interface avec les troupes régulières est également à souligner (on parlerait de nos jours de «déconfliction»).

Importance des éléments de liaison des forces spéciales au sein des différents états-majors alliés et de l’interopérabilité FS/forces conventionnelles (ainsi que des canaux d’échange avec l’action clandestine[[126]](#footnote-126)).

* Immersion dans la population locale facilitée par un contexte porteur (débarquement allié) et la présence systématique d’un cadre local par équipe, quand ce ne sont pas les détachements complets qui sont nationaux (SAS). La neutralité politique des détachements s’est avérée être un gros avantage face aux dissensions animant la Résistance, même si certains détachements ont pu être instrumentalisés.

Détachements capables de lien avec la population locale (capacités linguistiques et présence de nationaux), mais avec une position suffisamment neutre.

Épilogue

On peut parfois avoir l’impression que la période 1940-1945 s’est limitée pour les Français au débarquement en Normandie et à la libération de Paris. Pourtant, la campagne de Bretagne, retenue pour cet article, mais aussi l’opération *Dragoon* en Provence, la campagne d’Alsace ou encore la libération des poches de l’Atlantique pour ne citer qu’elles, sont également riches d’enseignements. Elles mériteraient une place plus importante dans nos réflexions, au-delà du seul thème des opérations spéciales. Avis aux organisateurs de *staff rides*!

*Cadre commercial dans le civil, le Chef d’escadron Erwan Cotard est ORSEM de la promotion Capitaine Tezenas du Montcel. Officier de l’arme du train, il a servi alternativement en régiment et en état-major, en France et en Allemagne. Après avoir commandé un escadron de circulation routière de réserve, il est actuellement complément individuel dans une unité interarmes en France métropolitaine.*

***Un tableau chronologique des évènements et une bibliographie peuvent être consultés dans la version informatique, sur les sites du CESAT***



## Les grands capitaines



## Le Général von Lettow-Vorbeck

**à la bataille de Tanga**

*Par le Lieutenant-colonel Rémy PORTE[[127]](#footnote-127)*

**L**orsque commence la Première Guerre mondiale, Français et Britanniques n’imaginent pas que les colonies de l’empire allemand puissent leur échapper. En Afrique, celles-ci sont cernés par les Alliés, qui engagent aussitôt sur chaque territoire plusieurs colonnes convergentes afin de prendre en tenaille les maigres effectifs des forces de défense, de douane et de police hâtivement mobilisés. L’état-major général de Berlin ne considère-t-il pas lui-même, depuis plusieurs années, que la défense des colonies allemandes sera assurée par la victoire en Europe?

La situation est sensiblement différente dans l’Est africain, bordé par le futur Kenya britannique au nord, le Congo belge à l’ouest, la Rhodésie au sud-ouest et le Mozambique portugais au sud. Le Colonel, bientôt promu Général, von Lettow-Vorbeck a pris en janvier 1914 le commandement des troupes d’auto-défense de la colonie (*Schutztruppen*) et est parvenu, en quelques mois, à améliorer sensiblement la valeur combative des unités (dotation en armement et instruction collective). Pour assurer la protection des milliers de kilomètres de frontières dont il a la responsabilité, il fait le choix d’un commandement décentralisé, d’une part, et de concentrer son effort contre l’ennemi principal, d’autre part[[128]](#footnote-128). En quelques semaines, ses forces sont réparties en trois sous-ensembles principaux[[129]](#footnote-129), et il prend personnellement le commandement direct du principal groupement de forces sur la frontière nord germano-britannique, entre l’océan Indien et le massif du Kilimandjaro.

# La situation sur le front Nord

Von Lettow-Vorbeck prend l’offensive le 15 août 1914 en direction de l’East Africa britannique, dans le double but d’assurer la sécurité de sa propre voie ferrée (dite Nordbahn), dont le parcours longe la frontière, et de saisir des gages en territoire ennemi tout en menaçant la voie anglaise de l’Ouganda. Pendant plusieurs semaines les combats se développent sur le sol de la colonie ennemie, de Taveta à Gasi, et les troupes impériales britanniques reculent. Le général allemand ne peut toutefois pas exploiter ses premiers succès, du fait des difficultés de ravitaillement imposées par des élongations croissantes, d’une part, et de ses effectifs somme toute limités au regard de l’ampleur des territoires à couvrir, d’autre part. Tout en marquant un net avantage territorial au bénéfice des Allemands, le front se stabilise provisoirement.

# Tentative de débarquement à Tanga

Soucieux de retrouver l’initiative, l’état-major impérial britannique envisage de s’emparer de la côte nord de la colonie allemande pour priver von Lettow-Vorbeck de ses dépôts et approvisionnements et prendre le gros de ses unités à revers. Le débarquement d’un corps expéditionnaire dans le port de Tanga est préparé, sur la base d’une division de l’armée des Indes renforcée par deux batteries de montagne et quelques éléments est-africains du King’s African Rifles. Les premiers bâtiments britanniques se présentent devant la ville avant l’arrivée des quatorze navires de transport, appuyés par deux croiseurs anglais, et la flotte attend à quelques encablures de la côte durant la journée du 2 novembre 1914; ce qui permet de pré-alerter les autorités allemandes. Le lendemain, 3 novembre, le Général Elkins, commandant le corps de débarquement, décide de faire mettre à terre ses bataillons à quelques kilomètres au sud de Tanga pour éviter la présence éventuelle de mines à l’entrée du port. L’opération se déroule non seulement dans la plus déplorable confusion, sans mesures de sécurité particulières et en l’absence de tout renseignement fiable et récent sur les capacités de réaction allemandes, mais encore à l’endroit le moins adapté: une zone de mangroves où les soldats hindous pataugent longuement dans l’eau saumâtre. Cependant, pour le commandement britannique, très sûr de lui, la ville n’est pratiquement pas défendue (une compagnie) et le rapport de force penche trop nettement en faveur des assaillants pour que l’opération puisse présenter le moindre risque d’échec.

# La riposte de von Lettow-Vorbeck

En un peu plus de vingt-quatre heures, von Lettow-Vorbeck rameute ses compagnies: deux unités remontent du sud à marche forcée, cinq sont transférées dans l’urgence d’ouest en est par la voie ferrée Nordbahn. Il lui faut établir localement un rapport de force le moins défavorable possible pour pouvoir contre-attaquer immédiatement: «*Je me demandais si j’oserais, avec mon millier de fusils, entreprendre une bataille décisive. Je me décidais pour l’affirmative…il était d’un intérêt puissant d’empêcher l’ennemi de prendre possession de Tanga, sinon nous lui abandonnions la meilleure base pour ses opérations contre le district Nord*». Les premières positions défensives de campagne sont rapidement aménagées.

Le 4 novembre, tandis que le débarquement se poursuit et que la colonne britannique, encore incomplète, commence à marcher à travers les champs de cocotiers vers le port dans un relatif désordre, sans être éclairée et par un itinéraire qui n’a pas été reconnu, le commandant de la *Schutztruppe* engage la contre-offensive bien que toutes les compagnies rappelées dans l’urgence n’aient pas encore rejoint. Au long de la journée, la bataille est indécise et se subdivise, d’une part, en une succession d’accrochages aux abords de la ville (attaques sur les flancs des Britanniques), et , d’autre part, quelques combats de défense ferme dans les quartiers sud-est contre les unités britanniques de tête pour fixer les assaillants. En cours de journée, pour être parfaitement au fait de l’évolution de la situation aux points décisifs, von Lettow-Vorbeck n’hésite pas à sauter sur un vélo saisi dans la cour d’une maison pour se rendre sur la ligne de feu d’une de ses compagnies, simplement accompagné d’un officier subalterne de son petit état-major de campagne et d’un Askari[[130]](#footnote-130). Il réadapte sur place son dispositif, mais ne peut lancer une contre-attaque générale par manque de réserves.

Par ailleurs, lorsque le général britannique, resté sur son navire de commandement, tente de faire appuyer ses troupes par les canons embarqués des croiseurs qui l’accompagnent, les tirs, mal réglés, atteignent l’hôpital de Tanga où sont regroupés les blessés des deux camps, et les bataillons hindous qui continuent à progresser vers la ville. En fin de journée, alors que les défenseurs allemands trop peu nombreux peinent à soutenir leur effort, von Lettow-Vorbeck décide de replier ses compagnies en arrière de la ville pour la nuit afin d’échapper à un éventuel nouveau bombardement naval. Or, dans le même temps, constatant que ses unités ne progressent plus et, pour certaines, se débandent, le commandement anglais décide d’arrêter l’opération et de faire rapidement rembarquer ses troupes. L’opération s’effectue une nouvelle fois dans le plus grand désordre, les hommes abandonnant tout le matériel individuel et collectif sur les pistes et sur la plage.

Les Britanniques perdent 40 officiers et près de 1.500 hommes sur les 8.000 engagés dans cette aventure. Ils ont été contraints à la retraite par 1.000 Allemands et Askaris, qui ne comptent que 64 pertes dont 16 Européens.

# Conséquences et enseignements

La défaite est totale et provoque la stupeur aussi bien aux Indes qu’à Londres. Le War Office tente de répandre l’information selon laquelle Tanga aurait été défendu par 3.000 hommes, pour la plupart Allemands entraînés à la guerre moderne. Si la propagande du temps de guerre fait son œuvre, on sait aujourd’hui que les chiffres donnés et le récit communiqué à la presse sont hautement fantaisistes.

Le corps expéditionnaire britannique a été engagé sans renseignements, sans reconnaissances, et débarqué au point de la côte le moins favorable. Les contingents des Indes, peu formés et mal encadrés, étaient déjà épuisés par les difficiles semaines passés sur les navires. Manquant d’armes collectives et peu manœuvriers, ils progressent dans le meilleur des cas comme en camp de manœuvre, à un rythme compassé. Von Lettow-Vorbeck, qui deviendra célèbre pour ses succès dans la guerre de brousse et les opérations de guérilla, fait ici preuve des qualités foncières du chef dans un combat plus conventionnel: souci du renseignement, capacité d’analyse rapide d’une situation mouvante et d’adaptation subséquente de son dispositif, sens de la manœuvre, articulation des unités et des pièces collectives, concentration des moyens et des efforts contre les points faibles du dispositif ennemi.

Dans leur fuite, les Britanniques abandonnent une quantité impressionnante de matériels: tenues, vivres, équipements divers, des centaines de fusils, 16 mitrailleuses, 600.000 cartouches! Privé de toute possibilité de ravitaillement par sa métropole puisque l’Angleterre contrôle les voies maritimes, Lettow-Vorbeck fait soigneusement récupérer, inventorier et stocker tout ce qui peut être réutilisé. Il lui est ainsi possible d’équiper et d’armer trois nouvelles compagnies promptement recrutées…

Par la promptitude de sa réaction et la pertinence des ordres donnés, le plus souvent en conduite, il gagne un temps précieux et impose aux Britanniques de rester pendant de longs mois dans l’expectative.

### **Une importante bibliographie peut être consultée dans la version informatique, sur les sites du CESAT**



## Nouvelles d’Amérique[[131]](#footnote-131)



**De l’Amérique: conseils de lecture**

*Par le Colonel Jean-Claude BREJOT[[132]](#footnote-132)*

**L**a perception de l’Amérique par les Francais est généralement profondément décalée de la réalité. Elle repose sur l’entretien régulier de stéréotypes qui n’ont d’autres finalités que de conforter un savoir de base prétendument à jamais acquis[[133]](#footnote-133). On observera d’ailleurs qu’il en est symétriquement de même de ce côté-ci de l’Atlantique.

Il est évidemment admis que l’Amérique, superpuissance mondiale aux capacités militaires inégalées, influence directement le cours des événements sur l’ensemble de la planète. Il est donc professionnellement logique, voire indispensable, d’essayer de comprendre ce que sont réellement les États-Unis afin d’éviter de s’aveugler derrière un jugement personnel qui peut être insuffisamment fondé.

**L’idée est donc ici de proposer une base sommaire d’étude qui permette de chercher à comprendre les ressorts complexes de ce vaste et contrasté pays.**

Une liste de livres est ainsi proposée. Elle débute par les «incontournables» puis propose de cibler sur l’Irak et l’Afghanistan et enfin élargit le champ des lectures possibles.

**Les«incontournables»**

* «***De la démocratie en Amérique***»

Par **Alexis de Tocqueville**. Écrit au XIXème siècle, ce livre demeure admirablement pertinent dans la description de ce qu’est l’Amérique aujourd’hui. Et comme l’auteur l’écrivit en son temps: «Les peuples se ressentent toujours de leur origine. Les circonstances qui ont accompagné leur naissance et servi à leur développement influent sur tout le reste de leur carrière» (*en français).*

* «***Le piège américain***; ***pourquoi les États-Unis peuvent perdre les guerres d’aujourd’hui***»

Par le Général (2s) **Vincent Desportes**, Économica, 2011 (*en français*).

C’est une description complète des forces armées américaines en puisant dans son histoire et sa culture (il est une actualisation de «***L’Amérique en armes***» publié en 2002).

* «***La Destinée Manifeste***»

Par **Bernard Vincent**, édition Messenne, 1999[[134]](#footnote-134).

Cette notion est au cœur de la réaction américaine en particulier dès lors qu’il s’agit de la relation au monde extérieur (*en français*).

* «***l’Amérique et nous***»

Par **Jacques Andréani**, édition Odile JACOB, 2000.

C’est une autre référence pour saisir l’individu et son comportement au sein des collectivités américaines (*en français*).

* «***les États-Unis d’aujourd’hui, mal connus, mal aimés, mal compris***»

Par **André Kaspi**, Plon, 1999.

Ce livre vient en parfait complément du livre précédent. Il offre une photographie de la grande famille américaine et de son mode de vie (*en français*).

***Ces 5 livres sont à lire par tout officier affecté sur le territoire américain. C’est un préalable indispensable même si non suffisant pour comprendre une société bien plus complexe qu’on ne le pense en Europe. Et il serait illusoire de prétendre comprendre immédiatement l’U.S. Army sans pouvoir la resituer dans son environnement historique, culturel et social.***

**l’Irak, l’Afghanistan et l’influence sur les forces armées américaines**

***Les attentats du 11 septembre 2001 ont profondément affectés l’Amérique. Le déclenchement des opérations en Afghanistan en octobre 2001 puis en Irak au printemps 2003 en sont une conséquence directe. Or, ces opérations de contre-insurrection ont transformés les forces armées américaines et plus particulièrement le Corps des Marines et l’Army. Ces deux institutions sont aujourd’hui profondément différentes de ce qu’elles étaient au début des années 2000.***

***L’opération Iraki Freedom est à étudier avec attention dans la mesure où il s’agit d’une campagne de COIN[[135]](#footnote-135) principalement conduite en milieu urbain (notre dernière expérience dans ce type d’environnement remonte à la guerre d’Algérie) dont les leçons apprises irriguent l’évolution de ces 2 armées. L’opération Enduring Freedom est aussi, évidemment, une source importante de leçons retenues.***

* «***Fiasco; the American military adventure in Iracq****»*

Par **Thomas E. Ricks**, Pinguin Books, 2006

C’est un constat remarquablement documenté de l’impréparation des forces armées américaines à faire face à l’éclosion de l’insurrection irakienne entre 2003 et 2006. L’actuel secrétaire à la Défense Robert Gates déclarait d’ailleurs en janvier 2007 «que tous les américains devraient lire cet ouvrage pour essayer de mieux comprendre ce qui s’était passé» (*en anglais, disponible aussi en français).*

* «***The Gamble;******General Petraeus and the American Military Adventure in Iraq 2006-2008****»*

*Par* **Thomas E. Ricks**, Penguin Books, 2009.

Il est la suite chronologique du livre précédent. Il explique remarquablement bien le changement de stratégie dite du *Surge* mise en œuvre par le Général Petraeus (*en anglais*).

* «***Tell me how this ends; General David Petraeus and the search for a way out of Iraq****»*

Par **Linda Robinson**, Public Affairs, New York, 2008.

Ce livre complète bien le livre précédent et éclaire sur la personnalité du Général Petraeus» (*en anglais*).

* «**The war within; A secret White House History 2006-2008**»

Par**Bob Woodward**, 2008.

À la différence des trois auteurs précédents, il s’agit davantage ici d’une «étude» politico-militaire de l’engagement en Irak. De l’intérieur, le changement de politique en Irak: qui, quoi, comment, pourquoi. Les faits sont ici, comme souvent, assez différents de ce qu’on a pu voir, entendre et lire dans les médias (*en anglais*).

* «***Obama’s wars***»

Par **Bob Woodward**, 2010.

C’est la suite de livre précédent, cette fois-ci appliquée à l’Afghanistan. Ce livre est passionnant. Il offre en outre des perspectives quant à la nature des futurs engagements de l’Amérique (*en anglais*).

* «***The Fourth star; Four generals and the epic struggle for the future of the United States Army***»

Par **David Cloud and Greg Jaffe**, 2009.

Ce livre dresse le portrait des généraux de l’*Army* Abizaid, Casey, Chiarelli et Petraeus. C’est une excellente mise en perspective de quatre carrières qui influencent directement l’*U.S. Army* (*en anglais*).

* «***The good Soldiers***»

Par **David Finkel**, Sarah Crichton Books, New York, 2010 ou l’histoire d’un bataillon d’infanterie de l’*Army* déployé à Bagdad pendant la mise en œuvre du *Surge* au début de l’année 2007. Un très beau récit de ce que peut être le combat de COIN en milieu urbain (*en anglais*).

* «***War***»

Par **Sebastian Junger**, *Grand Central Publishing,* 2010.

Ce livre est le pendant du précédent pour l’Afghanistan. Il est régulièrement cité par le général Dempsey, nouveau chef d’état-major de l’*Army* (*en anglais*).

Il est d’ailleurs mis remarquablement en images dans un documentaire puissant produit par le *National Geographic Channel* intitulé «Restrepo, *one Platoon, one Valley, one Year*»[[136]](#footnote-136).

**Pour «creuser» davantage**

* «***Les Américains***» (*2 tomes en français*)

Par **André Kaspi** en deux tomes: «Tome 1: ***Naissance et essor des États-Unis, 1607-1945***», «Tome 2: ***Les États-Unis de 1945 à nos jours***».

En près de 700 pages qui se lisent comme un roman, André Kaspi retrace l'histoire des États-Unis de la colonisation à la présidence de George Bush. Il traite de cette question en mêlant toutes les dimensions de l'histoire (politique, économique, sociale, culturelle, etc.) pour faire ressortir le caractère de la société américaine et ainsi aider à comprendre ses actions et réactions dans tous les domaines.

* «***Sacrés Français - Un Américain nous regarde***»

Par **Ted Stanger**, Éditions Folio documents, 2004.

À la découverte des différences culturelles fondamentales. Chaque point concernant les Français fait l’objet d’une contrepartie sur les Américains (*en français*).

* «***Pas si fous ces français***»

Par **Jean-Benoît Nadeau et Julie Barlow**, aux Éditions du Seuil, 2005.

Elaboré par deux Canadiens (dont un Québécois) et publié en 2003 sous le titre «***Sixty Million Frenchmen Can’t Be Wrong***». Dans la même veine que le précédent (*en français*).

* «***L’empire du milieu; Les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide***»

Par **Pierre Melandri** et **Justin Vaïsse**, Éditions Odile Jacob, Paris 2001 (*en français*).

* «***La France et les États-Unis;*** ***Des origines à nos jours***»

Par Jean-Baptiste **DUROSELLE**, Seuil, 1976.

Un classique, mais difficile à trouver (*en français*).

**En conclusion**

Ces conseils de lecture ne prétendent évidemment pas à l’exhaustivité. Ce ne sont qu’une orientation ciblée pour tenter de mieux comprendre les décisions politico-militaires qui influencent directement les évolutions des forces armées américaines.

Sans cet effort minimum de compréhension initiale, les stéréotypes voire les caricatures masqueront inévitablement la véritable nature de la «chose américaine» et par conséquent son impact sur le reste du monde car comme l’écrit André Kaspi: **«…on peut comprendre le monde tout en ignorant une partie de l’Europe. On n’y comprend pas grand-chose si l’on oublie les États-Unis»**

***Pour les officiers affectés aux USA, il est impératif de lire au minimum «les incontournables» avant de rejoindre le continent américain.***



**On a aimé**

### **Afghanistan 2001-2010**

### **Chronique d’une non-victoire annoncée[[137]](#footnote-137)**

#### **De Jean-Charles JAUFFRET**

**J**ean-Charles JAUFFRET été maître de conférence à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et professeur à l'université de Montpellier III. Il enseigne depuis 1997 à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Son domaine de prédilection est la guerre d'Algérie.

Pour l’auteur, le conflit afghan ‒ un conflit de basse intensité qui s'est mué en crise majeure multiforme ‒ arrive au pire moment pour une armée française en pleine restructuration, qui dispose d'une main d'œuvre de qualité décroissante. Il considère que les performances de la force française, malgré la «french touch», sont limitées en raison notamment de la politique de terreur menée par les Talibans et illustre son propos à travers la bataille d'Alassaï. Enfin, il considère, que se forge en Afghanistan une véritable «culture de guerre» qui est à rapprocher, toutes proportions gardées, de celle de la guerre d'Algérie. Il souligne d'ailleurs, côté «Amis» la fracture qui se crée entre ceux qui «y sont allés» et les autres.

Bien documenté, riche de références historiques et d’exemples concrets, cet ouvrage offre une vision exhaustive de la problématique afghane, sans être pour autant réellement novatrice. Il soulève de nombreuses questions, récurrentes pour qui s’intéresse au conflit afghan et propose des clefs de lecture.

#### Par le Chef de bataillon Yann HAURAY

### **De Sedan à Sedan Une histoire de l’armée française [[138]](#footnote-138)**

**(tome 1: 1870-1918)**

###### Du Général de corps d’armée (2S) André BOURACHOT

**D**e Sedan 1870 à Sedan 1940, c’est un cycle complet de rénovation puis de lente dégradation de notre armée qu’étudie l’auteur. Ce premier tome couvre la période de 1870 à 1918 et jette un regard nouveau sur une période pourtant déjà largement étudiée. Défaite de 1870, constitution de l’armée de la République malgré les oppositions et les inerties, institution du service militaire obligatoire, affaires récurrentes (Dreyfus, les fiches..), débuts de guerre difficile, puis à force de ténacité, de sacrifices, d’énergie, la victoire et une armée à nouveau au sommet de sa gloire après l’épopée napoléonienne.

En examinant cette période, l’auteur aborde quelques questions fondamentales: Quelle est la doctrine qui anime cette armée de soldats citoyens? Une pensée militaire française à la veille de la Grande Guerre existe-t-elle? Pourquoi un esprit de système prévaut alors en France en matière de fortification permanente? La réflexion de l’auteur à propos de ces questions constitue quelques-unes des parties les plus originales du premier volume.

André Bourachot est général de corps d’armée en deuxième section. Il a rédigé plusieurs articles pour les précédents Cahiers du CESAT et a déjà publié en 2010 aux éditions Bernard Giovanangeli «***Joffre, de la préparation à la guerre à la disgrâce****»* dont la recension a été faite dans le Cahier n° 21.

*Par Christian PIROTH*

### **Le monde arabe tel qu’il est[[139]](#footnote-139)**

## Du Chef d’escadrons Arnaud LAFOLIE

**L**e Chef d’escadrons Arnaud Lafolie nous livre avec ce premier ouvrage un panorama exhaustif de la situation actuelle du monde arabe.

Loin de l’image la plus répandue d’un ensemble cohérent et uniforme fondé sur l’Islam, le monde arabe apparaît, sous sa plume, marqué par la diversité. Une diversité issue aussi bien de l’histoire que de la géographie et qui est à l’origine du monde arabe tel que nous le connaissons aujourd’hui.

S’appuyant sur ce constat l’auteur met en valeur, dans une deuxième partie, les défis qui attendent le monde arabe au cours du XXIème siècle. Insistant sur les problématiques des hydrocarbures et de l’islamisme, il n’oublie pas d’aborder un problème moins connu, celui de l’eau.

Enfin prenant de la distance avec les opinions les plus communes sur le monde arabe, il nous livre en dernière partie une analyse plus personnelle des relations que le monde arabe entretient en son sein mais aussi avec le monde extérieur. Il nous dresse ainsi une grille de lecture originale mais argumentée des révolutions arabes actuelles.

Ouvrage personnel et très accessible, «le monde arabe tel qu’il est» s’adresse à un large public s’intéressant à la géopolitique et aux relations internationales. Alternant références historiques et bibliographiques, le Chef d’escadrons Lafolie nous livre ici un ouvrage passionnant qui peut se lire comme un roman ou servir de référence thématique.

Le Chef d’escadrons Arnaud Lafolie est diplômé de l’École Spéciale Militaire de Saint-Cyr et breveté du Collège Interarmées de Défense. Il étudie actuellement l’arabe à l’Institut National des Langues et Civilisations Orientales dans le cadre de sa formation post École de guerre. Il a servi par deux fois au Proche-Orient, ainsi qu’en Côte d’Ivoire. Arabisant, il a effectué des missions en Syrie, aux Émirats Arabes Unis et au Qatar.

*Par le Chef de bataillon Laurent MILLOT*

*Officier cohérence du CESAT/EMSST*

Dans l’œil du cyclone[[140]](#footnote-140).

À la tête de la FORPRONU

# Ex-Yougoslavie, juillet 1993-mars 1994

## Du Général d’armée Jean COT[[141]](#footnote-141)

**C’**est un «livre-document» où le Général Cot décrit le quotidien du commandant en chef de la force onusienne, la plus importante depuis la guerre de Corée, déployée en ex-Yougoslavie.

Ce journal de campagne, tenu durant neuf mois, relate ses actions et livre ses réflexions, ses espoirs et ses doutes. Il évoque aussi les rapports difficiles avec les autorités de l’ONU, celles de l’OTAN, mais aussi les relations parfois tendues avec le gouvernement français.

Ce livre permet, au travers de ses contacts avec les populations désemparées et de ses relations avec ses soldats, de mesurer la sensibilité et la passion d’un officier de terrain dont «*l’engagement total et inlassable au service de la paix est dans la ligne des traditions militaires de notre pays et de ses forces armées*»[[142]](#footnote-142).

L’auteur a enrichi son journal, l’a complété et éclairé par des réflexions ultérieures, des documents officiels inédits, des articles de presse de l’époque et des correspondances avec les différents hauts responsables politiques et militaires de l’OTAN, de l’ONU et de la France.

En désaccord avec M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l’ONU, et à la demande de ce dernier, le Général Cot est rappelé en France et démissionne[[143]](#footnote-143).

**L’éthique du soldat français**

**du Général Benoît ROYAL**

**E**nfin, signalons à ceux qui ne l’auraient pas encore lu, sa réédition chez ÉCONOMICA, dont Jean GUISNEL écrit: «*ce petit ouvrage a vocation à être lu par tous les militaires, mais pas seulement par eux****»*** et Bruno Merchet: «*on ne peut s’intéresser à la chose militaire sans lire ce livre… cet ouvrage a vocation à devenir un véritable manuel*».

*La rédaction*

**Le Colonel GOYA, auteur de nombreux articles et rubriques des les Cahiers du CESAT vient d’ouvrir un Blog à l’adresse suivante:** [**http://lavoiedelepee.blogspot.com/**](http://lavoiedelepee.blogspot.com/)

**La rédaction se fait un plaisir de vous en faire part.**

Directeur de la publication:

Gca (2°s) HOUBRON *(Association MINERVE)*,

Comité éditorial**:**

**Gbr VUILLAUME,**

**Col de LADOUCETTE,**

**Col PAUPERT,**

Col (H) MAZEL *(Association MINERVE)*,

Lcl VENTURA,

# Lcl (R) MISSET

Rédacteur en chef**:**

**Lcl VENTURA**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Lcl (R) MISSET**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

1. **Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/)

   **Site Intradef CESAT**: **www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-1)
2. ***Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.*** [↑](#footnote-ref-2)
3. Maître de conférences de l’Université Paris IV Sorbonne, détaché aux Écoles militaires de Saint-Cyr-Coëtquidan [↑](#footnote-ref-3)
4. Hervé Coutau-Bégarie, «Conclusion» au colloque international «De la guerre? Clausewitz et la pensée stratégique contemporaine», sous la direction de Laure Bardiès et Martin Motte, Paris, Economica, 2008, p. 494. [↑](#footnote-ref-4)
5. Nous citons ici la traduction parue chez Flammarion en 1972, qui inclut les multiples gloses des versets de Sun Tzu et est accompagnée d’un important appareil historique et critique. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir notre article «Liddell Hart», *Cahiers du CESAT* n°12, juin 2008. [↑](#footnote-ref-6)
7. **This article is reprinted with the kind permission of the Small Wars Journal, a publication of Small Wars Foundation, U.S.A. (smallwarsjournal.com)** [↑](#footnote-ref-7)
8. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-8)
9. Acculturation: adaptation d’un individu ou d’un groupe à la culture environnante. (Référence: www. larousse.fr/ dictionnaires/ français). [↑](#footnote-ref-9)
10. Basil Liddell Hart, «***Stratégie».*** [↑](#footnote-ref-10)
11. Général Michel Yakovleff, «***Tactique théorique»,*** 5ème partie, pages 550-552, Économica, 2007. [↑](#footnote-ref-11)
12. La trinité clausewitzienne est constituée par le peuple, le gouvernement et l’armée. Selon la pensée clausewitzienne, l’union de leurs volontés est un facteur clé du succès de la guerre. Carl von Clausewitz, «***De la guerre***», livre premier. [↑](#footnote-ref-12)
13. Les batailles d’Arcole (15-17 novembre 1796) et de Rivoli (14-15 janvier 1797) contraignent les reliquats de l’armée autrichienne à s’enfermer dans Mantoue puis à capituler quelques jours plus tard, marquant la fin de la présence militaire autrichienne en Italie. Bonaparte peut alors se retourner pour menacer directement les frontières de l’Autriche et lui imposer les préliminaires de paix de Leoben (15 avril 1797). [↑](#footnote-ref-13)
14. Le 27 août 1813, sous les murs de Dresde et grâce à un brillant mouvement tournant, l’Empereur inflige une cuisante défaite à l’armée de Schwarzenberg, pourtant deux fois supérieure en nombre. Néanmoins, malade, Napoléon doit quitter le champ de bataille et ne pourra exploiter sa victoire tactique. [↑](#footnote-ref-14)
15. Également appelée bataille des Nations, la bataille de Leipzig (16-19 octobre 1813) voit s’opposer environ 170.000 Français à 300.000 coalisés. Napoléon ne réussit pas à manœuvrer pour compenser son infériorité numérique et doit se replier. La défaite tourne au désastre lorsque ses alliés saxons, en pleine bataille, retournent leurs armes contre les Français. [↑](#footnote-ref-15)
16. Le décret de rappel des classes 1814 et 1815 a été signé par l’impératrice Marie-Louise. Ces jeunes conscrits, souvent encore imberbes, seront affublés du sobriquet du prénom de la femme de l’Empereur en raison de leur aspect juvénile et peu viril. [↑](#footnote-ref-16)
17. Napoléon exigera à plusieurs reprises qu’Augereau quitte Lyon pour s’attaquer aux communications et lignes arrières de l’armée de Bohème. Augereau temporisera et son inaction sera interprétée comme une défection. [↑](#footnote-ref-17)
18. Eugène de Beauharnais y livrera une très belle campagne et défera les Autrichiens à la bataille du Mincio (8 février 1814). Cette remarquable campagne, qui rappelle elle-aussi en de nombreux points la campagne d’Italie de son beau-père 18 ans auparavant, est injustement tombée dans les oubliettes de l’Histoire. [↑](#footnote-ref-18)
19. Du nom du membre du Corps législatif qui a rédigé le rapport. [↑](#footnote-ref-19)
20. L’intégralité du discours peut être retrouvée sur Internet: <http://books.google.fr/books?id=dCMbAAAAYAAJ&printsec=frontcover#v=onepage&q&f=false> (p.50) [↑](#footnote-ref-20)
21. L’intégralité de la déclaration peut être retrouvée sur Internet:

    [http://books.google.fr/books?id=9eZaAAAAQAAJ&pg=PA464&lpg=PA464&dq=d%C3%A9claration+des+puissances+alli%C3%A9es+d%C3%A9cembre+1813&source=bl&ots=Ble5mS6inq&sig=Q9pOvYa18JRRXSZ8TOT3T0OvtC8&hl=fr&ei=zEiYTbqEBMOKhQfshInwCA&sa=X&oi=book\_result&ct=result&resnum=7&ved=0CDcQ6AEwBg#v=onepage&q=d%C3%A9claration%20des%20puissances%20alli%C3%A9es%20d%C3%A9cembre%201813&f=false](http://books.google.fr/books?id=9eZaAAAAQAAJ&pg=PA464&lpg=PA464&dq=d%C3%A9claration+des+puissances+alli%C3%A9es+d%C3%A9cembre+1813&source=bl&ots=Ble5mS6inq&sig=Q9pOvYa18JRRXSZ8TOT3T0OvtC8&hl=fr&ei=zEiYTbqEBMOKhQfshInwCA&sa=X&oi=book_result&ct=r%20) [↑](#footnote-ref-21)
22. L’Empereur était *a priori* avisé des intrigues du Prince de Bénévent. Étrangement, celui-ci ne sera pas inquiété. [↑](#footnote-ref-22)
23. Pour l’anecdote, à la prise de Paris qui suivit Waterloo, il voulut faire détruire le pont d’Iéna.

    L’humiliation de la campagne d’Allemagne de 1806 a généré un profond traumatisme au sein de l’armée prussienne. Cette humiliation sera la source d’une totale remise en question de son fonctionnement, donnant, notamment, naissance à la *Kriegs Academie* (École de guerre), au Grand État-major général et à la promotion axée davantage sur le mérite que sur les lettres de noblesse. Elle nourrira également la pensée de Clausewitz et modifiera en profondeur la société prussienne (fin du servage, démocratisation partielle du régime, éveil de la conscience nationale). L’ensemble de ces réformes va affermir simultanément le militarisme prussien et un nationalisme allemand teinté de francophobie aboutissant tous deux à la revanche allemande de 1870…et donc à l’esprit revanchard français! [↑](#footnote-ref-23)
24. Les Russes plaident pour un rétablissement des Bourbons, les Autrichiens demandent la mise en place d’une régence au bénéfice du fils de Napoléon. [↑](#footnote-ref-24)
25. Un peu plus d’un siècle plus tard, au même lieu, se tiendra une bataille devenue tristement célèbre: le Chemin des Dames (avril-juin 1917). [↑](#footnote-ref-25)
26. «***Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale****»*, Odile Jacob, 2008, page 130. [↑](#footnote-ref-26)
27. Sir Rupert Smith, «***L’utilité de la force****»,* Économica, 2005. [↑](#footnote-ref-27)
28. C’est, en partie, le sens du «*Surge*» initié par la Général Petraeus pour permettre aux troupes américaines de quitter l’Irak après avoir stabilisé, *a minima*, la situation locale (2007-2008). [↑](#footnote-ref-28)
29. L’approche globale n’est pas une nouveauté en elle-même: les maréchaux Lyautey et Gallieni, respectivement au Maroc et au Madagascar, abordaient tous les aspects possibles de la «pacification»; l’empire romain s’est certes construit en partie militairement mais il a aussi fait la part belle au développement de l’administration, des voies de communications, de l’économie et même à la conciliation des religions des peuples conquis avec la religion romaine. C’est donc en tant que conceptualisation, qu’à la rigueur, l’approche globale peut être considérée comme une nouveauté. [↑](#footnote-ref-29)
30. Le Général Desaix (1768-1800) a été le héros de la bataille de Marengo (1800) et y a laissé la vie. Dans des conditions très semblables à celles qui prévaudront à Waterloo, et contrairement à Grouchy, il a su «marcher au canon» pour sauver Bonaparte d’une situation périlleuse et transformer une défaite en victoire décisive. À Sainte-Hélène, Napoléon en fera un portrait élogieux: «*Le talent de Desaix était de tous les instants; il ne vivait, ne respirait que l'ambition noble et la véritable gloire. C'était un caractère antique. Il aimait la gloire pour elle-même et la France au-dessus de tout». (*Las Cases, «***Mémorial de Sainte-Hélène****»).*

    Seul maréchal à tutoyer l’empereur, le Maréchal Lannes (1769-1809) a été de toutes les campagnes de Napoléon, jusqu’à sa mort sur le champ de bataille à Essling (31 mai 1809). «*Le général le plus distingué de mes armées, celui que je considérais comme mon meilleur ami»* selon l’Empereur (Lettre à la Maréchale Lannes) est aussi le seul qui ose lui tenir tête.

    Le Maréchal Davout (1770-1823) est le seul maréchal d’empire à être toujours demeuré invaincu. Pendant la campagne de France, il est assiégé dans Hambourg, où il livre une résistance héroïque de près d’un an (il ne remet la place aux coalisés que fin avril 1814, sur ordre de Louis XVIII et non sans avoir dans un premier temps fait tirer au canon sur l’étendard à fleurs de lys du Roi). [↑](#footnote-ref-30)
31. Léonce Krebs et Henri Moris, «***Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution d’après les archives des états-majors français et Austro-sardes, 1794, 1795, 1796****»*, Paris, Plon, 1895. [↑](#footnote-ref-31)
32. Basil Liddell Hart, «***Stratégie****»*. [↑](#footnote-ref-32)
33. Lire l’article du Chef de Bataillon Paul Bury*, La bataille de Malplaquet – 11 septembre 1709 – Du nul tactique à la victoire stratégique et de l’importance de l’effet majeur.* Disponible sur intranet Défense: <http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/taktika/IMG/pdf/080328_Malplaquet_1709_CBA_BURY.pdf> [↑](#footnote-ref-33)
34. La plupart des maréchaux sont usés par les années de guerres napoléoniennes et aspirent à jouir en tranquillité des honneurs qu’ils en ont tirés. La volonté de la troupe – qui se bat bien pendant toute la campagne – et du peuple est plus malaisée à percevoir. La guerre a, bien sûr, fatigué ce dernier et les désertions et refus d’incorporation se sont multipliés pendant les dernières années de l’Empire. Toutefois, les coalisés s’inquiètent de la multiplication des actions de partisans sur leurs arrières (dans les Vosges et le Jura essentiellement) et dans l’entourage de l’Empereur, certains le pressent de déclarer, à l’instar de la Révolution en 1792, «la patrie en danger» afin de susciter une insurrection populaire dans tous les territoires occupés. Probablement marqué par le massacre des Gardes Suisses de Louis XVI lors de la prise des Tuileries (20 juin 1792) auquel il avait assisté en tant que spectateur, Napoléon conserve une profonde méfiance vis-à-vis des flots incontrôlables de la violence populaire et refuse de s’y plier. [↑](#footnote-ref-34)
35. L’écrivain soviétique Albert Manfred développe une hypothèse parallèle à celle-ci: Napoléon est victorieux tant qu’il est progressiste et veut bouleverser l’ordre établi; il commence à perdre lorsqu’il devient conservateur (Albert Manfred, «***Napoléon Bonaparte****»*, Édition du Progrès, Moscou, 1980). Le même type de réflexions peut être mené sur les oppositions entre nomades et sédentaires, puis entre thalassocraties et puissances terrestres, tout au long de l’histoire (théories de Halford John Mackinder). [↑](#footnote-ref-35)
36. Basil Liddel Hart, «***Stratégie****»*. [↑](#footnote-ref-36)
37. Sur le sujet, lire, notamment, Manière de voir, *Imprenable Afghanistan*, avril-mai 2010. [↑](#footnote-ref-37)
38. Hervé Morin, ministre de la Défense, interview à France Inter, 5 septembre 2008. [↑](#footnote-ref-38)
39. Politique européenne de sécurité et de défense [↑](#footnote-ref-39)
40. République de Centre Afrique [↑](#footnote-ref-40)
41. Mission Nations Unies en République Centrafrique et Tchad [↑](#footnote-ref-41)
42. Les unités n´ont été engagées dans les opérations que dans le bas du spectre des forces spéciales [↑](#footnote-ref-42)
43. Né en 1953, sorti en 1977 de l´académie de Saint-Cyr, parachutiste (1978-1989), puis à la Légion étrangère (1994-1999), avant de servir au commandement de l´armée de Terre (1999-2003), l´État-major de force et d´entraînement interarmées [↑](#footnote-ref-43)
44. Énonciation du général Ganascia pendant une interview de presse sur Bruxelles 2, le 28 avril 2008 [↑](#footnote-ref-44)
45. Pleinement déployée, elle a rassemblé jusqu´à 3.700 hommes, avec 19 État membres présents sur le terrain, et 22 au quartier général [↑](#footnote-ref-45)
46. Entre autres, forces spéciales de la Belgique, des Pays-Bas, de l´Irlande, etc… [↑](#footnote-ref-46)
47. **Ce texte est celui d’une conférence-débat sur le thème «culture et engagement», prononcée par l’auteur le lundi 30 mai 2011 à Paris XVème.** [↑](#footnote-ref-47)
48. Audition du CEMA devant la commission des affaires étrangères, de la Défense et des forces armées au Sénat le 14 octobre 2009. [↑](#footnote-ref-48)
49. Raoul Girardet dans «***Pouvoir civil et pouvoir militaire dans la France contemporaine***», 1960, citant le général Zeller, CEMA en 1957: «…*dans la crise mondiale où nous sommes engagés face à des adversaires résolus, une armée ne peut plus obéir ou se sacrifier pour des mots comme celui de devoir ou de discipline qui sont pour elle à proprement parler vide de sens*…». [↑](#footnote-ref-49)
50. Loi organique relative aux lois de finances [↑](#footnote-ref-50)
51. Révision générale des politiques publiques. [↑](#footnote-ref-51)
52. «Quel rôle, demain, pour la haute hiérarchie militaire dans la Nation?» Cahiers du CEREM n° 8, 2009. [↑](#footnote-ref-52)
53. Bastien NIVET «La Défense dans les débats publics en Europe», les documents du C2SD, n°71 janvier 2005. [↑](#footnote-ref-53)
54. Décret 2009-869 du 15 juillet 2009 relatif aux attributions du ministre de la Défense, du chef d'état-major des armées et des chefs d'état-major de l'armée de Terre, de la Marine et de l'armée de l'Air. [↑](#footnote-ref-54)
55. Direction de la coopération de sécurité et de Défense. [↑](#footnote-ref-55)
56. Délégation à l’information et à la communication de la Défense. [↑](#footnote-ref-56)
57. Institut des hautes études de défense nationale [↑](#footnote-ref-57)
58. Cet institut est classé comme étant le plus ancien des groupes de réflexion et d’influence en France. Il compte en son sein quelques officiers détachés. [↑](#footnote-ref-58)
59. Barbara Jankowski, «Les relations armées-société en France», Pouvoirs n° 125, avril 2008. [↑](#footnote-ref-59)
60. Claire Oger, «***Le façonnage des élites de la République***», Sciences Po Les Presses, 2008 p.238. [↑](#footnote-ref-60)
61. À l’instar des stages en vigueur au Centre des hautes études militaires, par exemple. [↑](#footnote-ref-61)
62. Le ministère de la Défense dans ce domaine développe un esprit pionner à travers le plan égalité des chances, les établissements d'insertion public de la Défense, etc… [↑](#footnote-ref-62)
63. Les zones tribales sont désignées depuis l’indépendance du Pakistan, en 1947, comme FATA (*Federally Administered Tribal Areas*). Islamabad y est représenté par des administrateurs au pouvoir limité par la très large autonomie tribale et par l’absence de l’armée comme de la police fédérale. Les FATA son divisées en sept agences qui sont, du nord au sud: Bajaur, Mohmand, Khyber, Kurram, Orakzai, Nord Waziristân, Sud Waziristân. [↑](#footnote-ref-63)
64. http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2010/09/28/la-cia-intensifie-ses-attaques-au-pakistan-pour-dejouer-des-attentats-en-europe\_1416904\_3216.html [↑](#footnote-ref-64)
65. *Cf.* article «*Le futur drone français sera-t-il américain?»* de Jean Guisnel, sur http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel/le-futur-drone-francais-sera-t-il-americain-23-11-2010-1266059\_53.php [↑](#footnote-ref-65)
66. Les chiffres ne sont pas disponibles pour les années 2004 et 2005. [↑](#footnote-ref-66)
67. *Cf*. http://www.longwarjournal.org. [↑](#footnote-ref-67)
68. *Cf.* «*Contre insurrection, théorie et pratique»*, p. 57 (Ed. Economica, 2008). [↑](#footnote-ref-68)
69. *Cf*.http://online.wsj.com/article/SB10001424052748704029304575526270751096984.html: CIA escalates in Pakistan Pentagon Diverts Drones From Afghanistan to Bolster U.S. Campaign Next Door. [↑](#footnote-ref-69)
70. *Cf*. http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2009/08/07/le-chef-des-talibans-pakistanais-aurait-ete-tue\_1226451\_3216.html. [↑](#footnote-ref-70)
71. *Cf*. http://www.longwarjournal.org/"Casualties from Predator strikes inside Pakistan: Civilian vs. Taliban/Al Qaeda". [↑](#footnote-ref-71)
72. *Cf.* «***La campagne aérienne, planification en vue du combat****»* de John Warden III, Ed. Economica 1998. [↑](#footnote-ref-72)
73. Selon l’acronyme HVT pour *high value target.* [↑](#footnote-ref-73)
74. http://www.understandingwar.org/report/haqqani-network. [↑](#footnote-ref-74)
75. http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1840383,00.html. [↑](#footnote-ref-75)
76. Qui est aussi le réalisateur des photos illustrant son article [↑](#footnote-ref-76)
77. Demilitarized Zone, DMZ. [↑](#footnote-ref-77)
78. Neutral Nations Supervisory Commission. [↑](#footnote-ref-78)
79. United Nations Command Military Armistice Commission. [↑](#footnote-ref-79)
80. **Cet article publié dans le numéro hors-série de DSI d’août-septembre 2011 est reproduit avec l’aimable autorisation de la rédaction de cette revue.** [↑](#footnote-ref-80)
81. Bruno Tertrais, «***L’Arme nucléaire****»*, coll. Que sais-Je?, PUF, 2008. [↑](#footnote-ref-81)
82. Discours du Président de la République française, Jacques Chirac, à l’Ile longue, 19 janvier 2006. [↑](#footnote-ref-82)
83. André Beaufre, «***Introduction à la stratégie****»*, chapitre III, éditions Économica, 1985. [↑](#footnote-ref-83)
84. Il ne s’agit pas véritablement d’une doctrine. Voir Bruno Tertrais, «***L’Arme nucléaire****»*, *op.cit.* [↑](#footnote-ref-84)
85. Thierry de Montbrial, «***Dictionnaire de la stratégie****»*, PUF, 2007. [↑](#footnote-ref-85)
86. Général Eugène HABIGER, “***Cyberwar and Cyberterrorism: The Need for a New U.S. Strategic Approach****”*, The Cyber Secure Institute, 2010. [↑](#footnote-ref-86)
87. Hervé Coutau-Bégarie, «*Comment se forme une doctrine stratégique?»*, Carnets du temps n°51, CESA, octobre 2008 . [↑](#footnote-ref-87)
88. Les *Global Commons* constituent des zones vitales pour les États car tout y transite. Il s’agit de l’espace, de l’espace aérien international, des eaux internationales et du cyberespace. [↑](#footnote-ref-88)
89. «*Défense et sécurité des systèmes d’information. Stratégie de la France»*, ANSSI, 15 février 2011. [↑](#footnote-ref-89)
90. «En devenant un acteur essentiel et un enjeu du conflit, la population se place au cœur des préoccupations des forces militaires» (FT 01, CDEF, p.23). [↑](#footnote-ref-90)
91. «L’ingérence, marque de l’intervention, impose par la force un acteur extérieur modifiant un ‟intérieur″; elle bouleverse des équilibres et suscite des réactions complexes et imprévisibles. En son cœur réside une inégalité entre ‟l’ingéré″ et l’ingérant: aussi louable que soient ses motifs, elle est d’abord source de rancœur et de frustration» (V. Desportes, «***La Guerre probable****»*, Economica, p. 56). [↑](#footnote-ref-91)
92. L’effort actuel, marqué sur la sécurité, prend d’ailleurs racine dans un biais de raisonnement car, pour beaucoup, sécuriser est un but alors que le but est convaincre, et la sécurité n’est qu’une partie de l’offre qui permet de convaincre. [↑](#footnote-ref-92)
93. La traduction technique généralement admise est «Elaboration de la connaissance». [↑](#footnote-ref-93)
94. «***Études de guerre: tactique des renseignements****»*, Paris, Baudoin, 1881, réédition BiblioBazaar, 2010. [↑](#footnote-ref-94)
95. «*La guerre au milieu des populations*», théorisé par le général britannique Rupert Smith, in «*The Utility of Force: The Art of War in the Modern World»*, 2005. [↑](#footnote-ref-95)
96. Centre interarmées de concepts, de doctrines et d’expérimentations (CICDE)*, réflexion doctrinale sur le* knowledge development*, 18 juin 2010*. [↑](#footnote-ref-96)
97. politique, militaire, économique, social, infrastructure, information. [↑](#footnote-ref-97)
98. *COPD (Comprehensive Operations Planning Directive)*, chap 2. SA and KD, février 2010. [↑](#footnote-ref-98)
99. *La guerre révolutionnaire.* Conférence prononcée à la Sorbonne, le 2 juillet 1957. [↑](#footnote-ref-99)
100. Doctrine Interarmées n°2, *doctrine du RIM et de la contre-ingérence* (mise à jour en sept. 2010). [↑](#footnote-ref-100)
101. Centre de doctrine et d’emploi des forces. [↑](#footnote-ref-101)
102. Les bases *U-Boot* de Brest, Lorient et Saint-Nazaire, pour ne citer que les implantations les plus évidentes, mais aussi des aéroports comme celui de Rennes. Au total, les troupes allemandes dans la péninsule totalisent environ 150.000 hommes allant des parachutistes aux auxiliaires russes. [↑](#footnote-ref-102)
103. Bureau central de renseignement et d’action, commandé par le célèbre Colonel Passy, ancêtre du SDECE d’après guerre – lui-même précurseur de l’actuelle DGSE. Voir «***Les services secrets du général de Gaulle – Le BCRA 1940-1944***», de Sébastien Albertelli, paru en 2009 aux éditions Perrin. [↑](#footnote-ref-103)
104. Pour mémoire, le TTA 106, le glossaire interarmées, ou même le glossaire OTAN AAP-6 ne proposent pas de définition moderne des forces spéciales. En revanche, ils donnent la définition suivante des «opérations spéciales»: *activités militaires menées par des forces spécialement désignées, organisées, entraînées et équipées, utilisant des techniques opérationnelles et des modes d'action inhabituels aux forces conventionnelles. Ces activités sont menées dans toute la gamme des opérations militaires, indépendamment des opérations de forces conventionnelles, ou en coordination avec celles-ci, pour atteindre des objectifs politiques, militaires, psychologiques et économiques. Des considérations politico-militaires peuvent nécessiter le recours à des techniques clandestines ou discrètes et l'acceptation d'un niveau de risque physique et politique non compatible avec les opérations conventionnelles. Elles mettent en œuvre des modules de taille réduite et hautement spécialisés pour, soit traiter des objectifs à haute valeur stratégique ou opérative, soit modifier l'environnement d'une force.* Source: CDEF [↑](#footnote-ref-104)
105. Sous la direction de Jean-Baptiste Legeay (qui sera décapité à Cologne en février 1943). De même, un des tous premiers journaux clandestins, «*En Captivité»*, apparaît à Nantes en novembre 1940. C'est à Nantes, le 22 janvier 1941, qu'est arrêté Honoré d'Estienne d’Orves, fondateur du réseau NEMROD, qui a établi quelques jours auparavant la première liaison radio entre la France et Londres depuis Chantenay. [↑](#footnote-ref-105)
106. Siège actuel du 8e RT. [↑](#footnote-ref-106)
107. Le Général de Gaulle décernera la Croix de la Libération à la ville de Nantes, *«ville héroïque qui, depuis le crime de la capitulation, a opposé une résistance acharnée à toute forme de collaboration avec l'ennemi*». [↑](#footnote-ref-107)
108. On pense par exemple au réseau d’évasion de pilotes alliés *Shelburne* à Plouha dans les Côtes d’Armor (Côtes-du-Nord à l’époque), qui fut décrit dans l’ouvrage «***Par les Nuits les plus longues*»**de Roger Huguen. Ce réseau d'évasion français a permis le retour en Angleterre de 135 aviateurs et agents alliés. [↑](#footnote-ref-108)
109. Voir notamment à ce sujet le récent ouvrage de Bob Maloubier,«***Les coups tordus* *de Churchill***». [↑](#footnote-ref-109)
110. Le raid ayant fortement marqué les esprits, le célèbre écrivain de marine britannique Douglas Reeman (lui même ancien marin pendant la guerre) inventa une suite à ce raid dans son roman «***Les Destroyers***». [↑](#footnote-ref-110)
111. *Office of Strategic Service,* dirigé par William Joseph Donovan, par décision du Président Roosevelt en juin 1942, avec le grade de général. C’était le premier effort de coordination entre les différents services américains agissant dans les opérations spéciales et le renseignement stratégique. L’*OSS* inspirera non seulement la littérature et le cinéma français (!) mais, surtout, donnera naissance après guerre à la CIA, *Central Intelligence Agency*... [↑](#footnote-ref-111)
112. *Special Operations Executive* [↑](#footnote-ref-112)
113. Détail intéressant: le Général de Gaulle aurait approuvé la première opération aéroportée montée par les Britanniques sur le sol français avec des parachutistes français … à la condition qu’ils soient en uniforme. Le compromis final fut de passer une combinaison pour le saut avec des vêtements civils en dessous. Cette opération visait déjà la Bretagne, en l’occurrence des pilotes allemands à Vannes. Voir le livre «***Qui ose gagnera***». [↑](#footnote-ref-113)
114. À ce sujet, voir l’étude complète rédigée par Yann Lagadec, citée en bibliographie. [↑](#footnote-ref-114)
115. Cette phrase aurait été proposée au Général Koenig par un membre d'une équipe *Jedburgh* parachutée dans le Finistère, le 9 juillet 1944. On pense également aux fameux *Violons de l’automne*… qui signalèrent le Jour J pour la Résistance. [↑](#footnote-ref-115)
116. Actuelle Loire-Atlantique. De même, les Côtes d’Armor s’appelaient Côtes-du-Nord à l’époque. [↑](#footnote-ref-116)
117. Aux mois de juillet et d'août, les parachutages de Jedburgh se multiplieront: neuf en Bretagne, six autres de la Vendée au Cher et dans les départements du Massif Central, une dizaine dans les départements du bassin de la Garonne, une dizaine aussi dans les départements de la vallée du Rhône et de la Saône. [↑](#footnote-ref-117)
118. Il affichera alors un bilan «officiel» (peut-être minoré) de 326 Allemands hors de combat, 2.520 prisonniers et 320 véhicules divers pour 2 tués, 12 blessés et une jeep détruite chez les SAS… [↑](#footnote-ref-118)
119. Une deuxième équipe étant larguée sur la base *Samwest* à Duault. [↑](#footnote-ref-119)
120. Alias «le manchot» depuis qu’il a perdu un bras lors des combats d’Afrique du Nord. Cela ne l’empêchera pas de sauter à la tête du 2ème RCP, ex Bataillon d’Infanterie de l’Air, le «bataillon du ciel» immortalisé dans le film éponyme. [↑](#footnote-ref-120)
121. Actuellement géré par le 3ème RIMA de Vannes et bien connu des EOR et EOA passés par l’ESM de Saint-Cyr-Coëtquidan. [↑](#footnote-ref-121)
122. Voir l’article de Yann Lagadec sur la question. [↑](#footnote-ref-122)
123. William J. Donovan, directeur de l'OSS: « *Il est maintenant reconnu que le succès et la rapidité des armées alliées dans la bataille de France sont dus dans une large mesure à l'activité de la Résistance française intérieure. La Résistance a gêné le mouvement des renforts allemands vers la tête de pont normande et a gardé les flancs des armées américaines marchant à la Seine au nord et aux Vosges en partant du sud. Des divisions entières allemandes ont été détournées du front et l'ennemi a été harcelé derrière ses lignes. La Résistance a fourni constamment des renseignements stratégiques et tactiques sur la situation ennemie, a évité des destructions d'installations rurales, a isolé et bloqué les unités ennemies dépassées par l'avance alliée*». [↑](#footnote-ref-123)
124. Hors combat, deux tués et onze blessés (souvent légèrement), la plupart par suite d'un parachutage défectueux. [↑](#footnote-ref-124)
125. Leurs pertes ont été dans l'ensemble inférieures à la moyenne des pertes subies par les unités d'infanterie ordinaires. Leur doctrine se résumait ainsi: l'ennemi est attaqué par surprise, au point où il est le plus faible et, quand sa réaction devient par trop efficace, l'assaillant décroche et disparaît dans les couverts. Bref, la parfaite tactique de guérilla. [↑](#footnote-ref-125)
126. On notera d’ailleurs que la frontière entre action spéciale et clandestine était d’autant plus ténue que les Allemands ne garantissaient pas l’application de la Convention de Genève aux «commandos», même en uniforme. [↑](#footnote-ref-126)
127. Du Bureau Recherche / DREX / CDEF [↑](#footnote-ref-127)
128. Les deux-tiers des 18 compagnies de la *Schutztruppe* sont orientés vers le nord. [↑](#footnote-ref-128)
129. Front Nord, Ruanda-Urundi, front de Rhodésie. [↑](#footnote-ref-129)
130. Nom donné aux soldats indigènes recrutés par l’armée allemande dans les colonies d’Ost Afrika et du Kamerun. [↑](#footnote-ref-130)
131. **La rubrique «NOUVELLES D’AMÉRIQUE» reprend pour chaque Cahiers du CESAT le texte de présentation de l’un des bulletins mensuels du Détachement de Liaison Terre (DLT) aux États-Unis rédigé au cours du trimestre écoulé. Ces bulletins peuvent être consultés sur le site Intraterre où ils sont mis en ligne par l’EMAT/CCB.**  [↑](#footnote-ref-131)
132. Qui a été chef du Détachement de Liaison Terre (DLT) aux États-Unis jusqu’à l’été 2011 [↑](#footnote-ref-132)
133. «L’antiaméricanisme constitue l’un des fondements de la culture française» dans «***Les États-Unis d’aujourd’Hui***», André KASPI, Plon 1999. [↑](#footnote-ref-133)
134. Ou édition plus récente si une mise à jour existe. Cela est d’ailleurs vrai pour tous les ouvrages. [↑](#footnote-ref-134)
135. Counter insurgency [↑](#footnote-ref-135)
136. <http://restrepothemovie.com/> [↑](#footnote-ref-136)
137. Autrement Frontières [↑](#footnote-ref-137)
138. Éditions Bernard Giovanangeli, 2011 [↑](#footnote-ref-138)
139. Éditions L’œuvre [↑](#footnote-ref-139)
140. Éditeur «L’Esprit du livre éditions». À commander auprès de Jean COT – 42 Rue Chardon Lagache – 75 016 PARIS ou [jeancot@orange.fr](mailto:jeancot@orange.fr) (20€+4 pou frais d’envoi) [↑](#footnote-ref-140)
141. St-Cyrien de la promotion «Ceux de Dien Bien Phu», grand officier de la Légion d’honneur, officier de la *Legion of Merit* et commandeur de l’ordre du Mérite d’Allemagne. [↑](#footnote-ref-141)
142. Extrait du texte de la citation décernée par le ministre de la Défense le 17 mars 1994. [↑](#footnote-ref-142)
143. Depuis, il a enseigné à l’université de Reims, donné des conférences et publié cinq ouvrages et de nombreux articles. [↑](#footnote-ref-143)